

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Le discours sur l'éducation des femmes pendant la Révolution française  
La représentation de la citoyenneté féminine entre 1789 et 1794

par

Laurie Laplanche

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de maîtrise  
en histoire

Août, 2007

©Laurie Laplanche, 2007



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Le discours sur l'éducation des femmes pendant la Révolution française  
La représentation de la citoyenneté féminine entre 1789 et 1794

présenté par :

Laurie Laplanche

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Denise Baillargeon, présidente-rapporteure

Susan Dalton, directrice de recherche

François Furstenberg, membre du jury

30 OCT. 2007

## Résumé

Pendant la Révolution française, plusieurs femmes ont écrit aux autorités politiques pour leur demander le droit à l'instruction ainsi que des réformes du système d'éducation féminine. Leurs textes mettaient principalement l'accent sur le rôle domestique des femmes dans la société : ultimement, elles demandaient le droit d'être éduquées afin de devenir des mères et des épouses exemplaires. Cependant, pour ces auteures, le rôle domestique des femmes n'était pas perçu comme une façon d'exclure les Françaises d'un rôle politique. À travers leurs textes, il est donc possible de constater qu'elles se sont prononcées sur l'importance de leurs responsabilités dans la construction d'une nouvelle société plus vertueuse que celle d'Ancien Régime. Elles ont voulu prouver que les inégalités entre les hommes et les femmes étaient maintenues principalement par l'éducation et non la nature. Elles ont donc proposé des plans pour ouvrir des écoles avec l'aide de l'État, dans le but de démocratiser l'accès à l'instruction et d'organiser un réseau scolaire plus cohérent que celui contrôlé par l'Église avant 1789, embrassant ainsi les idéaux révolutionnaires de liberté et d'égalité. Ce mémoire tentera de démontrer qu'en mettant l'accent sur la capacité des femmes à transmettre des modèles de vertu, ces auteures ont construit une représentation de la citoyenneté politique féminine qui était basée plus sur des facteurs moraux et culturels que sur la définition constitutionnelle de l'action citoyenne.

**Mots-clés** : droits des femmes, France, Révolution française, éducation, politique, culture, mœurs, citoyenneté

## Abstract

During the French revolution, many women wrote to the political authorities in order to obtain rights to be educated, and to lobby for reforms to the educational system. Those writings emphasised the domestic responsibilities of women in society : it was with the ultimate aim to become better wives and mothers, that these authors requested the right to be educated. However, the traditionnal domestic role of women in society was not perceived by these feminine authors as a means of excluding French women from the political scene. Rather, their writings illustrate the fact that they strove to claim responsibility in the build-up of a new society, more virtuous than the one existing under the Old Regime. Moreover, they tried to explain that inequalities between men and women were maintained by education, not by nature. To this end, they presented plans for the opening of new revolutionary schools for girls with the help of the State, in order to democratize access to learning and to establish a scholarly network more efficient than the one controled by the Church before 1789, thus encompassing the revolutionary ideals of liberty and equality. This mémoire will demonstrate that by putting emphasis on the abilities of women in the transmission of virtuous models, these authors built a representation of women's political citizenship that was founded more on moral and cultural factors, than on the constitutionnal definition of citizenship.

**Keywords :** Rights of women, France, French Revolution, education, politics, culture, moral standards, citizenship

## Table des matières

Résumé.....	iii
Abstract.....	iv
Table des matières.....	v
Remerciements.....	viii
Introduction.....	1
1) Bilan historiographique .....	5
a) L'exclusion des femmes de la politique.....	5
b) La représentation politique de la famille .....	11
2) L'éducation sous la Révolution .....	16
a) Les études historiques sur l'éducation : un point de vue masculin.....	16
b) Présentation des sources et des chapitres.....	20
Chapitre I.....	24
La représentation de la citoyenneté féminine sous la Révolution.....	24
1) L'écriture : Légitimité et origine .....	29
a) Légitimité : le transfert du pouvoir politique vers la nation .....	31
b) Origine : l'élan révolutionnaire .....	35
2) La régénération sociale de 1789 à 1794 .....	39
a) La pédagogie de la régénération sociale .....	41
b) Importance du rôle des femmes dans le processus de régénération .....	45
Conclusion .....	51
Chapitre II.....	53
L'éducation et l'émancipation des femmes .....	53
1) Le savoir moral : l'égalité entre les hommes et les femmes.....	59
a) Éliminer la tyrannie masculine et les malheurs des femmes .....	59
b) Les conséquences positives de l'équilibre entre les sexes.....	62
2) Le savoir pratique au féminin : l'utilité des femmes .....	69
a) La femme patriote.....	69
b) Égalité et instruction.....	74

c) Éducation et travail : ou une autre façon de concevoir l'émancipation...	76
Conclusion .....	80
Chapitre III.....	82
L'école de la Révolution .....	82
1) La réaction face à la diminution du contrôle de l'Église .....	85
a) Le cheminement vers la fermeture des couvents .....	85
b) Les femmes, l'éducation et la religion : avant la fermeture des couvents	88
c) Les femmes, l'éducation et la religion : après la fermeture des couvents	93
2) Les nouvelles institutrices.....	97
a) Justification des compétences des auteurs : convaincre pour s'imposer .	97
b) Le choix des institutrices : surveiller, diffuser et structurer .....	101
Conclusion .....	105
Conclusion .....	107
Bibliographie.....	ix

*À mèresa et frèreson*



## Remerciements

J'aimerais principalement remercier ma directrice à l'Université de Montréal, Susan Dalton, sans sa confiance, ses conseils et ses idées, son appui pédagogique, financier et moral, je n'aurais pas pu terminer ma maîtrise. Mille mercis aussi à François Furstenberg au département d'histoire de l'Université de Montréal, sans ses contrats de recherche j'aurais été forcée de m'alimenter uniquement de pâtes au beurre et de pain de mie pendant toute ma dernière année de rédaction. Merci à Arlette Farge, à l'EHESS de Paris, pour avoir lu et commenté une partie de l'introduction de mon mémoire alors que ce n'était encore qu'une ébauche. Finalement, une pensée pour tous ceux qui m'ont soutenue dans mon parcours du combattant : ma famille Chartrand-Brisebois-Narbonne; mes potes Myriam Chartrand, Amélie Sabourin, Amélie Doyon, Valérie Vouligny, Émilie Adam-Vézina, Emma Blackery, Émilie Simard, Véronique Désilets, Dominique McGregor, Delphine Piperni, Louis-Gilles Montagne et Peter Robinson; et finalement, tous mes potes-collègues-apprentis-historiens, plus particulièrement Sonya Roy, France Normand, Frédéric Giuliano et Sébastien Drolet, merci!!!

## Introduction

Le 25 mars 1792, à Paris, Théroigne de Méricourt prononça un discours devant les membres de la Société Fraternelle des Minimes réunies en l'honneur de la présentation du drapeau tricolore aux citoyennes du Faubourg Saint-Antoine. « Citoyennes », déclara-t-elle :

N'oublions pas que nous nous devons toutes entières à la patrie (...) Armons-nous; nous en avons le droit par la nature et même par la loi; montrons aux hommes que nous ne leur sommes inférieures ni en vertus, ni en courage; montrons à l'Europe que les Françaises connoissent leurs droits et sont à la hauteur des lumières du dix-huitième siècle (...)¹.

Prendre les armes pour défendre la patrie, telle est la façon dont Théroigne de Méricourt concevait le rôle de ses concitoyennes dans la nation française en révolution. Et elle n'était pas la seule. Au cours des premières années révolutionnaires, plusieurs militantes ont réclamé le droit de se battre dans la garde nationale, certaines rejoignant même les rangs des combattants, méritant alors officieusement médailles et honneurs à maintes occasions².

Pour d'autres figures féminines marquantes de la Révolution française, le droit de porter les armes ne représentait pas l'ultime objectif de l'accès des femmes au statut de citoyennes. Septembre 1791 a ainsi vu la réplique féminine

---

¹ Théroigne de Méricourt, Anne-Josèphe, *Discours prononcé à la Société fraternelle des minimes, le 25 mars 1792, l'an quatrième de la liberté, par Mlle Théroigne, en présentant un drapeau aux citoyennes du faubourg S. Antoine*, BNF microfiche, Les archives de la Révolution française, 9.4.50. Reproduction de l'éditeur de Paris, de l'imprimerie de Demonville, 1791, p. 2-3. Théroigne de Méricourt est née près de Liège en 1762. Elle se distingue sous la Révolution par son militantisme et sa volonté de rassembler des femmes en groupes armés. Elle sombra dans la folie et fut internée à la Salpêtrière de Paris en 1793 jusqu'à sa mort en juin 1817.

² Dominique Godineau, « De la guerrière à la citoyenne. Porter les armes pendant l'Ancien Régime et la Révolution française », *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, 20 (2004), p. 43-69.

d'Olympe de Gouges de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen adoptée par l'Assemblée nationale constituante le 26 août 1789 :

Toutes les citoyennes et citoyens doivent concourir personnellement ou par leurs représentants, à sa formation (la loi). Elle doit être la même pour tous. Toutes les citoyennes et tous les citoyens étant égaux à ses yeux [la loi] doivent être également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics (...)<sup>3</sup>.

Alors que les citoyennes de Théroigne de Méricourt puiseraient leur reconnaissance sociale à la source d'attributs militaires, celles d'Olympe de Gouges accéderaient plutôt à la citoyenneté en obtenant le droit de vote pour participer à l'élaboration des lois.

En ouvrant la discussion sur les droits de l'homme et en créant une nouvelle catégorie de citoyens se distinguant par l'exercice des droits politiques constitutionnels, la Révolution française a inévitablement précipité le questionnement sur la place devant être occupée par les femmes dans la cité. 1789 a également posé le problème de leur reconnaissance en tant qu'individu dans une nouvelle société égalitaire. Ainsi, briguer le droit de porter les armes et réclamer la représentation politique directe correspondaient aux assimilations féminines les plus radicales du discours d'égalité et de liberté légitimant la Révolution française. En effet, en réclamant ces nouveaux droits pour les femmes, Olympe de Gouges et Théroigne de Méricourt formulaient une interprétation d'une citoyenneté féminine associée à une participation politique

---

<sup>3</sup> Marie Gouze dite Olympe de Gouges, « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne », 1791, dans Geneviève Fraisse, dir. *Opinions de femmes. De la veille au lendemain de la Révolution française*, Paris, Côté-femmes, 1989, p. 52. Olympe de Gouges est née à Montauban en 1748 ou 1755. Elle s'est fait connaître à Paris grâce à ses nombreuses pièces de théâtre, ses écrits politiques sur la femme et sur la Révolution. On l'exécuta en novembre 1793.

tout à fait équivalente à celle de leurs compatriotes masculins<sup>4</sup>. Pour ces dernières, les femmes étaient pleinement en mesure de tenir les mêmes rôles et devoirs sociaux que les hommes.

Pourtant, le langage révolutionnaire féminin n'a pas totalement rejeté la conception d'une action citoyenne divisée selon les rôles, les devoirs et les pouvoirs sexués, comme en témoignent les revendications pour le droit à l'éducation qui seront étudiées dans ce mémoire. De février à juin 1790, Mme Mouret publia un journal dans le but de promouvoir l'amélioration de l'éducation des femmes et ce, en mettant l'accent sur l'importance des fonctions sociales féminines en tant que mères et épouses:

En vain auroit-on formé les hommes aux vertus et aux sciences par le moyen de l'éducation la mieux concertée, s'ils ne sont pas secondés de leur épouse (...). Les lumières (...) bien loin de distraire les femmes du soin du ménage leur donnent au contraire plus de facilité, plus d'ardeur à remplir leurs devoirs de mères et d'épouses<sup>5</sup>.

Contrairement à Olympe de Gouges et Théroigne de Méricourt, Mme Mouret ne se référait pas à l'inégalité des droits constitutionnels entre les sexes. Selon elle, l'action citoyenne féminine s'appuyait plutôt sur des attributs moraux et culturels, car elle affirmait que le droit des femmes à l'éducation était « une des sources du bonheur public »<sup>6</sup>. L'éducation était donc conçue comme un moyen d'affirmer la

---

<sup>4</sup> Les attributs de la citoyenneté révolutionnaire sont légalement masculins, car ils s'incarnent désormais par le droit de vote (dans les assemblées primaires) et le droit de faire partie de la garde nationale. Voir : Dominique Godineau, *Les femmes dans la société française XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, A. Colin, 2003, 253p.

<sup>5</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe ou Journal des demoiselles*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.170, 12.1196, Reproduction de l'édition de Paris, chez l'auteur, 1790, vol. I, p. 9 et p. 19.

<sup>6</sup> *Ibid.*, vol. II, p. 30.

participation active des femmes à la politique, car le savoir féminin devait influencer le processus révolutionnaire en contribuant à « polir de plus en plus les mœurs, même à donner de l'émulation aux hommes »<sup>7</sup>, ce qui permettrait « d'assurer la Nation de la plus prompte régénération et de la splendeur la plus durable »<sup>8</sup>.

Ce mémoire tentera d'illustrer que le discours de Mme Mouret et de quatorze autres femmes et groupes de militantes, peut être interprété comme une représentation émancipatrice de la condition féminine. Ultimement, l'objectif est de démontrer que ces auteures ont demandé le droit à l'éducation afin d'accroître l'influence politique féminine en France, bien qu'elles n'aient pas remis en question leur rôle en tant que mère et épouse. Ainsi, ces femmes concevaient un statut citoyen féminin qui était politiquement actif, malgré le fait qu'elles aient été privées des droits constitutionnels tel que le droit de cité. Cependant, la difficulté de démontrer de telles hypothèses repose sur le fait que plusieurs études historiques ont plutôt interprété la Révolution comme un tournant historique ayant officialisé l'exclusion des femmes du domaine de la politique et du pouvoir.

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 19-20.

<sup>8</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 4.

## 1) Bilan historiographique

### a) L'exclusion des femmes de la politique

Peu d'historiens remettent aujourd'hui en question le fait que l'expérience révolutionnaire ait eu un impact important dans le processus de politisation féminine<sup>9</sup>. Outre les grandes dates historiques marquant concrètement leurs interventions dans l'action révolutionnaire<sup>10</sup>, l'apprentissage politique des femmes s'est concrétisée entre autres par l'entremise des clubs de militantes fondés à Paris et en province, par des collectes de fonds pour soutenir l'effort de guerre ou par l'organisation de fêtes civiques<sup>11</sup>. Il ne faut pas oublier non plus la figure emblématique des *tricoteuses* écoutant les discours dans les tribunes de l'Assemblée nationale et assistant aux exécutions. Et toutes ses femmes qui ont participé de leur plume aux journaux, pétitions, pamphlets et brochures révolutionnaires, ou qui sont intervenues au sein des débats dans la rue, les marchés et les divers lieux de sociabilité dans lesquels elles évoluaient

---

<sup>9</sup>Jacques Guilhaumou et Martine Lapied, « L'action politique des femmes pendant la Révolution française », dans Christine Fauré dir. *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF, 1997, p. 139-168.; Serge Aberdam, « Deux occasions de participation féminine en 1793 : Le vote sur la constitution et le partage des biens communaux », *Annales historiques de la Révolution française*, 1 (2005), p. 17-34.

<sup>10</sup> Parmi les dates importantes figurent entre autres les 5-6 octobre 1789 où les femmes marchent sur Versailles et ramènent le Roi à Paris, ainsi que la participation des femmes aux insurrections de prairial (20-24 mai 1795).

<sup>11</sup> Marc de Villiers du Terrage, *Histoire des clubs de femmes et des légions d'amazones 1793-1848-1871*, Paris, Plon, 1910, 422p.; Darlene Gay Levy, Harriet Branson Applewhite et Mary Durham Johnson, *Women in Revolutionary Paris, 1789-1795*, Urbana, University of Illinois Press, 1979, 325p.; Sara E. Melzer et Leslie W. Rabine, dir. *Rebel Daughters: Women and the French Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 1991, 296p.; Shirley E. Roessler, *Out of the Shadows: Women and Politics in the French Revolution, 1789-1795*, New York, P.Lang, 1998, 275p.

quotidiennement<sup>12</sup>. Pourtant, malgré ces évidences, la question générale à savoir si la Révolution fut bénéfique pour les femmes est toujours controversée.

Le débat est surtout centré sur deux points principaux, c'est-à-dire le refus d'accorder aux femmes le droit de cité ainsi que les mesures coercitives qui ont été adoptées pour limiter l'influence politique spécifiquement féminine. En effet, le 30 avril 1793, les femmes ont été officiellement exclues de l'armée. Le 30 octobre 1793, l'adoption du rapport du député conventionnel Amar leur a interdit le droit d'association, ce qui a provoqué la fermeture de nombreux clubs de militantes<sup>13</sup>. En mai 1795, la Convention leur a banni l'accès à ses tribunes et leur a interdit le droit d'assister à toutes assemblées politiques. Par le fait même, les rassemblements dans la rue surpassant cinq femmes ont été proscrits. Le Code civil napoléonien a ensuite rétabli la discrimination légale qui avait été allégée par les lois révolutionnaires et il a fallu attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que les Françaises obtiennent enfin le droit de vote.

L'année 1793 a donc été retenue comme l'amorce « d'une répression terrible contre les femmes qu'on exclut de toute participation politique », pour la seule raison qu'elles étaient de sexe féminin<sup>14</sup>. Les travaux historiques ont procédé à l'explication du cheminement ayant mené à ces mesures en pointant la portée misogyne du langage révolutionnaire, parce qu'il faisait la promotion

---

<sup>12</sup> Dominique Godineau, *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Aix-en-Provence, Aléa, 1988, 417p.

<sup>13</sup> Jean-Baptiste André Amar, 1750-1816. Avocat au Parlement de Grenoble puis député montagnard à la Convention.

<sup>14</sup> Evelyne Morin-Ratureau, « Avant-propos. Les femmes entrent en politique », dans Evelyne Morin-Ratureau, dir. *1789-1799 : Combats de femmes. La Révolution exclut les citoyennes*, Paris, Autrement, 2003, p. 8.

d'une image de la femme ne rayonnant que dans la maternité<sup>15</sup>. Certains ouvrages, s'inspirant des thèses du philosophe allemand, Jürgen Habermas<sup>16</sup>, ont également affirmé que la sphère publique s'étant constituée en France, à partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, était exclusivement masculine<sup>17</sup>. L'interprétation de l'histoire à la lumière de l'articulation d'une sphère privée domestique, féminine, subordonnée à une sphère publique politique, masculine, a ainsi dominé de nombreuses thèses féministes. Celles-ci ont tenu pour acquis que « privé » équivalait aux femmes, et que « public » équivalait aux hommes. Dans

---

<sup>15</sup> Madelyn Gutwirth, *The Twilight of the Goddesses: Women and Representation in the French Revolutionary Era*, New Brunswick/New Jersey, Rutgers University Press, 1992, 440p. Selon Gutwirth, l'effacement du style rococo au profit du triomphe de l'hyper-masculinité néo-classique de l'art républicain rend compte de l'éloignement des femmes du pouvoir. Pour Gutwirth, ce changement indique que la France nouvelle avait besoin d'écarter la femme de toute notoriété publique.

<sup>16</sup> Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1992 [1962], p. 38. La sphère publique d'Habermas apparaît tout d'abord en Angleterre à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, p. 77; Sur Habermas, voir Craig Calhoun, « Introduction: Habermas and the Public Sphere », dans Craig Calhoun, dir. *Habermas and the Public sphere*, Cambridge Massachusetts, The MIT Press, 1992, p. 7.; Pour les historiens qui se sont interrogés sur les causes institutionnelles de la Révolution, l'accroissement du domaine public au cours des dernières décennies de l'Ancien Régime fut un facteur déterminant dans le processus menant à la chute de la monarchie absolutiste. En effet, la constitution de la sphère publique était incompatible avec l'absolutisme où seul le Roi devait représenter la figure publique et politique. À la veille de la Révolution, la mise en place d'une nouvelle source d'autorité découlant de l'expansion de la sphère publique aurait alors remis en question le rôle du monarque, et par conséquent, déstabilisé son pouvoir. Cette nouvelle autorité fut celle de l'opinion publique qui représenta un tribunal devant lequel le Roi lui-même et ses critiques devaient dorénavant comparaître. Voir : Keith Michael Baker, *Au tribunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Bibliothèque Historique Payot, 1993, 319p.; Mona Ozouf, « L'opinion publique », dans Keith Michael Baker, dir. *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*. vol. 1. *The Political Culture of the Old Regime*, Oxford, Pergamon Press, 1987, p. 419-434; William Doyle, *Origins of the French Revolution*, Oxford, OUP, 1980, p. 109-129.

<sup>17</sup> Joan Landes, *Women and the Public Sphere in the Age of Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1988, 276p. Pour Dena Goodman, l'opposition entre public et privé formulée par Landes est erronée. Elle propose une autre analyse en soulignant que Landes n'a pas fait la différence entre la sphère publique bourgeoise authentique (incluant les salons) et la sphère publique du pouvoir monarchique telle que décrite par Habermas. Elle soulève que la sphère publique authentique demeurerait privée, mais plus publique que celle de la Cour, car plus transparente. Voir : Dena Goodman, « Public Sphere and Private Life: Toward a synthesis of current historiographical approaches to the Old Regime », *History and Theory*, 31 (1992), p. 18-19.



cette perspective, la glorification du rôle domestique des femmes n'était qu'une excuse pour leur faire oublier leur exclusion politique. Candice Proctor explique ainsi que les femmes s'étant conformées à cette image ne pouvaient faire autrement, car la plupart d'entre elles étaient conditionnées depuis la naissance à accepter leur état de servitude<sup>18</sup>.

En insistant sur la diffusion de l'idéal de la mère républicaine, une image plus patriotique que celle de la femme des salons, les révolutionnaires masculins auraient donc écarté la femme du domaine politique pour la reléguer au foyer, assurant ainsi la suprématie de l'idéologie domestique culminant au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans cette perspective, la Révolution a officialisé l'exclusion des femmes de la modernité politique et légale<sup>19</sup>. L'héritage de la « démission historique » de la Révolution est directement relié aux formes contemporaines de discriminations à l'égard de la population féminine dans les démocraties modernes<sup>20</sup>. En effet, selon les études relevant de la théorie et de la philosophie politique, l'exclusion des femmes des droits politiques, renforcée par l'image magnifiée de la mère, fut

---

<sup>18</sup> Pour Candice E. Proctor, l'accroissement en importance du culte républicain de la maternité a limité la vie des femmes de l'époque. Selon elle, ce culte a fourni aux révolutionnaires masculins un moyen de rationalisation pour empêcher les femmes d'acquérir des droits politiques, des possibilités d'emplois plus larges ainsi qu'une meilleure éducation. Voir : Candice E. Proctor, *Women, Equality and the French Revolution*, New York, Greenwood Press, 1990, p. 55-64 et p. 179-181.

<sup>19</sup> Élisabeth G. Sledziewski, « Révolution française. Le tournant. », dans Geneviève Fraisse et Michelle Perrot, dir. *Histoire des femmes en Occident*. vol 4 *Le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1991, p. 44.; Nicole Arnaud-Duc, « Les contradictions du droit », dans Geneviève Fraisse et Michelle Perrot, dir. *Histoire des femmes...*, p.89.

<sup>20</sup> Élisabeth G. Sledziewski, « Révolution française ..., » p. 44.; Christine Fauré, « L'exclusion des femmes du droit de vote pendant la Révolution française et ses conséquences durables », dans Evelyne Morin-Ratureau, dir. *1789-1799 : Combats de femmes...*, p. 163-177.; Christine Fauré, *La démocratie sans les femmes. Essai sur le libéralisme en France*, Paris, PUF, 1985, p. 133-172.; Geneviève Fraisse parle de démocratie inclusive légitimant l'exclusion : Geneviève Fraisse, *Muse de la raison. Démocratie et exclusion des femmes en France*, Paris, Gallimard, 1995 [1989], 379p.

légitimée par l'établissement de la politique moderne ayant fondé la pensée démocratique. Cette approche rend compte de la rupture révolutionnaire avec le paternalisme politique d'Ancien Régime et du fait que cette rupture a permis que l'on accorde aux femmes une personnalité juridique civile sans toutefois lui reconnaître de droits constitutionnels<sup>21</sup>. Ce paradoxe de « citoyennes sans véritable citoyenneté »<sup>22</sup> issu de la pensée égalitaire et légitimé par l'universalisme des droits des individus fut le sujet de plusieurs travaux, notamment ceux de Carole Pateman. Celle-ci associe l'établissement du patriarcat moderne en Occident avec la mise en place de l'idéologie contractuelle. Selon elle, le contrat social articulant les nouvelles relations de pouvoir en société a intégré un contrat sexuel qui a établi jusqu'à aujourd'hui la prédominance des droits masculins sur les droits féminins<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> L'idée de modernité politique est associée avec le triomphe de l'idée de contrat par opposition au paternalisme politique. Filmer qui représente une figure importante de la théorisation du paternalisme politique affirmait que le pouvoir procréateur du père était à l'origine du droit politique. Les théoriciens du contrat social concevaient que les humains n'étaient pas des sujets soumis à l'autorité du père, mais des individus naissant libres et égaux dans l'état de nature. Dans cette perspective, les individus échangent les insécurités qui composent l'état de nature contre la protection de l'État, protection qui rejoint les femmes aussi. C'est donc l'idée de contrat qui règle les liens sociaux et politiques. De ce contrat originel découlent d'autres contrats, tels ceux entre un employé et un employeur ou entre un homme et une femme au sein du mariage. Sur la place de la femme dans la pensée politique de Filmer, Locke et Hobbes, voir : Gordon Schochet, « De l'idée de sujétion naturelle à l'indifférenciation par convention. Les femmes dans la pensée politique de Sir Robert Filmer, Thomas Hobbes et John Locke », dans Christine Fauré dir. *Encyclopédie politique...*, p. 73-93.

<sup>22</sup> Joan W. Scott, *La citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998 [1996], p. 9-85.

<sup>23</sup> Carole Pateman, *The Sexual Contract*, Cambridge, Polity Press, 1988, p. 1-38. Carole Pateman propose une interprétation qui implique l'établissement au XVIII<sup>e</sup> siècle d'une société civile composée de deux sphères : l'une privée, découlant de l'état de nature et reliée aux femmes, l'autre publique et civile, réservée aux hommes et découlant du contrat originel issu de la pensée des théoriciens du contrat social tel Locke ou Rousseau.

Les études qui mettent l'accent sur la réaction anti-féministe ont l'avantage de provoquer une réflexion sur les conséquences de l'éloignement des Françaises de la modernité politique constitutionnelle à long terme. Pourtant, en insistant trop sur la privation de ces droits et sur la subordination d'un domaine privé à un domaine public, elles n'expliquent pas de façon satisfaisante les raisons pour lesquelles des femmes, comme Mme Mouret, citée plus haut, ont pu se référer à leur rôle dans la famille en ne pensant pas s'exclure d'un rôle politique. D'après Lynn Hunt, la Révolution française se distingue des révolutions aux États-Unis et aux Pays-Bas, principalement par la rapide apparition de groupes organisés féminins qui ont provoqué un débat sur les droits de la femme<sup>24</sup>. Dans ce cas, ce qui est formidable en France, selon cette historienne, c'est de constater très tôt la présence d'un espace politique ouvert aux femmes et créé par la radicalisation de la Révolution entre 1789 et 1793 ; et non pas la réaction répressive prévisible des autorités masculines face à l'activité féminine. Comme il en sera maintenant question, de nombreuses études historiques, plus récentes, ont donc déplacé leur objet d'étude. Ces travaux se sont éloignés de l'antagonisme entre les effets répressifs et libérateurs de la Révolution afin de mettre en lumière la façon dont le domaine politique s'est élargi à cette époque.

---

<sup>24</sup> Lynn Hunt, « Male Virtue and Republican Motherhood », dans Keith M. Baker dir. *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*, vol. 4, *The Terror*, Oxford, Pergamon Press, 1994, p. 204.

## **b) La représentation politique de la famille**

Les ouvrages s'intéressant à la famille comme représentation politique et légale sont donc particulièrement utiles pour saisir un élément important pendant la Révolution : la confusion qui existe, au cours des années 1789 et 1794, entre l'individualisme contractuel et l'appartenance nationale. En effet, en tant que dignes héritiers de l'Ancien Régime, les législateurs révolutionnaires continuaient de considérer la nation tout entière comme une famille politique. Selon eux, « aucune particularité statutaire ne devait prévaloir sur le dévouement de chacun à la chose publique »<sup>25</sup>. En considérant la nation comme l'extension logique de la famille, les législateurs s'engagèrent, après l'abolition de la monarchie absolue, dans un processus de destruction du despotisme familial représenté par le pouvoir paternel. Les lettres de cachet furent abolies au profit de tribunaux familiaux qui limitaient le contrôle du père sur la famille. En 1790, on abandonna le principe de primogéniture. Suivant cette décision, on adopta, en 1791, une loi imposant le partage égalitaire de l'héritage familial entre les enfants, filles et garçons. Surtout, la Constitution de 1791 fit du mariage un contrat civil et non plus religieux, donc susceptible d'être rétracté, ce qui conduisit à l'adoption du droit

---

<sup>25</sup> Jennifer N. Heuer et Anne Verjus, « L'invention de la sphère domestique au sortir de la Révolution », *Annales historiques de la Révolution française*, 1 (2002), p. 29. Les législateurs français ont accepté de naturaliser des individus qui collectivement représentaient des corps étrangers potentiellement dangereux, mais qui individuellement pouvaient être considérés comme citoyens français s'ils abandonnaient leurs particularités sociales ou culturelles pour prouver leur attachement aux principes révolutionnaires. Ce sont les aristocrates, les membres d'anciennes corporations, les Juifs et tout autre étranger né à l'extérieur du territoire français.

au divorce le 20 septembre 1792. Ces transformations eurent des conséquences inattendues en créant des conflits entre l'appartenance familiale et nationale<sup>26</sup>.

En effet, le mariage fut considéré comme un intermédiaire permettant aux étrangers d'avoir accès à la citoyenneté française. Alors que l'union conjugale fut investie de ce pouvoir tout en étant dorénavant pourvue d'un caractère contractuel et volontaire, les législateurs continuèrent néanmoins de respecter l'idée d'une nation vue à travers la lentille d'une grande famille. Cet idéal s'accrut au fur et à mesure que la souveraineté se déplaça du corps du Roi au corps social. Selon Jennifer N. Heuer, en concevant ces lois et ces décrets, les législateurs se préoccupèrent moins de réfléchir sur le statut des femmes que d'établir les conditions nécessaires à l'obtention du titre de citoyen français dans le but d'exercer des droits politiques<sup>27</sup>. Si, grâce au mariage un homme pouvait devenir Français, ce qui entraînait conséquemment le droit à l'exercice politique, que signifiait alors être Française ? Parce que les femmes étaient privées des droits constitutionnels, certes, mais elles étaient en mesure d'accorder la citoyenneté française aux étrangers tout en étant elles-mêmes désormais affranchies de la dépendance filiale et maritale. Elles se considérèrent alors comme entières participantes au corps souverain puisqu'elles étaient également redevables à la grande famille de la nation.

---

<sup>26</sup> Jennifer H. Heuer, *The Family and the Nation: Gender, Citizenship in Revolutionary France, 1789-1830*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2005, p. 27.

<sup>27</sup> *Ibid*, p. 29.

Ce problème, que plusieurs législateurs n'avaient pas anticipé entre 1789 et 1794, trouva des réponses après la Terreur, et surtout, avec le Code civil napoléonien. En rétablissant l'autorité du père, le Code civil mit fin à l'intégration des étrangers par l'entremise de liens familiaux. Dans l'esprit napoléonien, il s'agissait de protéger à l'avenir « les petites familles des étrangers et protéger les enfants de la perte potentielle de leurs droits par la mise sous autorité ou tutelle d'un *paterfamilias* étranger »<sup>28</sup>. On cessa alors d'observer la nation comme une grande famille au profit d'une agglomération de petites familles. Par le fait même, le problème de l'absence de droits politiques et de l'appartenance nationale des femmes fut résolu par sa réintégration dans l'espace familial sous l'autorité de père ou du mari français. Cette réintégration renforça l'établissement d'une distinction nette entre la sphère de l'exercice politique et celle de la famille. Pour Anne Verjus, l'exclusion des femmes du droit de vote sous la Révolution repose donc moins sur des principes sexistes que « familialistes », car avec les femmes, étaient toujours exclus du suffrage les enfants, mais surtout les domestiques, liés entre eux par la dépendance au domaine familial<sup>29</sup>. D'après elle, ce n'est qu'à partir de l'année 1848, alors que tous les hommes, incluant les domestiques, ont obtenu le droit de vote, que s'est opérée la stigmatisation féminine.

---

<sup>28</sup> Jennifer H. Heuer et Anne Verjus, « L'invention de la sphère domestique..., » p. 26.

<sup>29</sup> Anne Verjus, *Le cens de la famille. Les femmes et le vote, 1789-1848*, Paris, Belin, 2002, p. 11-111.

Pour d'autres hisoriennes, la Révolution française a progressivement façonné l'inconscient collectif et politique, ce qui laisserait croire que l'exclusion des femmes n'allait pas de soi, car les révolutionnaires percevaient toujours les individus comme étant « enchaînés dans un système de relations familiales et que ces relations étaient toujours potentiellement instables »<sup>30</sup>. À l'époque, la famille représentait l'image la plus évidente sur laquelle fonder une réflexion politique déterminant les relations de pouvoir en société. Les révolutionnaires entreprirent ainsi un important travail de politisation de la chambre à coucher. Dès 1789, les habitudes, les droits ainsi que les relations privées entre parents et enfants, tout comme entre époux, sont devenues des terrains de contestations politiques majeurs, car la famille représentait l'institution cruciale liant chaque individu à l'État<sup>31</sup>. La liberté politique devait ainsi se refléter par la liberté au sein de la famille. Pour l'historienne Suzanne Desan, rien n'indique alors que les femmes étaient prédestinées à être écartées de la politique puisque celle-ci était en constante reformulation de l'idéal familial et des rôles sociaux selon les sexes. Les femmes ont alors pu participer à la formulation des nouvelles formes de pouvoir générées par la Révolution, notamment en réclamant des réformes pour l'égalité des époux.

---

<sup>30</sup> Lynn Hunt, *Le roman familial de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1995 [1992], p. 223. Hunt s'appuie sur la psychanalyse en se référant aux romans familiaux freudiens : la déchéance de l'autorité paternelle du Roi, celui des frères de la nation et celui de la mauvaise mère.

<sup>31</sup> Suzanne Desan, *The Family on Trial in Revolutionary France*, Berkeley, UCP, 2004, p. 7.: Pour les législateurs, la création de citoyens égaux devant la loi nécessitait des transformations au sein de la famille.

Depuis le milieu des années 1990, plusieurs historiens se sont donc éloignés des préceptes reliés au développement de l'idéologie des sphères séparées<sup>32</sup>. Ces derniers ont tendance à explorer les liens entre les domaines public et privé en considérant qu'après la Révolution, les femmes n'ont pas été tout à fait réduites au silence, bien qu'elles aient été privées de participation politique directe<sup>33</sup>. Ces études mettent l'accent moins sur les effets de l'exclusion et les outils de domination masculine que sur la façon dont les femmes ont pu évoluer à l'intérieur de cette exclusion. Ou comme le démontre Carla Hesse, l'attention est portée sur les moyens par lesquels les femmes ont pu construire leur propre modernité<sup>34</sup>.

Aujourd'hui, les travaux historiques tendent à examiner la façon dont les femmes ont pu s'approprier, réfuter ou réinterpréter les propos de Rousseau à leur avantage<sup>35</sup>. Car s'il est possible de reprocher au philosophe d'avoir popularisé le modèle par excellence de la femme au foyer, ce dernier a néanmoins rompu avec la conception d'une citoyenneté auparavant liée principalement à la propriété

---

<sup>32</sup> Susan Dalton, *Engendering the Republic of Letters: Reconnecting Public and Private Spheres in Eighteenth-Century Europe*, Montréal, McGill Queen's UP, 2003, 206p.; Amanda Vickery, *The Gentleman's daughter: Women's lives in Georgian England*, New Haven, Yale University Press, 1998, p. 197-202.; Steven Kale révisé la dichotomie entre les domaines public et privé en étudiant le prolongement des salons au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et le rôle public des femmes par l'entremise de ces salonnières. Voir : Steven D. Kale, *French Salons: High Society and Political Sociability from the Old Regime to the Revolution of 1848*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2004. 320p.

<sup>33</sup> Le rôle joué par les femmes sur la scène publique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle est aujourd'hui remis en lumière : Voir : Denise Z. Davidson, « Women at Napoleonic Festivals: Gender and the Public Sphere during the First Empire », *French History*, 16, 3 (2002), p. 299-322. Davidson démontre la présence essentielle des femmes dans les festivals napoléoniens, alors que le règne de l'Empereur est souvent interprété comme l'apogée de la misogynie sociale et légale.

<sup>34</sup> Carla Hesse, *The Other Enlightenment: How French Women Became Modern*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2003 [2001], 233p.

<sup>35</sup> Marie Seidman Trouille, *Sexual Politics in the Enlightenment: Women Writers read Rousseau*, New York, State University of New York Press, 1997, p. 193-316.



foncière et militaire. En établissant des connexions entre la vertu civile et la famille, Rousseau a ouvert un terrain de participation féminine hors du foyer justifiée à titre de mère de la nation<sup>36</sup>. Ainsi, pour les historiens s'intéressant aux développements du féminisme moderne, les années 1790 peuvent être observées comme étant le moment où les femmes, en absorbant le langage façonné pour et par les hommes, ont commencé à s'associer, à développer, à reconnaître et à exposer leurs intérêts communs en tant que femmes, bien que ce phénomène ne constitue pas une évolution linéaire depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui<sup>37</sup>.

## **2) L'éducation sous la Révolution**

### **a) Les études historiques sur l'éducation : un point de vue masculin**

C'est à la lumière des perspectives qui interprètent la Révolution moins comme un récit de clôture que comme un récit d'ouverture<sup>38</sup> que seront étudiés

---

<sup>36</sup> Linda Colley, *Britons: Forging the Nation 1707-1837*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 250. Sur l'importance de la vertu dans la définition de la citoyenneté féminine, voir : Tracey Rizzo, *A Certain Emancipation of Women*, Selinsgrove, Susquehanna University Press, 2004, p. 11-24.

<sup>37</sup> Jane Randall, *The Origins of Modern Feminism: Women in Britain, France and the United States, 1780-1860*, Londres, Macmillan, 1985, p. 1-31. Le même phénomène apparaît en Angleterre aux prises, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec une forte agitation extra-parlementaire. Les femmes se sont introduites à leur façon dans cette agitation notamment avec le boycott du thé importé de colonies esclavagistes ou en faisant la promotion de candidats éligibles à la chambre des communes. Voir : Barbara Caine, *English Féminism, 1780-1980*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 4.; Robert B. Shoemaker, *Gender in English Society, 1650-1850: The Emergence of Separate Spheres?*, London, Longman, 1998, chapitre 8.; Kathryn Gleadle et Sarah Richardson, dir. *Women in British Politics, 1760-1860: The Power of the Petticoat*, Londres, Macmillan Press LTD, 2000, 179p.; Anne K. Mellor, *Mothers of the Nation: Women's Political Writing in England, 1780-1830*, Bloomington, Indiana University Press, 2000, Introduction.

<sup>38</sup> Lynn Hunt, « L'histoire des femmes. Accomplissements et ouvertures », dans Martine Lapied et Christine Peyrard, dir. *La Révolution française au carrefour des recherches*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2003, p. 281-292.

les textes de militantes révolutionnaires qui ont réclamé le droit des femmes à l'éducation tout en préservant la distinction des rôles et des pouvoirs sexués. Peu d'historiens de l'éducation sous la Révolution ont abordé cette question dans une telle perspective. Généralement, les travaux mettent principalement l'accent sur les continuités entre l'Ancien Régime et le XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi que sur les contradictions entre un discours éclairé qui a l'ambition de réformer l'instruction féminine et une réalité où les changements prêchés n'aboutissent pas<sup>39</sup>. Par conséquent, l'historiographie de l'éducation rend surtout compte du rendez-vous manqué des Lumières et de la Révolution qui ont pourtant discoursé sur l'éducation des femmes comme jamais auparavant<sup>40</sup>.

De plus, la plupart des travaux qui s'intéressent primordialement à l'éducation à l'époque révolutionnaire utilisent les sources que sont les textes des grands théoriciens de l'éducation ainsi que ceux du Comité d'instruction publique, des documents qui ont tous été écrits par des hommes<sup>41</sup>. Or, il est

---

<sup>39</sup> Cependant, le taux d'alphabétisation des Parisiennes a fait de nets progrès au cours de cette période. Voir : Martine Sonnet, « Le privilège éducatif des Parisiennes à la fin de l'Ancien Régime », dans Guyonne Leduc, dir. *L'éducation des femmes en Europe et en Amérique du Nord de la Renaissance à 1848. Réalités et représentations*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1997, p. 317-328.

<sup>40</sup> Pour des ouvrages qui mettent l'accent sur la distance entre la réalité et la pratique, voir : Martine Sonnet, *L'éducation des filles au temps des Lumières*, Paris, Les éditions du Cerf, 1987, p. 287.; Félix Ponteil, *Histoire de l'enseignement. Les grandes étapes 1789-1965*, Paris, Sirey, 1966, p. 51-92. Le constat d'échec par rapport à l'optimisme des Lumières et de la Révolution est aussi mis en évidence dans plusieurs études dont celles de Dominique Julia, *Les trois couleurs du tableau noir. La Révolution*, Paris, Éditions Belin, 1981, p. 310-331; Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988], p. 95-144.; Françoise et Claude Lelièvre, *Histoire de la scolarisation des filles*, Paris, Éditions Nathan, 1991, p. 38.

<sup>41</sup> Lydie Garreau, *L'école de la religion et la politique de Condorcet à Ferry*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 13-64.; P. Chevallier, B. Grosperin et J. Maillet, *L'enseignement français de la Révolution à nos jours*, Paris, Éditions Mouton, 1968, p. 23-41. Dominique Julia, *Les trois couleurs...*, p. 310-331.; Françoise et Claude Lelièvre, *Histoire de la scolarisation...*, p. 33-48.

nécessaire de préciser qu'une forte majorité des révolutionnaires masculins n'était pas du tout favorable à l'idée de voir les femmes plus instruites. Ces derniers insistaient plutôt sur la nécessité de réduire leur éducation au minimum en la confinant à l'intérieur de l'espace familial dominé par la mère. La femme s'éloignant de son foyer, conséquence que l'on croyait inévitable si elle obtenait une éducation égale à celle des hommes, deviendrait une « femme-homme », donc « un monstre en politique et en morale »<sup>42</sup>. À travers ces sources, on remarque que peu de réformateurs, hormis Condorcet, ont proposé la mixité de l'instruction. De plus, l'école élémentaire publique représentait le seul échelon de la hiérarchie scolaire à laquelle on envisageait, au mieux, d'admettre les fillettes. Généralement cependant, on estimait que l'éducation des filles devait être encadrée à la maison. Pour cette raison, les projets d'éducation publique et nationale ont rarement inclus les filles. Ce fut finalement cette conception qui s'imposa conjointement à l'adoption de la Constitution de 1795, avec l'article soumis par Daunou le 6 messidor : « L'éducation des filles est réservée aux soins domestiques des parents et aux établissements libres et particuliers »<sup>43</sup>. Contre le souhait formulé dans les textes féminins qui seront étudiés au cours des prochains

---

<sup>42</sup> Claude-Louis Masuyer, Girondin et membre du Comité d'Instruction publique. *Discours sur l'organisation de l'instruction publique et de l'éducation nationale en France. Examen et réfutation du système proposé successivement par les citoyens Condorcet et G. Romme*, Paris, 1793, dans James Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention*, Paris, 1889, tome I, p. 147. Citation reproduite dans : Dominique Julia, *Les trois couleurs...*, p. 313.

<sup>43</sup> Pierre-Claude François Daunou, 1761-1840. Homme politique, député sous la Convention, historien et archiviste emprisonné avec les Girondins et libéré par Thermidor. Dans James Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instruction...*, tome VI, p. 337. Citation reproduite dans : Dominique Julia, *Ibid.*, p. 331.

chapitres, l'État se déchargea complètement, en 1795, de l'instruction des femmes sans avoir véritablement tenté de la réformer auparavant<sup>44</sup>.

Les sources utilisées pour écrire l'histoire de l'éducation sous la Révolution sont donc dominées exclusivement par des écrits d'hommes pour lesquels le sujet de l'instruction féminine ne représentait pourtant qu'une infime partie de leurs nombreux soucis<sup>45</sup>. Puisqu'aucun projet ne proposait d'éduquer les femmes en prévision d'une participation active au sein du gouvernement ou en vue de leur ouvrir les portes de professions libérales, les études historiques apportent alors des conclusions qui renforcent le point de vue de l'influence de la Révolution sur la dépolitisation féminine. En effet, Françoise Mayeur a ainsi affirmé que les arguments pour l'instruction publique portaient d'un point de vue essentiellement masculin. Ainsi s'est fortifié l'archétype de la « mère institutrice » qui a connu une telle « fortune » chez tous les pédagogues du XIX<sup>e</sup>

---

<sup>44</sup> Suite à la loi Daunon, l'État abandonne également la création d'un réseau scolaire national d'écoles primaires publiques qui seront dorénavant prises en charge par les autorités locales. Dominique Julia, *Ibid.*, p. 13. Il faut attendre les lois Ferry dans les années 1880 pour que l'école primaire publique et obligatoire prenne forme. Les filles y seront admises.

<sup>45</sup> « Sous la Révolution, force est de constater que le poids des écrits et des discours relatifs aux femmes est singulièrement faible. Tout se passe comme si les personnes du sexe se trouvaient en général exclues, à tout le moins écartées, de la réflexion politique des hommes. » Dominique Julia, *Ibid.*, p. 310. Chantal Grell apporte les mêmes conclusions en ce qui concerne les travaux sur l'éducation des femmes au temps des Lumières. Voir : Chantal Grell, « France et Angleterre, L'héritage d'un grand siècle », dans Chantal Grell et Arnaud Ramière de Fortanier, dir. *L'éducation des jeunes filles nobles en Europe, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2004, p. 28. Il est possible d'opposer aux propos de Chantal Grell, ceux de Martine Sonnet, selon laquelle le siècle des Lumières fut celui « d'éducation par excellence (...) Nul n'échappe à la fièvre des bâtisseurs de plans d'éducation : le peuple, les femmes, comme les sourds-muets ». Martine Sonnet conclut pourtant qu'en matière d'éducation les Lumières demeurent modestes pour les filles, toujours non admises aux postes de cadres de l'État ou de l'Église. Voir : Martine Sonnet, *L'éducation des filles...*, p. 17-18.

siècle<sup>46</sup>. Les travaux des Hans-Christian et Elke Harten ont quant à eux mis en lumière le point de vue des femmes grâce à l'utilisation de nombreuses sources d'auteurs féminins<sup>47</sup>. Malgré tout, ceux-ci tirent à peu près les mêmes conclusions que la plupart des autres historiens, c'est-à-dire que le discours sur l'éducation est à la fois traditionnel et précurseur du discours « bourgeois » et conservateur des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, car les femmes ont continué d'aborder l'éducation sans remettre en question la destinée sociale leur étant traditionnellement réservée<sup>48</sup>. Pourtant, ces conclusions font le plus souvent abstraction de la valeur émancipatrice et politique contenue dans le discours de femmes qui ne concevaient pas l'éducation comme un droit mineur<sup>49</sup>.

## **b) Présentation des sources et des chapitres**

Ce mémoire tient compte d'une quinzaine de textes depuis les cahiers de doléances en passant par des adresses et pétitions, conseils, plans, et articles, signés ou anonymes écrits par des femmes. Ces documents ont été choisis, car ce

---

<sup>46</sup> Françoise Mayeur, *L'éducation des filles en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1979, p. 31. Cette thèse est reprise dans : Françoise Mayeur, *L'enseignement et l'éducation en France*, tome III, *De la Révolution à l'école républicaine 1789-1930*, Paris G-V Labat, 1981, p. 60.

<sup>47</sup> Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 95-144. Plusieurs sources étudiées dans ce mémoire ont été découvertes par ces historiens et reproduites à la fin de leur ouvrage.

<sup>48</sup> Evelyne Sullerot a analysé le journal de Mme Mouret, qui fait partie des documents repris dans ce mémoire, en concluant qu'il a été le précurseur des journaux bourgeois, conservateurs et familiaux que les chrétiennes de la monarchie de juillet « consacreront à la femme, à la mère de famille ». Voir : *Histoire de la presse féminine en France, des origines à 1848*, Paris, Colin, 1966, p. 53. Ce mémoire s'oppose justement à ce type d'interprétation qui tisse des liens trop directs entre l'idéologie domestique du XIX<sup>e</sup> siècle et la richesse du discours révolutionnaire.

<sup>49</sup> Seuls Elke et Hans-Christian Harten associent l'idée d'émancipation avec le républicanisme : *Femmes, culture et Révolution...*, p. 129. L'intérêt de ce mémoire sera d'illustrer que l'idée d'émancipation traverse toute la période entre 1789 et 1794, ce qui ne permet pas de l'associer uniquement au républicanisme.

ne sont pas des écrits généraux sur l'éducation, mais des demandes formulées directement aux autorités gouvernementales, l'Assemblée nationale et la Convention, pour obtenir des réformes concrètes de l'éducation féminine. Qui plus est, la majorité des auteures ont accompagné leurs demandes de plans précis en vue de fonder des écoles, ce qui permet de mettre en lumière le côté pragmatique de leurs textes. Les documents ont déjà été cités par des historiens, sauf celui de la citoyenne Montgery qui a été déniché à la Bibliothèque nationale de France<sup>50</sup>. Par contre, il n'existe aucune étude historique ayant entrepris l'analyse de tous ces textes réunis.

À l'exception de Mme de Genlis, les auteures étudiées dans le cadre de ce mémoire n'ont pas fait l'objet de biographies détaillées et il a été impossible de retrouver des traces permettant d'en savoir plus sur leur identité<sup>51</sup>. Pourtant, tous les documents apparaissent comme étant la propriété intellectuelle de femmes qui possédaient un certain degré de scolarisation. En effet, qu'elles aient été ouvrières royalistes ou républicaines, bourgeoises, nobles libérales ou Jacobines, de Paris

---

<sup>50</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention nationale suivie de Pétition présentée à la Commune*, Paris, De l'imprimerie de la veuve Guyot, 1793. Tolbiac, BNF, Rez-de-jardin, MFICHE 8- FM- 3788, p. 2. Le texte de la citoyenne Guérin-Albert a été cité par Hans-Christian et Elke Harten, mais il a fallu entreprendre des recherches à la BNF pour le retrouver : Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines ou mes réflexions sur l'éducation des jeunes citoyennes*, De l'Imprimerie de la citoyenne Fonrouge, Jardin de l'Égalité, non-daté. BNF Tolbiac, Rez-de-jardin 8- R- 13625. Seul ce texte, avec celui de Mme L. ne s'adresse pas directement au gouvernement. Mme L., « Première lettre d'une femme sur l'éducation de son sexe », *Le Courrier de l'Hymen ou Journal des Dames*, no. 19, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.176, Reproduction de l'édition de Paris, chez L.P. Couret, 1791.

<sup>51</sup> Il existe de nombreux ouvrages sur Mme de Genlis, dont celui de Gabriel de Broglie, *Madame de Genlis*, Paris, Perrin, 1985, 525p. La Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon a également été l'objet d'une étude détaillée au début du siècle dernier par Henriette Perrin, « Le club de femmes de Besançon », *Annales révolutionnaires*, 9-10 (1917-1918). 9 : p. 629-653. 10 : p.37-63 et p. 505-532, et p. 645-672. Le texte d'une femme de l'élite aristocratique telle que Mme de Genlis a été retenu pour démontrer que ses arguments correspondaient sur plusieurs points avec ceux de femmes du peuple ou de militantes de clubs politiques.

ou de villes provinciales importantes, toutes les auteures ont nécessairement eu accès à un établissement scolaire. Celles-ci maîtrisaient parfaitement l'art de la rédaction, dans un univers où la majorité des femmes étaient encore analphabètes<sup>52</sup>.

Deux questions ont dirigé l'analyse de leur propos. Pourquoi, tout d'abord, ces femmes ont-elles préféré mettre l'accent sur le droit à l'instruction plutôt que de réclamer la totale égalité des droits politiques? Quelles sont, ensuite, les raisons pour lesquelles elles n'ont pas perçu leur rôle de mère et d'épouse comme une façon de diminuer leur influence politique? Pour répondre à ces questions, ce mémoire tentera d'exposer trois éléments importants de leur discours comme forme d'expression de liberté et d'émancipation féminine. Le premier chapitre démontrera qu'en fournissant des explications aux autorités pour justifier la rédaction de leurs textes, les auteures ont fait part de leur sentiment d'appartenance à la nation, de leur support envers la Révolution et d'une confiance en ses progrès. Surtout, elles se sont perçues comme étant pleinement participantes au projet politique de régénération sociale.

Le second chapitre illustrera que les auteures estimaient que les inégalités entre les sexes étaient principalement fondées sur l'éducation. En revendiquant le

---

<sup>52</sup> François Furet et Jacques Ozouf, *Lire et écrire. L'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1977, p. 42-44.; En 1789, près de la moitié des hommes pouvaient signer leur nom alors que ce pourcentage n'atteignait que 27% des femmes. Voir : Suzanne Desan, *The Family on Trial...*, p. 17. Même Olympe de Gouges, aurait été incapable d'écrire, dictant ainsi ses idées à un secrétaire. Voir : Samia I. Spencer, « Women and Education », dans Samia I. Spencer dir. *French Women and the Age of Enlightenment*, Bloomington, Indiana UP., 1984, p. 83.

L'orthographe et la grammaire que les auteures ont employées ont été respectées.

droit des femmes d'avoir les moyens de développer leur jugement moral et de raisonner, les auteurs souhaitent ainsi établir des relations d'égalité et de complémentarité entre les sexes. Cet équilibre des pouvoirs et des responsabilités sexués fut perçu comme un moyen d'affranchir les femmes de leur dépendance intellectuelle et économique envers les hommes afin d'en faire profiter l'ensemble de la nation.

Les deux premiers chapitres feront apparaître que l'instruction des femmes valorisait principalement l'éducation morale, ce qui rend compte d'une définition de la citoyenneté active basée sur l'autorité de la vertu. Puisque sous la Révolution il s'agissait désormais de former des patriotes vertueuses, et non plus des chrétiennes exemplaires, l'encadrement scolaire contrôlé par l'Église ne satisfaisait plus. Le dernier chapitre démontrera ainsi que les auteures ont accepté le démantèlement du pouvoir religieux sur la scolarisation des filles. L'évolution vers la fermeture des couvents leur a permis d'anticiper la mise en place d'un réseau scolaire plus démocratique, plus accessible et plus structuré que celui d'Ancien Régime. L'exposition de ces éléments devrait alors faire apparaître, que les femmes ont fait du droit à l'éducation une façon d'exprimer leur citoyenneté politique bien qu'elles aient été privées de droits constitutionnels définissant la citoyenne active à l'époque.



# Chapitre I

## La représentation de la citoyenneté féminine sous la Révolution

La nuit du 4 août 1789, les députés de l'Assemblée nationale constituante ont détruit leur société de privilèges et de corps pour établir une société contractuelle basée sur les droits individuels. Pour ce faire, ils abolirent l'ensemble des privilèges, les droits féodaux et la dîme, supprimèrent la vénalité des offices et adoptèrent la gratuité pour tous devant la justice. La réorganisation des pouvoirs sociaux fut confirmée le 26 août, lorsque les députés votèrent les articles de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, affirmant ainsi solennellement que les droits naturels de liberté et d'égalité étaient désormais universels et inaliénables. Pour la première fois en France, ils légitimèrent un régime socio-politique dans lequel la citoyenneté s'exprimerait non plus, comme sous l'Ancien Régime, par la soumission passive de sujets loyaux à l'autorité absolue du Roi, mais plutôt par la participation active de citoyens-individus, fidèles à la volonté générale au sein des affaires publiques de la nation et dans l'élaboration des lois<sup>1</sup>.

Selon la catégorisation proposée en 1789 par le député à l'Assemblée nationale, l'abbé Sieyès<sup>2</sup>, la définition de la citoyenneté officielle, c'est-à-dire active, s'exprimait en termes essentiellement constitutionnels et légaux. En effet,

---

<sup>1</sup> William H. Sewell Jr, « Activity, Passivity, and the Revolutionary Concept of Citizenship », dans Colin Lucas, dir. *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*, Vol. II, *The Political Culture of the French Revolution*, Oxford, Pergamon Press, 1988, p. 105.

<sup>2</sup> Emmanuel-Joseph Sieyès, né à Fréjus en 1748, mort à Paris en 1838. Homme d'Eglise, essayiste et diplomate. Auteur de *Qu'est-ce que le tiers état?* en 1789.

la participation aux affaires publiques et à l'élaboration des lois, grâce au droit de vote et à celui de porter les armes dans la garde nationale, fut uniquement reconnue aux adultes masculins, âgés de vingt-cinq ans et plus, domiciliés en France et en mesure de contribuer financièrement aux besoins de l'État par l'équivalent de trois journées de travail<sup>3</sup>. Ainsi, malgré la valeur universelle de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, tous les Français qui ne remplissaient pas ces critères furent classés dans la citoyenneté dite passive : les mineurs, les domestiques, les hommes ne pouvant payer l'impôt les qualifiant pour le droit de vote, les vagabonds, les prisonniers et les femmes<sup>4</sup>. Cette catégorie privait les citoyens passifs de droits *politiques*, le droit de vote et le droit de combattre dans la garde nationale. Par contre, cette citoyenneté les intégrait au corps social désormais affranchi du système de déférence articulant l'ancienne société d'ordre. Dans l'esprit révolutionnaire, l'indépendance devait supprimer la sujétion caractérisant les structures sociales d'Ancien Régime, tout en éloignant du pouvoir politique les citoyens passifs.

L'adoption officielle, dans la Constitution de 1791, des statuts de citoyens actifs et passifs signifiait que les théoriciens de la citoyenneté révolutionnaire tentaient de composer avec une théorie qui souhaitait distinguer l'appartenance

---

<sup>3</sup> Sous la République, l'âge de la majorité est fixé à 21 ans pour les hommes et les femmes.

<sup>4</sup> Patrice Gueniffey souligne que l'exclusion des droits constitutionnels des moines, des femmes, des mineurs et des domestiques répondait paradoxalement à l'intention de mettre en oeuvre le principe d'égalité fondant le nouvel ordre politique. En effet, cette exclusion « visait à empêcher le père, le mari, le maître ou le prieur du couvent d'exercer une influence contraire au principe démocratique par excellence : un homme une voix ». Patrice Gueniffey, *Le nombre et la raison. La Révolution française et les élections*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1993, p.47.

nationale, sphère passive des droits civils<sup>5</sup>, d'une citoyenneté constitutionnelle, sphère active des droits politiques<sup>6</sup>. En pratique pourtant, la distinction entre les deux catégories de citoyens n'était pas aussi limpide. En effet, en détruisant l'absolutisme, les révolutionnaires déplacèrent la puissance symbolique de la royauté vers la nation qui devint alors la nouvelle source indivisible de toute légitimité politique et légale<sup>7</sup>. Pour être reconnu comme citoyen actif, il fallait d'abord être honnête, vertueux, et témoigner d'un soutien inconditionnel à la nouvelle nation ainsi qu'aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité<sup>8</sup>. Ce transfert du pouvoir eu pour effet d'accroître les difficultés de composer avec l'opposition politique : l'opposition était perçue comme l'incarnation des intérêts privés, donc factieux, alimentant alors les accusations de contre-révolutionarisme et par le fait même de crimes de « lèse-majesté » envers la nation. D'où

---

<sup>5</sup> Sous la Révolution, les femmes sont progressivement affranchies de la tutelle juridique du père et du mari : elles obtiennent l'accès au mariage civil sans le consentement des parents, le droit au divorce, l'accès à l'héritage et à l'égalité des successions par la suppression du droit d'aînesse. De plus, les lois entourant la paternité sont assouplies, ce qui permet alors aux femmes de recourir au tribunal pour qu'un père reconnaisse un enfant illégitime. Elles obtiennent le droit de témoigner en cour.

<sup>6</sup> La distinction entre citoyens passifs et actifs fut abolie avec l'élection de la Convention républicaine, mais l'exclusion des femmes des droits politiques resta en place. Voir : Patrice Gueniffey, *Le nombre...*, p. 43-47.; William H. Sewell Jr, « Activity, Passivity... », p. 113-120.; L'expression « citoyenneté constitutionnelle » est empruntée à Dominique Godineau qui l'associe à la définition des droits politiques déterminant la nouvelle citoyenneté active dont les femmes sont privées : le droit de vote et le droit de combattre. Voir : Dominique Godineau, « Femmes en citoyenneté : pratique et politique », *Annales historiques de la Révolution française*, 2 (1995), p. 197. L'hypothèse générale de ce chapitre est inspirée de cet article dans lequel Dominique Godineau considère le droit d'association, le droit de pétition, le droit de contrôle des élus et le droit à l'insurrection comme des droits politiques largement exploités par les femmes. Selon elle, ces droits dérivait de la souveraineté populaire, ce qui supposait qu'à l'époque, la citoyenneté pouvait être pensée différemment que par les droits constitutionnels. Ce mémoire soutient que l'on peut ajouter le droit à l'éducation avec les droits politiques.

<sup>7</sup> Les révolutionnaires ont fait de la nation la nouvelle source du pouvoir par opposition au pouvoir de la monarchie. Voir : Marcel Gauchet, *La Révolution des pouvoirs. La souveraineté, le peuple et la représentation*, Paris, Gallimard, 1995, p. 55.

<sup>8</sup> Suzanne Desan, *The Family on Trial in Revolutionary France*, Berkeley, University of California Press, 2004, p. 49.

l'exclusion des droits politiques, l'exil et la mise à mort de nombreux hommes qui auraient normalement dû se qualifier pour la citoyenneté active, mais qui furent jugés comme ennemis de la nation, au fur et à mesure que la Révolution se radicalisa. Les aristocrates, les monarchistes, les émigrés, les fédérés, les prêtres réfractaires, les Vendéens et les Girondins furent ainsi victimes de la nouveauté et de la fragilité des droits de l'homme ainsi que de l'obsession anti-patriotique générée par la représentation indivisible du pouvoir de la nation et de la volonté générale.<sup>9</sup>

La vision révolutionnaire de la politique impliquait une qualité de la vie publique dépendante de la transparence des coeurs, ce qui entraîna une profonde politisation de la vie privée<sup>10</sup>. En mettant l'accent sur la vertu, on attribua à la citoyenneté passive et active une valeur unitaire. Dans ce contexte, un citoyen vertueux était alors celui qui mettait de côté ses intérêts personnels pour agir uniquement pour le bien de la nation. On remarque ainsi que les négociations entourant l'exercice du statut de citoyen et son éligibilité se déclinèrent en de multiples interprétations qui laissent supposer qu'entre 1789 et 1794, la conception d'une « véritable » citoyenneté n'était pas toujours réduite à son

---

<sup>9</sup> Selon François Furet, la période de mai 1789 au 9 thermidor est caractérisée par la lutte entre « les représentants des Assemblées successives et les militants des clubs pour occuper cette position symbolique dominante qu'est la volonté du peuple ». François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, p. 87.

<sup>10</sup> Lynn Hunt, « Révolution française et vie privée », dans Philippe Ariès et Georges Duby, dir. *Histoire de la vie privée*, tome 4, *De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Éditions du Seuil, 1999 [1987], p. 21-22.

expression purement constitutionnelle<sup>11</sup>. Ce chapitre souhaite effectivement illustrer que les femmes n'ont pas nécessairement suivi ce qui était prescrit par la loi et se sont appuyées sur l'expression la plus poussée de la vie politique : celle qui mettait l'accent sur les qualités morales du citoyen. Pour les femmes, être privées des droits constitutionnels ne signifiait pas ne pas avoir d'influence active sur la scène politique. En effet, contrairement aux théoriciens tels Sieyès, les auteures étudiées dans le cadre de ce mémoire ont formulé une interprétation de la citoyenneté sans fixer de distinction entre l'exercice des droits politiques et la reconnaissance du statut civil ou, en d'autres mots, entre le citoyen constitutionnel et le citoyen national<sup>12</sup>.

Pour démontrer que plusieurs femmes se percevaient comme des citoyennes politiques malgré leur statut passif, la première partie du chapitre exposera que l'écriture fut pour elles un moyen d'exprimer publiquement leur soutien et leur loyauté à la Révolution, et surtout leur appartenance à la nation qui est devenue la nouvelle source du pouvoir en France. En écrivant aux autorités pour leur demander le droit à l'instruction, les femmes affirmaient leur rôle dans

---

<sup>11</sup> Après 1795, les débats ont changé. Voir : Florence Gauthier, *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution, 1789-1795-1802*, Paris, PUF, 1992, p. 13-28 et p. 300. Pour Florence Gauthier, la Constitution de l'an III illustre la défaite de la révolution des droits naturels, tels que pensés par Locke, Rousseau ou Mably. Sur les multiples interprétations de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen voir : Keith Michael Baker, « The Idea of a Declaration of Rights », dans Gary Kates, dir. *The French Revolution: Recent Debates and New Controversies*, Londres et New York, Routledge, 1998, p. 129.

<sup>12</sup> Dans son ouvrage, Pierre Rosanvallon souligne que selon les penseurs masculins de la Révolution, le problème posé par l'universalité des droits des citoyens fut de déterminer les critères distinguant le sujet politique de l'être humain. Ce problème s'imposa en raison du passage d'une société basée sur l'appartenance aux ordres et corps vers une société individualiste et contractuelle. Voir : Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992, p. 108-110.

la construction de la nouvelle société que les révolutionnaires tentaient d'ériger, et ce, en mettant l'accent sur l'importance de la culture dans le projet politique, par le biais de l'éducation. Pour diffuser la vertu tant souhaitée, il fallait nécessairement réformer l'éducation féminine. La seconde partie du chapitre démontrera alors que le droit à l'instruction représentait pour elles une façon de justifier le titre de citoyenne active contribuant au bien national malgré leur statut officiellement passif. En effet, les auteures associèrent le droit à l'éducation à leur responsabilité dans la concrétisation d'un des projets les plus importants des autorités gouvernementales de la Révolution française, à savoir celui de la régénération sociale. Il sera ainsi possible de constater que plusieurs femmes ont formulé une interprétation de l'importance politique de l'action citoyenne basée moins sur l'expression de sa définition constitutionnelle que culturelle.

## 1) L'écriture : Légimité et origine

Le 1<sup>er</sup> janvier 1789, des femmes du tiers état écrivent à Louis XVI pour lui demander des écoles gratuites afin de « sortir de l'ignorance pour donner à nos enfants une éducation saine et raisonnable, pour en former des sujets dignes de vous servir »<sup>13</sup>. Dès le début de leur texte, elles justifient ce geste en mentionnant qu'elles ont préféré s'adresser directement à lui, le Roi, plutôt que de demander la représentation aux États généraux : « Exclues des assemblées

---

<sup>13</sup> *Pétition des femmes du Tiers-État au roi*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.186, 1789, p. 8. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de ces femmes.

nationales par des loix trop bien cimentées (...) elles ne vous demandent pas, Sire, la permission d'envoyer leurs députés aux États généraux (...). Nous préférons, Sire, de porter notre cause à vos pieds »<sup>14</sup>. Quelques années plus tard, soit le 8 mai 1794, la citoyenne Valincourt s'adresse à la Convention pour demander qu'on lui fournisse gratuitement un local, afin qu'elle puisse enseigner ses méthodes d'apprentissage accéléré de lecture, d'écriture, d'orthographe et de grammaire aux futures institutrices et aux fillettes<sup>15</sup>. À l'instar des femmes du tiers avant elle, la citoyenne Valincourt justifie son acte de rédaction dès l'introduction de sa pétition : « Animée par le feu sacré qui dirige votre zèle et jalouse de participer à la glorieuse émulation que vous avez excitée par votre décret du 9 pluviôse en faveur de l'éducation nationale, je viens déposer dans votre sein une découverte (...) »<sup>16</sup>. Cependant, à l'opposé des femmes du tiers état, l'éducation, selon la citoyenne Valincourt, n'a plus pour objectif de former des serviteurs du Roi, mais plutôt des citoyens représentant un gouvernement qui est le « fruit de toutes les vertus qui doivent constituer un homme libre »<sup>17</sup>.

Pendant la Révolution, la plume et le papier furent des outils indispensables pour permettre aux femmes de se manifester publiquement auprès des autorités. Les cinq années qui séparent les deux pétitions citées précédemment font apparaître que la représentation du pouvoir s'est déplacée du

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 3-4.

<sup>15</sup> Citoyenne Valincourt, *Pétition renvoyée à Bouquier et Villard le 19 floréal*. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988], p. 485 et p. 488. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de cette femme.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 285.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 486.

corps du Roi vers le corps de représentants d'une nation composée de citoyens libres et non plus de sujets. Du coup, bien que privées des droits constitutionnels et de représentation directe, les femmes, en tant que membres de la nation, ont continuellement pu rappeler aux autorités qu'elles étaient interpellées par leurs décisions. Elles ont voulu faire savoir qu'elles avaient également leur mot à dire et un rôle à jouer dans la société affranchie de la déférence à l'autorité royale, s'exprimant ainsi sur des thèmes d'intérêt général. La première partie du chapitre démontrera que grâce à l'écriture, les femmes ont manifesté le sentiment d'avoir une influence importante sur la scène publique en mettant l'accent sur l'importance de l'éducation.

#### **a) Légitimité : le transfert du pouvoir politique vers la nation**

Lorsqu'en 1789, Mme B.B., du pays de Caux en Normandie, demande de nouvelles règles pour encadrer l'éducation des femmes, c'est avec la ferme conviction que les députés de la nation allaient enfin « concourir à la réforme des abus et des préjugés absurdes ou atroces qui déshonorent la monarchie françoise »<sup>18</sup>. À l'aube de la Révolution, le cahier de Mme B.B. illustre que les femmes partagent l'attachement des Français à la royauté tout en demandant des

---

<sup>18</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances et réclamations des femmes*, 1789. Texte reproduit dans Paule-Marie Duhet, *Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes*, Paris, Des femmes, 1981, p. 48 et p. 52. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de cette femme, sinon qu'elle écrivait de Normandie parce qu'elle le mentionne dans son cahier. Peu après, son texte a été reproduit mot pour mot par une dénommée Mme Vuigner, sous le titre *Cahier des doléances et réclamations des femmes du département de la Charente*. Voir : Jane Abray, « Feminism and the French Revolution », *The American Historical Review*, 80, 1 (février 1975), p. 46.



réformes de son pouvoir<sup>19</sup>. Cependant, à la différence des femmes du tiers état citées précédemment, Mme B.B. adresse son texte non pas directement au Roi, mais bien aux députés élus aux États généraux<sup>20</sup>. Cette remarque ne signifie pas que la Normande balaie l'autorité royale du revers de la main. Au contraire, en ayant recours à la même image paternelle que les femmes du tiers état, qui voient Louis XVI comme un « père tendre pour lequel nous donnerions mille fois la vie »<sup>21</sup>, Mme B.B. place toujours la volonté du Roi comme étant l'élément déclencheur des transformations politiques et sociales qui s'opèrent en France :

« Quelle confiance ne devons-nous pas avoir depuis que le monarque a manifesté

---

<sup>19</sup> Les historiens qui ont analysé les cahiers de doléances remis aux députés chargés de représenter les trois ordres sociaux à Versailles soulignent que les Français reconsidéreraient moins l'existence de la monarchie que le despotisme. Voir : Archives Nationales de France, *La France de 1789 d'après les cahiers de doléances*, Paris, 1978, p. v.; Michel Vovelle, *La chute de la monarchie, 1787-1792*, Paris, Éditions du Seuil, 1999 [1972], p. 95-126.; Les cahiers de doléances sont interprétés comme étant la première prise de parole du peuple français. Voir : Pierre Goubert et Michel Denis, 1789. *Les Français ont la parole. Cahiers des États généraux présentés par Pierre Goubert et Michel Denis, suivis d'un glossaire pratique de la langue de quatre-vingt-neuf*, Paris, Julliard, 1964, p. 25.; Philippe Grateau, *Les cahiers de doléances, une relecture culturelle*, Rennes, PUR, 2001, p. 75-95.; Robert H. Blackman, « Representation without Revolution: Political Representation as Defined in the *Cahiers de doléances* of 1789 », *French History*, 15, 2 (2001), p. 159-185. Les études sur les cahiers de doléances de 1789 délaissent habituellement l'analyse des doléances féminines, celles-ci étant traitées séparément. Il est cependant difficile d'attester de l'authenticité des cahiers de doléances féminines puisqu'ils se confondent souvent avec des brochures facétieuses publiées à la même époque. Evelyne Sullerot et Paule-Marie Duhet recensent les fausses brochures suivantes : *Protestation des Dames contre la tenue des États prétendus Généraux*, qui n'a de féminin que le titre, *Le cahier des dames de la Halles*, les innombrables brochures attribuées aux demoiselles du Palais-Royal, les *Très-Humbles Remontrances des Femmes Françaises*, la *Requête des femmes pour leur admission aux États généraux* et finalement, le *Cahier des représentations et doléances du beau sexe au moment de la tenue des états généraux*. Duhet, Sullerot et James F. Macmillan attestent de l'authenticité des textes de Mme B.B. et des femmes du tiers état. Voir : Paule-Marie Duhet, *Les femmes et la Révolution, 1789-1794*, Paris, Julliard, 1971, p. 29-41.; Evelyne Sullerot, *Histoire de la presse féminine en France, des origines à 1848*, Paris, Armand Colin, p. 45. (225p.); James F. McMillan, *France and Women 1789-1914: Gender, Society and Politics*, Londres et New York, Routledge, 2000, p. 17-18. Sur les cahiers de doléances féminins : Christine Fauré, « Doléances, déclarations et pétitions, trois formes de parole publique des femmes sous la Révolution » *AHRF*, 2 (2006), p. 5-25.

<sup>20</sup> La pétition des femmes du tiers état fut publiée en 1789, la même année que le cahier de Mme B.B.

<sup>21</sup> *Pétition des femmes...*, p. 29.

à son peuple ses sentimens paternels »<sup>22</sup>? Selon l'auteure, c'est donc grâce à la bonté du Roi<sup>23</sup> que chaque individu a pu « porter ses réclamations, communiquer ses idées, traiter, discuter par la voie de la presse, tous les objets politiques qui vont bientôt passer sous les yeux de l'auguste assemblée qui se prépare »<sup>24</sup>. Toutefois, en s'adressant directement aux députés, Mme B.B. esquisse l'idée d'un pouvoir désormais détenu par une assemblée plus représentative que l'autorité royale.

Les textes rédigés sous la monarchie constitutionnelle, à partir de juin 1789, confirment le basculement du pouvoir qui s'opère en France depuis les États généraux. Sans être isolée du processus politique, l'autorité royale perd sa capacité d'initier le changement pour devenir une figure respectée, quoique se contentant d'accepter et de confirmer les décisions législatives. Par exemple, en présentant un journal destiné à l'éducation des femmes, Mme Mouret affirme vouloir concourir à la « félicité publique » selon le vœu de Louis XVI. Pourtant, en ne s'adressant pas à lui directement, elle suggère que les décisions importantes seront prises par quelqu'un d'autre que le Roi : « Puisse mes premiers efforts dans cette carrière aussi épineuse qu'importante, être utiles à mes concitoyennes et mériter le suffrage de l'auguste Assemblée à qui j'ai l'honneur de communiquer cette foible production (...) »<sup>25</sup>. Cette allocution, attestée par les

---

<sup>22</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 47.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 54.; *Pétition des femmes...*, p. 6.

<sup>24</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 47.

<sup>25</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe ou Journal des demoiselles*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.170, 12.1196. Reproduction de l'édition de Paris, chez l'auteur, 1790, vol. II, p. 31. Dans son journal, elle mentionne être descendante de La

secrétaires de l'Assemblée nationale le 25 février 1790 et reproduite dans les *Annales sur l'éducation du Sexe ou Journal des demoiselles*, Mme Mouret la prononce à la barre de l'Assemblée nationale, devant ceux qu'elle appelle les « dignes représentants de la nation »<sup>26</sup>. Dans le discours féminin, le pouvoir de représentation de Louis XVI entre ainsi en concurrence avec les nouveaux acteurs que sont les députés de l'Assemblée nationale qui doivent représenter tous les membres de la nation, incluant les femmes. C'est donc à eux, « occupés à faire une constitution sage, des loix plus précises et à établir le pouvoir dans ses justes limites » que s'adressent les *Motions*, anonymes, *adressées à l'Assemblée nationale en faveur du sexe*<sup>27</sup>. Stéphanie-Félicité de Genlis écrit également aux députés de l'Assemblée nationale en 1790 pour leur demander de composer et de publier un plan d'éducation publique pour les femmes<sup>28</sup>.

Les femmes, en changeant les destinataires de leurs textes, déplacent ainsi leur confiance vers une nouvelle autorité. Il est nécessaire de noter que parmi les

---

Fontaine et être mère de trois fils. Il était possible de souscrire à son journal chez elle, au premier étage du 28, quai de la Tournelle, à Paris. La souscription était de 12 livres par an, pour Paris et de 15 livres par an en province. Son journal incluait des lettres de lectrices. Il ne reste aujourd'hui pas plus de huit numéros (février à juin 1790) et il fut impossible de savoir si le journal a été publié plus longtemps.

<sup>26</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 2. et p. 8. : Guillotin, le marquis de la Coste et Castellane sont les secrétaires de l'Assemblée lorsque Mme Mouret y présente son plan.

<sup>27</sup> Anonyme, *Motions adressées à l'Assemblée nationale en faveur du sexe*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 6.2.768. Reproduction de l'édition de Paris, De l'imprimerie de la veuve Delaguet, 1789, p. 7. Mme Mouret attribue ce texte à Mme Bastille : « l'auteur a gardé l'anonyme; mais nous savons que c'est madame Bastille, à qui nous devons la Bibliothèque des Romans, qui a composé ces *Motions* (...) ». Voir : *Ibid.*, vol. II, p. 35-36.

<sup>28</sup> Stéphanie Félicité de Genlis (Mme de Brulart de Sillery), *Discours sur la suppression des couvents de religieuses et sur l'éducation publique des femmes*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 12.999. Reproduction de l'édition de Paris, Onfroy Libraire, 1790, p. 68. Mme la comtesse de Genlis était une femme de lettres née en Bourgogne en 1746, morte à Paris en 1830. Elle fut l'éducatrice des enfants du Duc d'Orléans. Elle émigra en Angleterre lorsque la Révolution se radicalisa et revint en France en 1800. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages pédagogiques, dont *Adèle et Théodore*, publié en 1782.

textes étudiés, seul celui de Mme B.B. réclame l'admission des femmes au droit à la représentation politique directe: « (...) étant démontré qu'un noble ne peut représenter un roturier, ni celui-ci un noble, de même un homme ne pourroit, avec plus d'équité, représenter une femme (...) : les femmes ne pourroient donc être représentées que par des femmes »<sup>29</sup>. Contrairement à Mme B.B., les autres auteures acceptent plutôt d'être représentées par procuration par des élus masculins. Pour elles, l'écriture compense alors l'absence de représentation directe, puisqu'elles justifient le recours à la plume dans le but de rappeler leurs besoins aux députés. Par ce geste, elles sous-entendent qu'elles ne sont pas exclues des bouleversements qui s'opèrent en France, car elles perçoivent l'Assemblée nationale comme une autorité qui représente de plus en plus la voix d'une nation entièrement réunie.

## **b) Origine : l'élan révolutionnaire**

Si l'acte de rédaction trouve ainsi sa légitimité dans le basculement de la représentation du pouvoir vers le corps social de la nation, il puise néanmoins sa source dans une Révolution qui concrétise un renouveau politique, incitant les femmes à rendre publiques leurs requêtes :

Sire, dans un tems où les différens Ordres de l'État sont occupés de leurs intérêts, où chacun cherche à faire valoir ses titres et ses droits ; où les uns se tourmentent pour rappeler les siècles de la servitude et de l'anarchie ; où les autres s'efforcent de secouer les derniers chaînons qui les attachent encore à un impérieux reste de féodalité, les femmes, objets continuels de l'admiration et du

---

<sup>29</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 50.

mépris des hommes, les femmes, dans cette commune agitation ne pourraient-elles pas aussi faire entendre leur voix<sup>30</sup>?

Cet extrait illustre que l'agitation qui secoue le pays à l'appel des États généraux conduit les femmes du tiers à rédiger leur pétition. D'autres auteures font également part de leurs motivations en véhiculant le sentiment de vivre des temps nouveaux qui permettront enfin aux femmes d'être entendues. Mme B.B. affirme ainsi que c'est en raison de la « révolution générale »<sup>31</sup> qu'elle ose élever sa voix « pour défendre la cause commune ; c'est au tribunal de la nation qu'elle va la déférer et déjà sa justice l'assure du succès »<sup>32</sup>. En novembre 1790, Mme de Bastide écrit à l'Assemblée pour lui dire qu'elle souhaite fonder un lycée civique féminin afin de « contribuer à cette heureuse révolution »<sup>33</sup>. La même année, Mme Mouret affirme qu'elle n'aurait pu publier son plan d'éducation dans des circonstances plus favorables, que « dans un tems où toute la nation assemblée, pour supprimer les abus, va travailler au bonheur de tous les citoyens de la manière la plus prompte et la plus efficace »<sup>34</sup>. La Révolution accroît alors la certitude que la condition féminine sera enfin améliorée.

En effet, les transformations du pouvoir politique entraînées par la Révolution renforcent un sentiment de confiance qui motive les femmes à

---

<sup>30</sup> *Pétition des femmes...*, p. 3.

<sup>31</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 47.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>33</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes. École gratuite de Typographie en faveur des femmes, sous la protection de la municipalité de la ville de Paris, proposée par la dame de Bastide, avec mémoire imprimé et manuscrit à l'appui*, 19 novembre 1790. Texte reproduit dans Paule-Marie Duhet, *Cahiers de doléances...*, p. 90. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de cette femme, sinon qu'elle écrit avoir déjà envoyé une motion à l'Assemblée « en faveur des religieuses ».

<sup>34</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. II, p. 30.

s'exprimer pour demander des améliorations à leur éducation: « Ô députés de la nation ! C'est vous que j'invoque ; (...) Vous ne tromperez point mon attente, j'en ai pour garant les suffrages d'une infinité de citoyens qui ont remis leur sort et leur destinée dans vos mains (...). C'est dans cette confiance que j'ose prendre la défense de mon sexe »<sup>35</sup>. En rendant compte de leurs attentes, les femmes suggèrent que la Révolution a permis de sauver une nation en déchéance, voyant ainsi les événements survenus depuis 1789 comme générateurs de progrès<sup>36</sup>. C'est pourquoi, alors même que les progrès révolutionnaires ne semblent pas apporter d'améliorations concrètes de l'instruction féminine, les femmes persistent à renouveler leurs demandes. Puisqu'elle considère que le gouvernement change pour le mieux, la citoyenne Acrin certifie dans son plan pour la fondation d'écoles des métiers pour femmes, le 25 avril 1792, que le « moment est venu où l'Assemblée nationale va s'occuper de l'éducation de ce sexe timide (...) »<sup>37</sup>. Quelques mois plus tard, la citoyenne Montgery souligne à la nouvelle Convention nationale que les projets sur l'instruction publique ne devraient plus laisser de côté la moitié du genre humain, comme ce fut le cas sous la monarchie constitutionnelle : « Le citoyen Taillairand a présenté un travail sur

---

<sup>35</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 49.

<sup>36</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. I, p. 12.

<sup>37</sup> Citoyenne Acrin, *Écoles des métiers pour les femmes*, 25 avril 1792. Texte reproduit dans Hans-Christan et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 504. Elle signe son texte à titre de Mlle Acrin, ancienne brodeuse de la maison du Roi et du corps royal de la marine, rue des prêtres Saint-Germain, maison du notaire. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de cette femme

l'éducation des hommes. Les femmes seront-elles toujours oubliées »<sup>38</sup>? Les femmes réunies au sein du club politique patriotique des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon pointent également du doigt cet oubli des gouvernements précédents, en mettant l'accent sur les obstacles qui entraveraient la diffusion des nouveaux principes révolutionnaires si on n'adopte aucune réforme de l'éducation féminine :

Vous allez donner une éducation aux personnes de votre sexe et vous paraissez oublier la nôtre (...) les jeunes gens pendant le cours de leur institution auront des relations avec les personnes de notre sexe, si on nous laisse avec les préjugés des vieilles éducations, ne pourrons-nous pas altérer, peut-être même corrompre les principes que les nouveaux maîtres leurs donneront et voyez alors à quels inconvénients vous les livrez<sup>39</sup>.

Ces femmes croient ainsi en la promesse du progrès révolutionnaire qui s'accomplit par les changements politiques successifs depuis les États généraux jusqu'à la République, en passant par la monarchie constitutionnelle. En

---

<sup>38</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention nationale suivie de Pétition présentée à la Commune*, Paris, De l'imprimerie de la veuve Guyol, 1793. Tolbiac, BNF, Rez-de-jardin, MFICHE 8-FM-3788, p. 2. Il fut impossible de retrouver plus d'informations sur l'identité de cette femme.

<sup>39</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation pour les jeunes filles de la République, proposé à la Convention par la Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon*. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 478. Selon Henriette Perrin, les membres de ce club exclusivement féminin se seraient réunies pour la première fois le 26 octobre 1792 et furent bien accueillies par le club de jacobins fondé auparavant dans la même ville. On ignore toujours le nombre exact de militantes associées au club. Perrin évalue leur nombre de 60 à 80 en février 1793. Cependant, elles n'auraient pas été plus de 15 à 18 signataires des pétitions qu'elles ont envoyées aux autorités politiques. Parmi les membres figurent entre autres: la citoyenne Maugras, maîtresse-modiste et présidente du club, la citoyenne Dupont, peut-être institutrice, secrétaire du club, la citoyenne Vernerey, épouse du député du même nom et les citoyennes Ravier, Molle et Piedmontois toutes apparentées à des révolutionnaires haut placés dans l'administration municipale. Le club se serait dissout en octobre 1793. Henriette Perrin ne mentionne pas le texte dont il est question dans ce mémoire, mais il n'y a aucun doute qu'elles en sont les signataires puisqu'il n'y avait qu'un seul club féminin de ce nom dans la ville de Besançon. Voir : Henriette Perrin, « Le club de femmes de Besançon », *Annales révolutionnaires*, 9-10 (1917-1918), p. 629-653.

renouvelant les mêmes demandes au fil des ans, le discours féminin véhicule toujours l'espoir de changements prochains, ce qui incite les femmes à se manifester constamment aux autorités publiques pour leur rappeler qu'elles font aussi partie intégrante de la nation. Pour les femmes, écrire dans le but d'exposer leur droit à l'éducation signifie qu'elles tentent de prouver qu'elles peuvent contribuer à l'atteinte d'objectifs poursuivis par le pouvoir gouvernemental qui en se transformant, provoque la nécessité de réformer l'éducation pour régénérer la société à son image :

Après les auteurs célèbres qui ont écrit sur le sujet, [de l'éducation] il me restait bien peu d'idées neuves à mettre au jour; le changement de notre gouvernement, la régénération des mœurs qu'il nécessite, sont ma seule excuse, sans eux je n'aurais pas eu l'absurde vanité de proposer des modèles<sup>40</sup>.

Comme il en sera maintenant question, les auteures se présentent ainsi comme les bras droits d'un pouvoir éclairé afin de l'aider à mener à bon port le plus grand objectif politique et socio-culturel de la Révolution : la régénération de la France.

## 2) La régénération sociale de 1789 à 1794

Il a été démontré, jusqu'à présent, que grâce aux pétitions, aux journaux, aux adresses et aux motions à l'Assemblée, les femmes peuvent témoigner de leur engagement patriotique pour que les autorités politiques reconnaissent leur appartenance à l'entité nationale et leur importance au sein du processus révolutionnaire. La seconde partie de ce chapitre souhaite aborder plus en

---

<sup>40</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines ou mes réflexions sur l'éducation des jeunes citoyennes*, De l'Imprimerie de la citoyenne Fonrouge, Jardin de l'Égalité, non-daté. BNF Tolbiac, Rez-de-jardin 8- R- 13625, p. 49. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de cette femme.



profondeur la façon dont les femmes ont conceptualisé les liens entre l'éducation et l'appartenance nationale pour tenter d'expliquer les raisons pour lesquelles elles ont perçu le droit à l'instruction comme un droit justifiant leur titre de citoyenne active, au lieu de s'engager dans le combat pour l'égalité des droits constitutionnels. Tel Mably,<sup>41</sup> qui soulignait en 1758 que l'ignorance était une arme redoutable du despotisme, les femmes de la Révolution ont interprété le droit à l'éducation comme un moyen de préserver la liberté acquise depuis la destruction de la société d'Ancien Régime : « Convaincue que l'ignorance ne tend qu'à ramener le despotisme et à perpétuer l'immoralité, j'ai cru devoir me dévouer tout entière à ma patrie en réunissant tous mes efforts pour arracher la génération actuelle aux préjugés honteux de notre décrépite éducation »<sup>42</sup>.

En réclamant le droit à l'éducation, les femmes s'approprient ainsi un argument vital du discours politique révolutionnaire<sup>43</sup>. En effet, entre les États généraux de mai 1789 et la chute de Robespierre en juillet 1794, l'éducation fut indissociablement liée au projet de régénération sociale orientée sur la construction d'un peuple neuf et émancipé<sup>44</sup>. Les femmes ont proclamé une

---

<sup>41</sup> Gabriel Bonnot de Mably, 1709-1785. Philosophe et historien français, Mably est l'un des inventeurs avec Jean-Jacques Rousseau, de la théorie de la citoyenneté : « On veut que le peuple soit ignorant; mais remarquez, je vous prie, qu'on n'a cette fantaisie que dans les pays où l'on craint la liberté ». Voir *Des droits et des devoirs du citoyen*, écrit en 1758, publié en 1789. Tiré de Florence Gauthier, *Triomphe et mort du droit naturel...*, p. 23.

<sup>42</sup> Citoyenne Hardou, non-titré, 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 516. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de cette femme.

<sup>43</sup> Pour les révolutionnaires, l'éducation devait soutenir la fondation d'une nouvelle société vertueuse : R. R. Palmer, *The Improvement of Humanity: Education and the French Revolution*, Princeton, Princeton UP, 1985, p. 81.

<sup>44</sup> « La Révolution fait de l'instruction une sorte de pouvoir démiurgique dont dépend la liberté du peuple (...). Sous l'Ancien Régime elle avait pour charge de former des chrétiens, sous le

participation active à la société en déclarant qu'elles étaient les agents sociaux responsables de la diffusion et de la transmission des mœurs pour que perdure la régénération de la France.

### **a) La pédagogie de la régénération sociale**

Il est nécessaire de souligner, tout d'abord, que l'éducation sous la Révolution ne peut s'entendre uniquement en terme de scolarisation. La Révolution française n'a pas accéléré les progrès de l'alphabétisation, et les grands projets d'obligation et de gratuité scolaire, tant discutés par les révolutionnaires, n'ont jamais vu le jour.<sup>45</sup> Qu'aucune mesure, entre 1789 et 1794, n'ait été adoptée définitivement pour fixer les moyens et les termes de l'instruction publique s'explique par les circonstances événementielles de la Révolution. En effet, contraints de réorganiser les pouvoirs, les Constituants eurent peu de temps à consacrer à l'instruction publique malgré la présentation du rapport fait au nom du Comité de constitution par l'évêque d'Autun, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord.<sup>46</sup> Ensuite, la déclaration de guerre

---

nouveau, elle devra faire des hommes libres et heureux ». François Furet et Jacques Ozouf, *Lire et écrire. L'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, p. 97. La volonté de faire table rase du passé est un des éléments qui distinguent la Révolution française de sa consœur américaine. C'est aussi ce qui provoque l'indignation du critique anglais Edmund Burke. Voir : François Furet et Ran Halévi, *La monarchie républicaine*, Fayard, 1996, p. 7-14.

<sup>45</sup> Il faut attendre près d'un siècle après la Révolution pour que Jules Ferry concrétise le rêve des révolutionnaires avec l'instauration d'un réseau d'écoles républicaines laïques, gratuites et obligatoires. Les fillettes y seront admises. François Furet et Jacques Ozouf, *Lire et écrire...*, p. 97-101 et p. 349-351.

<sup>46</sup> Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, évêque d'Autun et député à l'Assemblée. 1754-1838. *Rapport sur l'instruction publique fait au nom du Comité de Constitution les 10, 11 et 19 septembre 1791*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 12.1098.

contre l'Autriche a forcé les Législateurs à ajourner le débat qui s'était ouvert avec la présentation du nouveau rapport sur l'éducation publique par le marquis de Condorcet à la Législative les 20 et 21 avril 1792.<sup>47</sup> Bien que la discussion fut reprise par les Conventionnels en décembre 1792, elle fut mise de côté en raison des tensions qui ont déchiré les députés autour du procès du Roi et de son exécution en janvier 1793. De plus, les troubles provoqués par la cherté de la vie, les débuts de l'insurrection vendéenne, la guerre qui s'est étendue contre l'Angleterre et la Hollande et finalement, la chute des Girondins après les journées du 31 mai au 2 juin 1793, ont reporté cette question au 26 juin 1793, suivant l'adoption de la nouvelle Constitution.

La Constitution de 1793 comportait une nouvelle Déclaration des droits qui, bien que rendue caduque par l'état de guerre et la Terreur de 1793-1794, prononçait pour la première fois officiellement l'accessibilité de l'instruction pour tous. Ceci favorisa la production de nombreux rapports sur l'instruction, centrée autour du Comité d'instruction publique. Les décrets de brumaire an II, entre les 21 et 30 octobre 1793, ont alors organisé un enseignement primaire d'État gratuit. Toutefois, quinze jours seulement après avoir adopté ces décrets, le

---

Reproduction de l'édition de Paris, Imprimerie nationale, 1791, 216p. Le plan de Talleyrand prévoyait l'accès à l'instruction à tous les Français, sauf les filles. Grâce aux impôts, l'école primaire serait gratuite et obligatoire, et les degrés supérieurs devraient être payés par les parents.

<sup>47</sup> Marie Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de Condorcet, 1743-1793. Philosophe, mathématicien et homme politique. *Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique présentés à l'Assemblée nationale, les 20 et 21 avril 1792 au nom du Comité d'instruction publique*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 12.942. Reproduction de l'édition de Paris, Imprimerie nationale, 1792, 94p. Condorcet estimait que l'instruction devait être gratuite, obligatoire et uniforme pour tous les Français. À la différence de Talleyrand, Condorcet incluait les filles dans son plan d'instruction..

Comité du salut public les a rejetés, les jugeant trop libéraux. Sous la Terreur, la pression liée à la défense nationale a plutôt engendré la création de l'École de Mars qui proposait aux citoyens des districts parisiens une formation accélérée sur le raffinement de la poudre et la fonte des canons. Ainsi, la période entre 1789 et 1794 est marquée par de nombreux débats sur l'instruction publique. Pourtant, les divergences de points de vue entre les réformateurs ainsi que le poids des événements révolutionnaires ont fait en sorte qu'aucune réforme concrète et surtout durable, n'a été adoptée.<sup>48</sup>

Par contre, la finalité du projet pédagogique de la Révolution était la même pour tous, car on s'entendait pour dire que l'éducation devait servir à régénérer la nation.<sup>49</sup> Cette entreprise de refonte du corps social s'inscrivait dans une volonté de créer un peuple qui devait fondamentalement rompre avec son passé afin de s'imprégner des vertus révolutionnaires.<sup>50</sup> Comme le mentionnait le Conventionnel Rabaut St-Étienne en 1792, l'instruction par l'école ne représentait qu'une infime partie d'un processus plus vaste d'éducation morale qui s'élevait au delà des structures scolaires proprement dites :

---

<sup>48</sup> Lynn Hunt souligne que la nouvelle classe politique révolutionnaire s'entendait sur l'idée qu'une nation régénérée devait prendre l'aspect d'une nouvelle communauté sans précédent historique et basée sur la transparence des relations sociales et politiques. Les divergences de points de vue ont surgi sur les moyens à prendre pour atteindre ces objectifs. Voir : Lynn Hunt, *Politics, Culture and Class in the French Revolution*, Berkeley, University of California Press, 2004 [1984], p. 214.

<sup>49</sup> Sous le Directoire, avec la loi Daunou, adoptée le 25 octobre 1795, s'écroule l'idée de former un peuple tout entier. Il ne s'agit plus dorénavant de régénérer la nation, mais d'éduquer les élites de l'État. Voir : Dominique Julia, *Les trois couleurs du tableau noir. La Révolution*, Paris, Éditions Belin, 1981, p. 13.

<sup>50</sup> La citoyenne Guérin-Albert résume les vertus comme telles : « (...) les enfans apprendront ce que c'est qu'être bon, juste, humain, laborieux, sobre, modeste, courageux, patient, ce que c'est que d'aimer et de servir sa patrie », *Avis aux mères républicaines...*, p. 46.

Il faut distinguer l'instruction publique de l'éducation nationale. L'instruction publique éclaire et exerce l'esprit, l'éducation nationale doit former les coeurs. L'instruction publique demande des lycées, des collèges, des académies, des calculs, des méthodes, elle s'enferme dans les murs. L'éducation nationale demande des cirques, des gymnases, des armes, des jeux publics, des fêtes nationales, le concours fraternel de tous les âges et de tous les sexes et le spectacle doux de la société rassemblée (...).<sup>51</sup>

Pour réaliser ce projet qui était perçu comme étant la raison d'être de la Révolution, toutes les énergies devaient être mises à profit pour l'éducation des Français et des Françaises depuis le berceau jusqu'au cercueil; la pédagogie de la régénération ne devait connaître aucune limite, aucun répit. Cet idéal représentait, selon les historiens Mona Ozouf et Bronislaw Baczko, la construction d'un rêve utopique. Les révolutionnaires ont pourtant tenté de concrétiser cette utopie en créant et en réformant à l'échelle nationale un ensemble d'institutions pour éduquer les Français avec de nouvelles fêtes civiques, le nouvel espace géographique des départements, un nouveau calendrier, de nouveaux noms de lieux, de nouveaux prénoms ou même l'adoption du tutoiement ou du port de la cocarde<sup>52</sup>. Dans ce processus, les femmes ont revendiqué le pouvoir de diffuser et

---

<sup>51</sup> Jean-Paul Rabaut Saint-Étienne, né à Nîmes en 1743, mort à Paris en 1793. Ministre protestant, député du tiers état aux États généraux et élu à la Convention en 1792. Condamné à mort avec les Girondins et exécuté en 1793. « Projet d'éducation nationale, présenté le 21 décembre 1792 », dans J. Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention nationale*, Paris, 1891-1894, vol. I, p. 231-235. Texte reproduit dans Bronislaw Baczko, *Lumières de l'utopie*, Paris, Payot, 1978, p. 250.

<sup>52</sup> Mona Ozouf, *L'homme régénéré. Essais sur la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1989, p. 117.; Bronislaw Baczko, *Une éducation...*, p. 11. Pour une nuance des thèses de Mona Ozouf et Bronislaw Baczko, voir : David Bell, « Le caractère national et l'imaginaire républicain au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 4 (juillet-août 2002), p. 867-888. David Bell souligne que l'utopie révolutionnaire de régénération retrouve des liens au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les écrits qui s'interrogeaient sur le caractère national. Ceci s'éloigne d'Ozouf et Baczko qui associent l'idée de régénération principalement avec la Révolution. Bell, ne se prononce pourtant pas sur le rôle de l'éducation en tant que véhicule de l'idéologie de régénération. Il se concentre

de faire perdurer la régénération sociale en transmettant les nouvelles valeurs aux futurs « représentants du pays qui les a vus naître »<sup>53</sup>.

### **b) Importance du rôle des femmes dans le processus de régénération**

Ainsi, le discours féminin véhicule la profonde conviction que l'établissement de la liberté nécessaire au bonheur national anticipé par la régénération sociale est inséparable de l'éducation des femmes. Considérant qu'un des grands vices des gouvernements d'autrefois était l'éducation « que l'on donnoit au Sexe »<sup>54</sup>, les femmes soulignent aux autorités que grâce à la Révolution, les temps ont changé et que maintenir la moitié de l'humanité dans l'ignorance et l'immoralité compromettrait leur travail de régénération sociale : « Si l'on améliore l'éducation en général, si l'on donne au Sexe celle qui lui convient, dans dix ans, la Nation sera changée et régénérée et ce bonheur se perpétuera (...) »<sup>55</sup>. Quatre ans plus tard, en s'adressant aux mères de famille et aux institutrices pour les conseiller sur l'éducation des jeunes patriotes, la citoyenne Guérin-Albert met aussi en valeur l'importance du rôle des femmes pour aider le gouvernement à transmettre les vertus régénératrices garantissant la liberté du peuple français :

---

uniquement sur les liens entre la science du caractère national des Lumières et le républicanisme de la Révolution.

<sup>53</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 47.

<sup>54</sup> Citoyenne Laroche, *Prospectus pour l'éducation des citoyennes*, non daté. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 520. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de cette femme.

<sup>55</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. III, p. 53.

La vertu voilà la base d'un gouvernement républicain; c'est par elle que les peuples recouvrent leur liberté; c'est par elle qu'ils la conservent; c'est une de ces vérités éternelles que les fastes du monde ont transmises à tous les peuples. C'est donc à cette vertu régénératrice et conservatrice, que vous devez, mère de famille, former les jeunes coeurs que la nature a confiés à vos soins<sup>56</sup>.

Pour la citoyenne Guérin-Albert, l'éducation des filles n'est ni plus ni moins que le « thermomètre des mœurs du gouvernement » et c'est pourquoi elle supplie les femmes d'employer tous leurs talents pour former les jeunes filles le plus vertueusement possible<sup>57</sup>. Les femmes affirment ainsi qu'elles doivent être éclairées, instruites et éduquées afin d'élever des enfants patriotes et de seconder les hommes dans le travail de régénération de la Constitution française et de la nation<sup>58</sup>. Mme de Bastide mentionne également qu'il est nécessaire de « régénérer l'éducation des mères de famille pour briser la tyrannie de l'ignorance »<sup>59</sup>, alors que Mme de Genlis souligne qu'une « sage institution » doit préparer « pour le bonheur de la société des femmes éclairées et vertueuses et d'excellentes mères »<sup>60</sup>.

Le discours des femmes suppose que sans l'application de réformes de l'éducation féminine, la régénération tant souhaitée ne s'accomplirait tout simplement pas. La réalisation de la régénération sociale pose alors le défi aux femmes d'élever des enfants patriotes. Cette façon d'envisager le combat contre la résurgence des mœurs corrompues d'Ancien Régime explique l'importance de l'image de la mère patriotique qui doit former ses enfants dès le plus jeune âge.

<sup>56</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines*..., p. 1-2.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>58</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances*..., p. 52.

<sup>59</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes*..., p. 91.

<sup>60</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens*..., p. 36.

Pour atteindre de si nobles objectifs, Mme Mouret, prétendant être descendante de La Fontaine, insère dans chaque numéro de son journal des fables et des contes moraux de sa propre composition. Ces écrits ont pour but « d'exciter la plus vive émulation et d'applannir la carrière de l'éducation qui convient au sexe »<sup>61</sup>. Doit-on alors supposer que les fillettes doivent être éduquées simplement à la lueur du *Garçon-meûnier*, *l'âne et le renard*, de *La quêteuse*, *le financier et le laboureur*, ou des *Lions*, *les tigres et les moutons*<sup>62</sup>? Évidemment non, comme il sera possible de le constater au cours du second chapitre de ce mémoire. Il est cependant nécessaire de préciser que sous la Révolution, on estime que les fables et les contes moraux sont des moyens fondamentaux pour inculquer facilement aux fillettes les meilleures mœurs, vertus ainsi que les connaissances élémentaires de morale politique. Ce mode de transmission est alors également privilégié par d'autres femmes. En 1792, les Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon réclament que soient faites dans les écoles primaires « des lectures tirées des contes moraux mis à la portée des enfants (...) par quelqu'un de nos auteurs français »<sup>63</sup>. Deux ans plus tard, la citoyenne Valincourt propose de composer un essai de morale intitulé *La maman républicaine*. Elle souligne que par cet essai, elle souhaite faire comprendre aux enfants que « chacun des individus qui composent la République doit s'oublier

---

<sup>61</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. I, p. 22.

<sup>62</sup> *Ibid.*, vol. I, p.22, vol. II p.48, vol. III p. 69.

<sup>63</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 481.



lui-même pour ne s'occuper que du bonheur général sans lequel il ne peut y en avoir de particulier (...) »<sup>64</sup>.

Aux yeux des auteures, il semble plus simple d'élever les enfants de la Révolution, car ils sont malléables et n'ont pas été corrompus par la vie sous l'Ancien Régime. La difficulté repose plus sur le déracinement des vieilles habitudes et des comportements profondément ancrés chez les adultes.<sup>65</sup> Cette observation est clairement formulée par Mme Mouret : « Les citoyens qui existent ont pris, comme l'on dit, leur pli; leurs habitudes sont trop invétérées pour changer »<sup>66</sup>. Le problème, selon elle, est qu'il existe une « multitude d'institutions pour les hommes, académies, musées, universités, lycée (...), mais rien pour les femmes »<sup>67</sup>, une opinion également partagée par Mme Bastide<sup>68</sup>. Pour remédier à la situation, cette dernière propose d'ouvrir une bibliothèque pour que les femmes puissent s'y ressourcer alors que Mme Mouret destine son journal à être « un puissant aiguillon pour porter le Sexe à acquérir les vertus et les lumières qui feront sa gloire et son bonheur »<sup>69</sup>. Mme de Genlis demande quant à elle la mise en place d'autels, dans les classes et les jardins de ses écoles, sur lesquels seraient gravées les nouvelles lois fondamentales et les principaux

---

<sup>64</sup> Citoyenne Valincourt, *Pétition renvoyée à...*, p. 490.

<sup>65</sup> La pédagogie ne se contentait pas de vouloir éduquer, elle souhaitait également concrétiser une complète rééducation des adultes.

<sup>66</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. III, p. 53.

<sup>67</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 16.

<sup>68</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes...*, p.87 : « Aucun établissement n'offre de ressources aux femmes. Il y a pour les hommes des écoles gratuites de dessin, divers cours de langues, de sciences, arts et métiers uniquement pour eux seuls (...) ».

<sup>69</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. I, p. 11.

articles de la Constitution, seuls gages solides d'une « liberté durable »<sup>70</sup>. Elle propose que ces lois soient également gravées dans les Églises, sur les murs des villages et sur les bornes routières qui « rendues alors doublement utiles, instruiraient à la fois l'habitant des champs et le voyageur »<sup>71</sup>.

Mais surtout, pour régénérer les adultes, la participation aux fêtes, aux spectacles et aux cérémonies civiques redouble d'importance<sup>72</sup>. Dans le dernier numéro de son journal publié en juin 1790, Mme Mouret appelle ainsi les femmes à venir se réunir aux Champs de Mars pour participer à la Confédération des Françaises afin de jurer publiquement et solennellement « qu'elles élèveront toutes leurs enfants de l'un et l'autre sexe dans les bonnes mœurs, dans des sentimens de patriotisme et dans l'attachement respectueux dû à la Nation, à la Loi et au Roi »<sup>73</sup>. Les citoyennes de Besançon mentionnent quant à elles que les institutrices doivent avoir une place distinguée dans les cérémonies politiques et les fêtes civiques<sup>74</sup>. Finalement, la citoyenne Guérin-Albert suggère que les femmes doivent participer « aux spectacles parce que la régénération des mœurs entraîne nécessairement celle de nos spectacles »<sup>75</sup>. Elle propose ainsi une

---

<sup>70</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 63-64.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>72</sup> « Non seulement la fête révolutionnaire doit instruire, mais elle doit aussi avoir des lendemains à son image ». Voir : Mona Ozouf, *La fête révolutionnaire 1789-1799*, Paris, Gallimard, 1976, p. 234.

<sup>73</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. VIII, p. 6.

<sup>74</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 482.

<sup>75</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 20.

réflexion sur le théâtre partagée par l'ensemble de ses contemporains transportés par l'idéal de régénération sociale<sup>76</sup> :

On connaît assez l'importance des spectacles sur l'opinion et sur les mœurs, pour que mes réflexions soient goûtées par tous les amis de la liberté et de la vertu; mon élève assistera aux fêtes civiques que l'on célébrera soit en l'honneur des grands hommes qui auront bien servi leur patrie soit en réjouissance des évènements qui en feront la gloire et le bonheur. Ma fille ne sera point simple spectatrice de ces fêtes; elle aura l'avantage d'orner le temple de la liberté et les bustes des grands hommes des guirlandes de fleurs cueillies par ses mains innocentes<sup>77</sup>.

En demandant le droit à l'éducation, les femmes mettent ainsi principalement l'accent sur l'éducation morale nécessaire au développement de vertus. Dans le contexte révolutionnaire, cet argument est vital, car il correspond à la volonté de construire une société vertueuse, par contraste à la société d'Ancien Régime, qu'on accuse de déchéance morale. En se positionnant comme étant responsables de la diffusion des mœurs pour agir comme boucliers non seulement contre un retour à une société qu'on considère corrompue, mais aussi contre un régime despotique fondé sur l'ignorance, les auteures font preuve d'une conception de l'action citoyenne fondée sur des facteurs moraux et culturels. Les femmes doivent ainsi apprendre à développer les vertus morales qui font désormais « la base de notre Constitution. Nous ne sommes plus dans ces siècles efféminés et frivoles où on ne demandait au sexe aimable que beaucoup d'art et de coquetterie pour plaire. Il faut aujourd'hui des citoyennes si l'on veut des

---

<sup>76</sup> Emmet Kennedy, *A Cultural History of the French Revolution*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1989, p. 353-365.

<sup>77</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 20-22.

citoyens (...) »<sup>78</sup>. Les femmes déclarent alors que le gouvernement a renversé les idoles et éloigné le « charlatanisme d'Ancien Régime pour remettre l'homme à sa hauteur »<sup>79</sup>. Elles estiment qu'il faut appliquer et diffuser de nouveaux principes pour réformer l'éducation puisque les Français forment désormais un peuple nouveau n'étant plus réglementé par les mêmes lois<sup>80</sup>. Ainsi, bien que la population féminine soit exclue du privilège de voter, elles n'en revendiquent pas moins le droit et la responsabilité de transmettre les principes des lois aux générations futures. D'où l'importance, pour conclure, de donner aux femmes une éducation conforme aux « lois sages qui émanent de notre glorieuse régénération »<sup>81</sup>.

## Conclusion

Si aucune des auteures ne se réclamait explicitement de Condorcet qui faisait de l'éducation la clé de l'élargissement de la citoyenneté,<sup>82</sup> ce chapitre a néanmoins voulu démontrer que par l'écriture, ces femmes se sont manifestées politiquement pour demander le droit à l'instruction. Ainsi bien que les hommes

---

<sup>78</sup> Citoyenne Lemaignan, *Plan d'éducation pour les jeunes personnes suivant celui de notre nouvelle Constitution*, Paris, 12 août 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 473. La citoyenne Lemaignan affirme avoir envoyé un plan l'année précédente. N'ayant pas reçu de réponse, elle avoue renvoyer le même, car elle se trouve sans ressource et recherche une place d'institutrice. Son mari aurait dessiné la première députation de Nantes à Paris, mais n'aurait reçu aucune rétribution pour ses talents. Elle termine son texte en signalant qu'elle se trouve « dans un âge avancé où les moyens ne sont plus aussi féconds qu'à vingt ans ». La citoyenne Lemaignan est la seule qui expose des problèmes personnels, ce qui ne l'empêche pas de véhiculer les mêmes idéaux que les autres auteures pour le bien de la nation.

<sup>79</sup> Citoyenne Valincourt, *Pétition renvoyée à...*, p. 486 et p. 489.

<sup>80</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 4.

<sup>81</sup> Citoyenne Lemaignan, *Plan d'éducation...*, p. 473.

<sup>82</sup> Condorcet affirmait que l'exclusion du droit de cité des femmes était le résultat de leur éducation et non de la nature. Voir : Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen...*, p. 134.

aient refusé de leur accorder les droits constitutionnels, des femmes ont tout de même exprimé leur sentiment d'être des citoyennes actives, l'écriture compensant ainsi le manque de représentation légale. La Révolution leur a donné l'occasion d'exposer leurs attentes, de démontrer leur support aux gouvernements et de rappeler aux autorités qu'elles avaient aussi le droit de jouir de ses bienfaits. Les transformations politiques s'enchaînant à la vitesse de l'éclair, tout se passait comme si chaque gouvernement était considéré comme celui qui tiendrait enfin compte des requêtes féminines.

Les femmes étudiées dans le cadre de ce mémoire ne se voyaient pas comme de simples spectatrices des bouleversements révolutionnaires. En tant qu'agent de transmission et de diffusion des valeurs révolutionnaires, elles ont réclamé le droit à l'éducation pour maximiser le potentiel des aptitudes morales nécessaires au processus de régénération de la société. Elles ont donc perçu leur action dans la société comme étant indispensable pour faire perdurer ce que la Révolution avait concrétisé, c'est-à-dire la liberté nécessaire au bonheur national. Pour ces auteures, comme le chapitre suivant tentera de l'illustrer, cette perspective n'entraîne pas en contradiction avec l'affirmation de leur rôle de mère et d'épouse. Le discours de ces femmes sur l'éducation fera alors apparaître que ce n'était pas tant l'affirmation de leur rôle domestique et l'exclusion de droits constitutionnels qui brimaient la liberté féminine, mais plutôt l'absence d'éducation qui contribuait à les maintenir dans l'ignorance et assurait par conséquent leur subordination aux hommes.

## Chapitre II

### L'éducation et l'émancipation des femmes

Le dimanche 24 avril 1791, Mme L. publie une virulente critique des relations entre les hommes et les femmes dans le *Courrier de l'hymen*, un journal révolutionnaire piloté par un homme, mais destiné aux femmes<sup>1</sup>. Dans son article, elle accuse les hommes de vouloir « abrutir le goût naturel » des femmes pour l'instruction, dans le seul but d'assurer leur supériorité : « Pour me faire croire que notre éducation doit être, pour le fond, absolument différente de celle des hommes, il faudroit me prouver d'abord qu'il existe une différence entre leur intelligence et la nôtre »<sup>2</sup>. L'auteure déclare ensuite que les femmes sont plus susceptibles d'apprendre que les hommes et pousse l'audace jusqu'à inverser les comportements traditionnellement différenciés selon les sexes : « Vous êtes entrés en rivalité avec nous, en fait de commérage, de caquets, de coquetterie; je crois même qu'avant peu vous emporterez la pomme dans ce genre; eh bien! Nous vous céderons notre place, nous reprendrons la vôtre, et, pour la première fois, tout sera bien dans le monde »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> *Le Courrier de l'hymen* est le premier journal consacré quasi-exclusivement aux petites annonces personnelles et amoureuses en France. Il était produit à Paris, deux fois par semaine entre le 30 janvier 1791 et le 24 juillet 1791. Voir : Jennifer M. Jones, « Personals and Politics: Courting la « citoyenne » in « Le Courrier de l'hymen » », *Yale French Studies*, 101 (2001), p. 174-175.

<sup>2</sup> Mme L., « Première lettre d'une femme sur l'éducation de son sexe », *Le Courrier de l'Hymen ou Journal des Dames*, no. 19, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.176, Reproduction de l'édition de Paris, chez L.P. Couret, 1791, p.73. Il fut impossible de trouver plus d'informations sur l'identité de cette femme.

<sup>3</sup> Ce type de discours semble provocateur dans un monde où plusieurs hommes étaient terrifiés par l'image de la femme-homme : Voir : Dominique Godineau, *Citoyenne tricoteuse. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Aix-en-Provence, Alinea, 1988, p. 265-271.;

Cet article du *Courrier de l'Hymen* représente la critique la plus corrosive parmi les textes étudiés dans ce mémoire. En effet, Mme L. est la seule auteure qui n'insiste pas sur la nécessité de préserver la distinction non seulement des rôles et des devoirs selon les sexes, mais aussi des qualités et des défauts propres à chacun. Pour toutes les autres auteures, les arguments pour l'amélioration de l'instruction féminine sont articulés autour de leur rôle domestique et aucune ne menace de renverser le pouvoir masculin pour le reprendre à son compte; c'est donc ultimement pour devenir de meilleures épouses et de meilleures mères que les femmes réclament le droit à l'éducation.

Pourtant, Mme L. ne réclame pas l'équivalence des droits politiques entre les sexes ; elle se concentre plutôt sur l'éducation. Selon elle, ce n'est pas tant le droit de cité qui assure la domination masculine, mais une éducation qui leur a permis de développer leur raison :

Mais, à vos yeux, le crime des femmes n'est point de vouloir s'instruire. Qu'elles soient savantes, que vous importe pourvu qu'elles ne soient pas raisonnables, car c'est la raison que vous redoutez. Si jamais son flambeau luit pour nous, Messieurs! Messieurs! Prenez garde à vous; nous reprendrons nos droits sacrés qui datent de l'origine du monde, au lieu que les vôtres sont bien neufs, encore avez-vous été obligé de les faire. Le seul que la nature vous ait accordé, est le droit du plus fort, ce qui veut dire celui du plus sot.<sup>4</sup>

Mme L. n'est toutefois pas l'unique auteure à penser l'articulation des relations de pouvoir entre les sexes à travers la lentille de l'instruction et à affirmer que les inégalités entre les sexes sont maintenues non pas par la nature, mais par l'éducation. En fait, la perception des liens entre la subordination des femmes et

---

<sup>4</sup> Mme L., « Première lettre d'une femme... », p. 74.

les lacunes de leur éducation précède longuement la Révolution française. Déjà, en 1405, dans le *Livre de la cité des Dames*, Christine de Pizan soutenait que l'infériorité féminine reposait moins sur des causes naturelles que sur l'absence d'instruction<sup>5</sup>. Par la suite, les discours humanistes de la Renaissance, alimentés par la Querelle des femmes, ont vivifié les oppositions entre les défenseurs de l'instruction des filles et ses détracteurs<sup>6</sup>. L'ignorance, pour ces derniers, entretenait les vertus féminines reliées à la fidélité, la modestie et la domesticité, assurant par le fait même la domination masculine nécessaire à la préservation de l'ordre social. Les premiers proclamaient qu'au contraire, l'absence d'instruction compromettait l'ordre social en encourageant le vice chez la femme<sup>7</sup>. Lorsqu'éclatent les bouleversements révolutionnaires en France, le débat sur la représentation des liens de causalité entre l'éducation des femmes, leur infériorité naturelle ou culturelle et le maintien de l'ordre social est donc l'héritier d'une longue tradition de contestations ayant traversé toute l'époque moderne.

---

<sup>5</sup> Christine de Pizan est la première femme à s'immiscer dans le débat de la Querelle des femmes. Voir : Madeleine Lazard, *Les avenues de fémynie. Les femmes et la Renaissance*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2001, p. 28-29. La Querelle des femmes est un débat intellectuel et littéraire sur le statut social et les droits des femmes, orchestré, au début, par des auteurs masculins. Il s'étend de la fin du XII<sup>e</sup> siècle à la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord orientée sur la question du mariage, la Querelle s'intensifie avec le mouvement humaniste en s'interrogeant plus profondément sur l'infériorité et l'exclusion des femmes.

<sup>6</sup> Sur les protagonistes et les ouvrages reliés à la Querelle des femmes au XVI<sup>e</sup> siècle, ainsi que sur l'importance du discours sur l'éducation et les limites de l'instruction des femmes pendant la Renaissance, voir : Margaret L. King, *Women of the Renaissance*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1991, p. 157-239.

<sup>7</sup> « La femme savante est ridicule parce qu'elle introduit un dérèglement de la distribution des rôles selon les sexes », Roger Chartier, Marie-Madeleine Compère et Dominique Julia, *L'éducation en France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Sedes, p. 232.



Prétendre que les vertus et les mœurs des femmes « tiennent plus à l'ordre et au bonheur public qu'on ne sauroient l'imaginer »<sup>8</sup>, et que « c'est de l'éducation que dépendent les mœurs publiques et que de celles-ci dépendent le bonheur et le malheur des empires »<sup>9</sup>, comme l'ont fait les auteures étudiées dans ce mémoire, ne constituait donc pas un discours tout à fait innovateur. La Révolution française a néanmoins transformé sensiblement cet héritage contestataire non seulement parce qu'elle a mis l'accent sur l'importance de l'éducation pour achever la régénération sociale, comme le premier chapitre a tenté de le démontrer, mais aussi parce qu'elle a redéfini radicalement les relations entre les sexes. La Révolution a modifié le statut de la femme en l'affranchissant de la dépendance paternelle et maritale.

En effet, l'introduction générale de ce mémoire a souligné comment les révolutionnaires ont réévalué la puissance paternelle pour établir des relations familiales et personnelles à l'image du contrat social, principalement en adoptant des réformes sur les héritages et en introduisant le mariage civil et le divorce en France<sup>10</sup>. Comme le mentionne l'historienne Suzanne Desan, dès 1789, les demandes pour des réformes des pratiques conjugales afin d'accroître l'égalité entre les époux ont fusé des quatre coins de la France, forçant ainsi l'ouverture

---

<sup>8</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention nationale* suivie de *Pétition présentée à la Commune*, Paris, De l'imprimerie de la veuve Guyol, 1793, Tolbiac, BNF, Rez-de-jardin, MFICHE 8- FM- 3788, p. 7.

<sup>9</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe ou Journal des demoiselles*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.170, 12.1196, Reproduction de l'édition de Paris, chez l'auteur, 1790, vol. I, p. 14.

<sup>10</sup> Francis Ronsin, *Le contrat sentimental. Débat sur l'amour, le mariage, le divorce de l'Ancien Régime à la Restauration*, Paris, Aubier, 1990, p. 83-109.

d'un débat national qui n'avait connu aucun précédent. Ces demandes s'inscrivaient alors dans un mouvement où la famille, le mariage et les relations conjugales apparaissaient dans l'imaginaire révolutionnaire comme la nouvelle force d'unité sociale rattachant l'individu à la patrie et la patrie au citoyen. Et ce, au fur et à mesure que la Révolution détruisait les anciens fondements de cohésion sociale qu'étaient la Couronne, l'Église, les ordres, les privilèges et les corporations<sup>11</sup>. Pour cette raison, l'espace privé sous la Révolution n'était pas soustrait du domaine politique et devait répondre aux mêmes idéaux qui exigeaient la transparence des comportements, puisque la liberté civile devait représenter l'équivalent de la liberté politique<sup>12</sup>.

À la lumière de ces développements historiques, ce chapitre tentera de mettre en évidence les raisons pour lesquelles les femmes qui se sont prononcées pour le droit à l'éducation en mettant l'accent sur leur rôle domestique n'ont pas interprété cette position comme une forme de subordination sociale. Pour ce faire, la première partie démontrera que les auteures ont perçu l'éducation morale comme un moyen de s'extirper de la domination masculine, ce qui rend compte d'une conception de la liberté féminine qui s'appuyait sur l'équilibre et la complémentarité des rôles sexués dans la société, principalement au sein du couple et de la famille. La seconde partie se préoccupera essentiellement de la

---

<sup>11</sup> Suzanne Desan, *The Family on Trial in Revolutionary France*, Berkeley, UCP, 2004, p. 46.

<sup>12</sup> Antoine Lilti, *Le monde des salons. Sociabilité et mondanité à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2005, p. 402-403. Antoine Lilti réfute l'argumentation d'historiennes comme Joan Landes qui mettent l'accent sur un espace public, civique qui est le domaine des hommes et un espace domestique où règnent les femmes. Lilti ne voit pas de distinction entre les deux sphères, car l'espace domestique, en tant que lieu d'éducation du futur citoyen, devait être soumis au regard de la cité.

question de l'utilité du savoir féminin afin d'illustrer quelles furent les connaissances pratiques que les auteures valorisaient. La description du corpus des matières qu'elles ont prescrites pour les jeunes filles montrera que les femmes aspiraient à l'indépendance d'esprit et à l'autonomie financière en revendiquant le droit d'apprendre un métier et en réclamant la démocratisation de l'accès à l'instruction. Ainsi, malgré le fait que les principes développés par Jean-Jacques Rousseau dans l'*Émile* semblaient indéniablement conduire la réflexion de ces dames,<sup>13</sup> il sera possible de constater que les auteures ont réfuté l'image d'une femme entièrement dépendante, docile et assujettie à la fois aux jugements et aux besoins des hommes.<sup>14</sup>

---

<sup>13</sup> Jean-Jacques Rousseau. Né à Genève en 1712, mort à Ermenonville en 1778. Écrivain et philosophe, auteur entre autres du *Contrat Social* et de l'*Émile* en 1762. Trois auteures citent le philosophe : Stéphanie Félicité de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens de religieuses et sur l'éducation publique des femmes*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 12.999, Reproduction de l'édition de Paris, Onfroy Libraire, 1790, p. iii-xxiv; Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention nationale...*, p. 3-4.; Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines ou mes réflexions sur l'éducation des jeunes citoyennes*, De l'Imprimerie de la citoyenne Fonrouge, Jardin de l'Égalité, non-daté. BNF Tolbiac, Rez-de-jardin 8-R-13625, p.5.

<sup>14</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Émile ou de l'éducation*, dir. Michel Launay, Paris, GF Flammarion, 1966 [1762], p. 482. : Rousseau affirmait que la femme était spécialement faite pour plaire à l'homme et que si l'homme devait lui plaire à son tour c'était « d'une nécessité moins directe », p. 466. Pour Rousseau, la dépendance entre les sexes devait alors être inégale : « Les hommes dépendent des femmes par leurs désirs; les femmes dépendent des hommes par leurs désirs et par leurs besoins; nous subsisterions plutôt sans elles qu'elles sans nous ». p. 474. Ces deux éléments de la conception rousseaussite des relations entre les hommes et les femmes sont contestés par les auteures étudiées dans ce mémoire.

## **1) Le savoir moral : l'égalité entre les hommes et les femmes**

### **a) Éliminer la tyrannie masculine et les malheurs des femmes**

En se prononçant sur l'éducation, les auteures mettent principalement l'accent sur le développement d'un caractère, d'une personnalité et de valeurs morales propres à l'ensemble de la gent féminine. Selon elles, le courage, la douceur, le patriotisme, la prudence, la modestie, la sensibilité, la chasteté, la sagesse, la vigilance, la sobriété, la patience, la charité et la minutie sont toutes les qualités que l'éducation doit mettre en priorité pour cette moitié de l'humanité qui s'autoproclame naturellement plus sédentaire que les hommes.<sup>15</sup> Pourtant, en insistant sur les qualités morales des femmes, les auteures proposent de rééquilibrer les pouvoirs des sexes en éliminant les positions d'infériorité et d'autorité ou en d'autres mots, le despotisme que l'homme exerce sur la femme afin que tous cultivent les mêmes valeurs : Encore un pas Messieurs, et vous détruirez un autre despotisme, qui comme celui des Visirs, doit être relégué dans les États asiatiques »<sup>16</sup>. L'argumentation de certaines d'entre elles se réfère à la Genèse pour rappeler que la Créateur a formé des êtres humains du « même limon » éprouvant les mêmes sensations, ce qui rend encore plus pressante la

---

<sup>15</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 19.

<sup>16</sup> Anonyme, *Motions adressées à l'Assemblée nationale en faveur du sexe*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 6.2.768, Reproduction de l'édition de Paris, De l'imprimerie de la veuve Delaguet, 1789, p. 3.

nécessité de rétablir l'équilibre entre les hommes et les femmes<sup>17</sup>. La réconciliation, la coopération et la collaboration entre les sexes représentent donc des arguments importants du discours féminin :

La Providence, en créant la femme, n'a donné à l'homme qu'une compagne pour coopérer avec lui, adoucir ces peines et lui préparer des plaisirs; cette idée de compagne et de coopérateur commun renferme celle d'une égalité parfaite, et me paraîtroit tout à fait exclusive de l'idée d'autorité<sup>18</sup>.

Les auteures reprochent ainsi aux hommes d'avoir agi en tyrans en retenant « le Sexe plongé dans les ténèbres de l'ignorance et dans les dangers du luxe et de l'oisiveté »<sup>19</sup>. Grand mal leur en pris puisque, comme l'explique Mme Mouret, cette « tyrannie masculine » aurait précipité le déclin de la France en dépravant les femmes, malheur qui aurait pu être évité si le « Sexe eût été bien instruit, s'il eût été éclairé et vertueux »<sup>20</sup>. Par conséquent, les auteures des textes dressent un portrait plutôt sombre de la condition féminine dépossédée des Lumières « que l'orgueil des hommes leur a fait réserver pour eux seuls »<sup>21</sup>. En effet, le vice, la débauche, le libertinage et la recherche frénétique d'amants correspondraient aux écueils des malheurs qui guettent les jeunes femmes n'ayant pas développé assez de principes moraux pour les éviter. Par exemple, dans la *Pétition des femmes du tiers état*, les auteures dénoncent le fait qu'elles apprennent uniquement à lire la messe en français et les vêpres en latin. Ainsi

---

<sup>17</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances et réclamations des femmes*, 1789. Texte reproduit dans Paule-Marie Duhet, *Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes*, Paris, Des femmes, 1981, p. 51.

<sup>18</sup> Anonyme, *Motions adressées à l'Assemblée...*, p. 3.

<sup>19</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. I, p. 2 et p. 12.

<sup>20</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 13.

<sup>21</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 16.

dépourvues de culture et de principes moraux, seules deux destinées s'offrent à elles, suivant leur beauté physique; les plus laides végètent d'ennui dans un mariage malheureux et donnent naissance à des enfants qu'elles ne peuvent élever adéquatement. Les plus jolies filles deviennent quant à elles la proie de séducteurs. Conséquences dévastatrices : elles doivent s'enfuir à Paris pour cacher la honte provoquée par les premières rondeurs de leur ventre, finissent par s'y perdre entièrement et « meurent victimes du libertinage »<sup>22</sup>.

Si les auteures partagent l'idée de bon nombre de leurs contemporains sur la responsabilité féminine dans la déchéance de la société pré-révolutionnaire, la faute première de tant de dépravations et de vices est néanmoins attribuée aux hommes qui s'opposent à ce que les femmes apprennent « à raisonner juste »<sup>23</sup>. Mme B.B. se questionne sur les raisons pour lesquelles on demanderait alors aux femmes plus de vertu qu'eux : « Hommes pervers et injustes (...) quel droit avez-vous pour prétendre que nous devons résister à vos pressantes importunités, quand vous n'avez pas le courage de commander aux dérèglements de vos passions »<sup>24</sup>? Mme B.B. réclame ainsi depuis sa Normandie natale que les femmes ne soient plus élevées comme si elles étaient destinées « à faire les plaisirs du sérail. Que notre félicité ne soit pas uniquement de plaire, puisque nous devons partager un jour votre bonne ou mauvaise fortune. Alors nos deux sexes, vertueux par principe, jouiront de la paix qu'inspire une douce et mutuelle

---

<sup>22</sup> *Pétition des femmes du Tiers-État au roi*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.186, 1789, p. 4-5.

<sup>23</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. II, p. 32.

<sup>24</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 51.

confiance »<sup>25</sup>. Les auteures affirment ainsi que l'amélioration de l'éducation morale des femmes permettrait d'établir des relations de complémentarité au sein des couples, ce qui représenterait un avantage pour la nation.

### **b) Les conséquences positives de l'équilibre entre les sexes**

En effet, le discours féminin sur l'éducation soulève l'idée que l'équilibre des relations de pouvoir entre les sexes représente une porte ouverte vers la liberté et le bonheur national : « Vouloir Messieurs, être heureux par la liberté, c'est le propre des grandes âmes; mais considérez que votre bonheur est absolument dépendant de celui des femmes »<sup>26</sup>. Les femmes répètent qu'elles exercent une influence considérable sur le caractère masculin et sur l'esprit des hommes « qui ne voient le plus souvent que par elles »<sup>27</sup>. Ainsi, instruire les femmes constitue le meilleur moyen de modeler les hommes et par le fait même, la nation tout entière : « Une bonne éducation (...) conduit à de bonnes mœurs, avec de bonnes mœurs, on a des vertus, et dans une République où les femmes seront vertueuses, les hommes le deviendront nécessairement »<sup>28</sup>. De plus, les auteures affirment qu'en possédant les moyens moraux pour être vertueuses et ne plus sombrer dans le vice et l'oisiveté, les femmes renforceraient la stabilité

---

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 52.

<sup>26</sup> Anonyme, *Motions adressées à l'Assemblée...*, p. 4.

<sup>27</sup> Citoyenne Lemaignan, *Plan d'éducation pour les jeunes personnes suivant celui de notre nouvelle Constitution*, Paris, 12 août 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988], p. 474.

<sup>28</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation pour les jeunes filles de la République, proposé à la Convention par la Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon* 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 479.

familiale, car elles auraient assez de jugement pour choisir comme époux un homme qui ne serait « ni débauché, ni paresseux »<sup>29</sup>. En permettant à son épouse de développer sa raison, l'homme ne craindrait plus « que son ami séduise sa femme ou sa fille et déshonore sa maison »<sup>30</sup>. Les familles seraient ainsi rescapées du naufrage puisqu'on juge que leur ruine est entraînée essentiellement par les « défauts » de l'éducation féminine<sup>31</sup>. En réformant l'éducation des femmes, la discorde entre les époux et le désordre familial ne seraient donc plus que de mauvais souvenirs<sup>32</sup>.

L'éducation dans le discours des femmes apparaît généralement comme un moyen de rééquilibrer le pouvoir entre les hommes et les femmes en société et dans l'intimité. Pour atteindre la complicité et l'égalité au sein du couple, l'instruction demeure le remède le plus efficace, mais elle n'est pas le seul moyen pour pallier tous les maux dont les femmes sont victimes :

Le devoir sacré des hommes c'est de faire le bonheur d'une compagne que la nature lui a destinée pour compléter le sien. (...) cependant, c'est une triste, mais exacte vérité que dans toute l'espèce humaine, la plus grande somme des maux est imposée à la femme. Les hommes sont insensibles et barbares envers un sexe qu'ils ne considèrent plus que comme un objet frivole (...). Sans doute, Messieurs, vous n'envisagerez point non plus avec indifférence tant de malheureuses filles qui n'ont pas eu la faculté d'acheter un époux<sup>33</sup>.

---

<sup>29</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention nationale...*, p. 7.

<sup>30</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 52.

<sup>31</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, p. 33.

<sup>32</sup> Citoyenne Laroche, *Prospectus pour l'éducation des citoyennes*, non daté. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 520.

<sup>33</sup> Anonyme, *Motions...*, p. 1-2 et p. 6-7.



Cet extrait des *Motions* illustre que l'on prend en considération la nécessité d'adopter un décret pour obliger les hommes à « épouser les femmes sans dot »<sup>34</sup>, afin de délivrer la population féminine d'une grande partie des injustices qui l'accable. Les demandes pour l'abolition de la dot font donc partie intégrante d'un bon nombre de textes réclamant le droit à l'instruction. En effet, cette demande est justifiée conjointement avec la volonté d'établir l'égalité dans l'amour et au sein du mariage, car comme l'affirme la citoyenne Guérin-Albert, « le plus ou le moins d'aisance ne décide pas du bonheur de la vie : on se convient parce qu'on s'aime, et l'on s'épouse parce qu'on se convient »<sup>35</sup>. Libérée du fardeau de la dot, la femme ne serait donc plus forcée de se « mettre à l'encan »<sup>36</sup> et elle apprendrait que les unions doivent se former selon les « vœux du coeur »<sup>37</sup>. Par conséquent, on estime qu'un mariage amoureux dépourvu d'intérêts pécuniaires consoliderait les couples, et par le fait même la famille, puisque cette union ne créerait chez les femmes « ni l'intention, ni le désir de profiter de la loi du divorce »<sup>38</sup>.

Au delà du bonheur social, de la paix des ménages, de la stabilité familiale et de l'égalité dans l'amour, éléments renforcés par l'équilibre entre les sexes,

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 4. Peut-être pour éviter que sa demande ne soit jugée comme étant subversive, l'auteur des *Motions* annote son texte pour prévenir ses lecteurs qu'elle est elle-même mariée et mère de plusieurs garçons.

<sup>35</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 48.

<sup>36</sup> *Pétition des femmes...*, p. 5.

<sup>37</sup> Anonyme, *Motions...* p. 4. « L'homme qui aura choisi sa compagne suivant le vœu de son coeur, ne sera pas trompé par la nature s'il l'a bien consultée et si aucun intérêt étranger n'a surpris ses dispositions ».

<sup>38</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention...*, p. 7. Seule la citoyenne Montgery aborde le sujet du divorce.

une éducation décente des femmes leur permettrait de fournir des êtres utiles à la patrie. Les femmes mettent alors de l'avant le fait qu'elles soient les premières institutrices des enfants. Plus éclairées, toutes ces « mères-institutrices »<sup>39</sup> que la nature a rendu dépositaires de la première existence, feraient sucer aux enfants le « lait de principes purs »<sup>40</sup>. Pour les auteures, leur influence sur l'éducation des petits est donc primordiale, mais si comme l'affirme la citoyenne Lemaignan, toutes les femmes doivent « produire des êtres utiles à la patrie »<sup>41</sup>, la responsabilité féminine dans l'éducation des enfants n'est pas toujours envisagée de la même façon.

Différentes conceptions sont effectivement élaborées pour tenter de démontrer le pouvoir féminin dans l'éducation des enfants. En effet, le prochain chapitre illustrera que la plupart des auteures militent pour la mise en place d'un réseau scolaire féminin dirigé par des femmes sous la surveillance du pouvoir étatique, ce qui signifie que dès l'âge d'environ six ou sept ans, même les fillettes devraient aller à l'école<sup>42</sup>. Cependant, il faut noter pour le moment que rien ne semble tout blanc ou tout noir, car certaines femmes, comme la citoyenne

---

<sup>39</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes. École gratuite de Typographie en faveur des femmes, sous la protection de la municipalité de la ville de Paris, proposée par la dame de Bastide, avec mémoire imprimé et manuscrit à l'appui*, 19 novembre 1790. Texte reproduit dans Paule-Marie Duhet, *Cahiers de doléances des femmes...*, p. 90. « Aujourd'hui que le peuple cherche à s'instruire pour s'élever à la dignité de l'homme, ne faut-il pas que les femmes, destinées par la nature à être les premières institutrices des hommes, soient non seulement instruites de leurs propres devoirs, mais encore de tout ce qui tient aux vraies bases, aux règles et aux agréments de la Société »?

<sup>40</sup> Citoyenne Valincourt, *Pétition renvoyée à Bouquier et Villard le 19 floréal*, 1794. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 488.

<sup>41</sup> Citoyenne Lemaignan, *Plan d'éducation...*, p. 474.

<sup>42</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 480.

Guérin-Albert, ne rejettent pas totalement l'idée que l'éducation des filles puisse être totalement prise en charge par la mère, c'est-à-dire depuis la naissance jusqu'à l'âge de dix-huit ans, âge où la jeune fille devrait se marier. Selon elle, certaines femmes ont cependant l'obligation de travailler ce qui les empêche de se consacrer à l'éducation de leurs filles; c'est pourquoi elle s'empresse de prodiguer des conseils tant aux mères qu'aux institutrices qui se chargeront d'instruire les jeunes demoiselles<sup>43</sup>. Que ces dernières soient éduquées à l'école ou à la maison, les auteures laissent toutefois supposer que les femmes ont toujours la mainmise sur l'éducation des jeunes filles, fondant ainsi le pouvoir de la mère et celui de l'institutrice en un seul et même pouvoir féminin.

En règle générale, l'école ne devrait donc commencer qu'à l'âge de six ans. Avant cet âge, les mères sont responsables non seulement de l'éducation de leurs filles, mais aussi de leurs fils, sans distinction aucune entre les deux : « Jusqu'à six ans (...) je ne mettrais aucune différence dans ma manière de soigner les deux sexes; mon enfant serait Émile jusqu'à six ans; à cet âge, je le déposerais dans les bras de son père, s'il était de son sexe, car je ne pourrais plus rien pour lui »<sup>44</sup>. Comme sous l'Ancien Régime, les auteures réclament ainsi le droit à l'instruction non seulement pour former des jeunes filles vertueuses dès la plus tendre enfance, mais aussi des garçons dont l'éducation morale influencera

---

<sup>43</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 27 : « (...) j'ai supposé qu'une femme respectable et instruite, est uniquement occupée de former sa fille aux vertus qu'elle pratique; toute mère (j'aime à le croire) a le désir de remplir ce devoir sacré, mais toutes n'en ont pas la possibilité; les détails, les embarras d'un commerce, une mauvaise santé, des voyages habituels ou autres circonstances, forcent souvent une mère à confier à des étrangers l'éducation de ses filles ».

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 5.

leur façon de gouverner les affaires publiques de la France. Cependant, ce rôle redouble d'importance sous la Révolution. Pour la citoyenne Lemaignan la mère doit ainsi connaître à la fois les vertus propres à son sexe ainsi que celles des hommes afin d'inspirer leurs fils : « (...) que les premiers mots que mon fils balbutie soient les devoirs qu'il à remplir pour sa patrie (...) lorsqu'elles seront mères, elles disent mon fils peut être un jour un des représentants du peuple souverain (...) »<sup>45</sup>.

Deux auteures, Mme B.B. et Mme de Genlis, développent une argumentation qui diffère légèrement au sujet de la responsabilité des femmes au sein de l'éducation des enfants. En effet, pour Mme B.B., cette responsabilité se manifeste surtout en remplacement du père : « Ce n'est point avec les futilités dont on remplit nos têtes que nous pouvons vous remplacer, quand, par une mort naturelle ou prématurée vous nous laissez chargées du soutien et de l'éducation de vos enfans »<sup>46</sup>. Selon elle, les femmes sont néanmoins naturellement responsables de l'éducation des enfants et le remplacement du père représente une raison de plus pour justifier la nécessité d'instruire les femmes.

Les propos de Mme de Genlis sont nettement plus complexes que ceux de Mme B.B. et des autres auteures. En effet, seule Mme de Genlis évoque l'image d'une société idéale où toutes les femmes resteraient à la maison pour s'occuper de leur foyer : « Ce n'est qu'en se rendant utile à son mari, à ses enfans, en se chargeant seule des affaires et des soins domestiques, qu'elle [une femme] peut

---

<sup>45</sup> Citoyenne Lemaignan, *Plan d'éducation...*, p. 474.

<sup>46</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 53.

obtenir une véritable considération. Son devoir est de gouverner sa maison, sa gloire est d'y commander »<sup>47</sup>. Contrairement aux autres auteures, la femme, selon Mme de Genlis, n'est définie qu'à travers son mari. Pourtant, elle est la seule auteure à offrir une réflexion sur le statut de la veuve. Selon elle, une veuve devient non seulement tutrice de ses fils, mais elle remplace également son mari en obtenant tous les titres le désignant : « Dans ce cas, une femme inepte ou spirituelle, instruite ou non, quitte le rang modeste où la nature et les lois l'avoient placé, pour s'élever au rang des hommes, elle hérite des droits de son mari et remplacer un citoyen, c'est devenir citoyen soi-même »<sup>48</sup>. Dans son discours, le droit à l'éducation ne semble pas définir le statut de citoyenne au même titre qu'il le fait pour les autres. Par contre, elle est la seule à invoquer l'idée qu'une veuve puisse remplacer son mari et devenir une citoyenne à part entière. Dans ce cas, sous-entend-elle que les veuves obtiendraient la citoyenneté active définie par les droits politiques et légaux? À cette question, impossible de répondre, car elle ne fournit malheureusement pas de réponse explicite. Quoiqu'il en soit, l'argumentation de Mme de Genlis correspond en plusieurs points à celle des autres auteures puisque son plaidoyer affirme qu'une femme inculte ne pourrait remplir les fonctions lui revenant de droit à la mort de son mari.

La première partie de ce chapitre a tenté de démontrer que penser l'éducation féminine signifie aussi penser l'équilibre et la responsabilité des pouvoirs sexués. Les auteures voient les femmes d'abord et avant tout mères et

---

<sup>47</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 32.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 27.

épouses, mais ce rôle, avec l'appui du droit à l'éducation, ne représente pas une position de subordination ou d'infériorité face aux hommes. Au contraire, l'éducation morale des femmes est vue comme un moyen de briser les chaînes les asservissant aux hommes. Par ailleurs, ce rôle domestique n'entre pas en conflit avec d'autres fonctions sociales, comme la fin de la seconde partie de ce chapitre tentera de l'illustrer. En effet, réclamer le droit à l'instruction est le plus souvent combiné avec des réclamations pour le droit au travail. En abordant maintenant les enseignements valorisés par les auteures, il sera possible de constater qu'elles réclament l'indépendance d'esprit, certes, mais aussi l'autonomie économique et la démocratisation de l'accès à l'instruction.

## **2) Le savoir pratique au féminin : l'utilité des femmes**

### **a) La femme patriote**

Le discours féminin sur l'éducation pendant la Révolution met principalement l'accent sur ce que les auteures appellent la culture du cœur. Ce savoir est celui qui engendre les qualités et les vertus permettant de développer des principes moraux et engageant des relations d'égalité et de complémentarité au sein des relations intimes. Ce savoir, est également celui qui attache les femmes au processus de régénération sociale et à ses diverses incarnations mentionnées dans le chapitre précédent : les fêtes, les célébrations patriotiques, le théâtre, et les contes moraux. La seconde partie de ce chapitre abordera alors la culture de l'esprit ou en d'autres mots, le savoir intellectuel et

pratique. Quelles connaissances générales les femmes doivent-elles intégrer, et quelles sont les raisons pour lesquelles les auteures ont recommandé certaines matières plus que d'autres? En répondant à ces questions, il sera possible de constater que les auteures demandent que l'on permette aux femmes d'accéder au marché du travail suivant l'apprentissage d'un métier, afin que ces dernières puissent consolider leur utilité à la nation et s'émanciper du contrôle exercé par leur mari sur les ressources financières du ménage. De plus, cette partie soulèvera le fait que les femmes souhaitent démocratiser l'instruction, ce qui s'éloigne des conceptions de l'Ancien Régime.

Il faut noter tout d'abord que malgré d'élogieuses références à de nombreuses figures féminines littéraires et politiques l'ombre des *Savantes Ridicules* de Molière semble toujours planer au-dessus des textes féminins<sup>49</sup>. C'est pourquoi quelques auteures, comme les femmes du tiers, mentionnent qu'elles ne souhaitent pas être éduquées aux sciences « qui ne servent qu'à nous inspirer un sot orgueil, nous conduisent au pédantisme (...) »<sup>50</sup>. Mme Mouret reprend également cette logique en affirmant ne pas vouloir rendre les femmes trop savantes : « Quand je parle de la nécessité d'éclairer le Sexe, je ne prétends

---

<sup>49</sup> Mme B.B. souligne que malgré les défauts de l'éducation des femmes, plusieurs ont donné au public des productions lumineuses : madame Dacier, madame des Houlières, madame du Bocage, madame la marquise du Châtelet, mademoiselle de Lussan. Elle ajoute que d'autres ont brillamment tenu les rênes du gouvernement : Élisabeth reine d'Angleterre; Catherine épouse de Pierre le Grand, Catherine la Seconde, Marie reine du Portugal : Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 48.; Mme L. nomme Mme Dacier : « Première lettre d'une femme... », p. 73.; Mme Mouret ajoute Mme de Tencin : *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. I, p. 20. Les citoyennes de Besançon font référence à Cornélie en Grèce ancienne : Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 479.

<sup>50</sup> *Pétition des femmes...*, p. 8.

pas faire des femmes ridiculement savantes, mais je voudrais les voir assez instruites pour raisonner juste »<sup>51</sup>. Généralement, les auteures s'entendent sur l'idée que les femmes ne doivent pas se borner à « orner les esprits, elles s'occuperoient encore plus particulièrement à former leur coeur et leur caractère, d'où dépend véritablement le bonheur de la vie »<sup>52</sup>.

Ainsi, lorsque les femmes de la Révolution réclament le droit à l'éducation, celles-ci ne demandent pas le droit d'avoir accès à une éducation identique à celle des hommes. En effet, aucun texte n'exige l'accès des femmes aux hautes études conduisant à l'obtention d'un diplôme. De plus, la ségrégation des savoirs demeure toujours la norme. Seules les citoyennes de Besançon soulèvent l'idée qu'après l'âge de quinze ans, les filles qui « auraient du goût pour les hautes sciences pourraient assister avec leur mère aux écoles destinées aux jeunes gens »<sup>53</sup>. Puisqu'elles ne précisent pas ce qu'elles entendent exactement par ces « écoles destinées aux jeunes gens », les citoyennes de Besançon laissent supposer que l'accès des femmes aux hautes sphères du savoir n'est pas encore considéré sérieusement sous la Révolution<sup>54</sup>. Finalement, les

---

<sup>51</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. I, p. 16. Il faut noter que Mme L. est la seule qui propose une réflexion explicite sur le texte de Molière en affirmant que le ridicule des femmes tient plus des « perfides éloges », des admirations et des compliments absurdes des hommes que de l'éducation : « À force d'art, vous êtes parvenus à lui donner de la vanité (...) Molière attaqua le ridicule; mais le ridicule n'est qu'une conséquence qui ne tient nullement à l'éducation que nous sommes susceptibles d'avoir (...) » : Mme L., « Première lettre d'une femme... », p. 73.

<sup>52</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes...*, p. 90-91.

<sup>53</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 481.

<sup>54</sup> Généralement, les filles seraient admises à l'école primaire à six ans et accéderaient à l'école secondaire à douze ans. Leur éducation se terminerait à quinze ans : *Ibid.*, p. 481.; Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention...*, p. 6-7. La citoyenne Guérin-Albert prolonge



femmes ne condamnent pas non plus la ségrégation sexuelle imposée par les nombreux synodes et les actes épiscopaux qui interdisaient la mixité à l'école avant 1789<sup>55</sup>. En effet, à l'exception de Mme de Bastide qui souhaite annexer à son école de typographie un lycée civique et national dirigé par un homme et dont les enseignements seraient donnés par des maîtres, on préfère nettement que les enseignantes des jeunes Françaises soient des femmes<sup>56</sup>. Filles et garçons posséderaient alors leurs écoles ainsi que leurs enseignants respectifs.

Ceci dit, toutes les auteures se prononcent néanmoins sur la nécessité de fournir un minimum de connaissances pour que les femmes deviennent de bonnes patriotes : « (...) ce n'est pas une poupée que j'ai voulu donner à ma patrie, c'est la fille, l'épouse et la mère d'un républicain »<sup>57</sup>. Ainsi, puisqu'on veut des « mères de famille utiles, donc instruites »<sup>58</sup>, qui seront reconnaissantes de la « patrie qui les protège »<sup>59</sup>, il faut que l'instruction se rapporte « uniquement à l'utilité »<sup>60</sup>. Rendre les femmes utiles à la patrie signifie ainsi que chacune d'entre elles devraient désormais maîtriser non seulement l'arithmétique, la

---

l'éducation de filles jusqu'à leur mariage qu'elle fixe entre 17 et 18 ans : citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 26.

<sup>55</sup> Bernard Gresperrin, *Les petites écoles sous l'Ancien Régime*, Rennes, Ouest-France, 1984, p. 125-128. Bernard Gresperrin mentionne que les efforts répétés des autorités ecclésiastiques pour imposer la ségrégation scolaire à l'époque moderne illustrent la difficulté d'en appliquer les principes dans certaines communautés. En effet, un tel objectif était souvent difficilement réalisable, surtout dans les petits villages peu peuplés.

<sup>56</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes...*, p. 91.

<sup>57</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 20.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>59</sup> Citoyenne Hardou, non-titré, 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 519.

<sup>60</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 35 et p. 58.

grammaire et la lecture, mais aussi certaines langues vivantes étrangères<sup>61</sup>. Il faut ajouter à ces matières, l'histoire, la géographie, l'économie et l'éducation physique<sup>62</sup>. Devoirs patriotiques obligent, la Révolution intègre également l'apprentissage de savoirs politiques et légaux dans l'éducation féminine : « Un cours de droit étoit une grande entreprise il y a un an; cette importante étude simplifiée aujourd'hui par la sagesse et la raison, sera désormais moins longue, plus facile et doit nécessairement entrer dans l'éducation des femmes »<sup>63</sup>. À l'instar de Mme de Genlis, la républicaine Guérin-Albert affirme qu'une fillette de douze ans devrait savoir par coeur « les lois de son pays, ce qu'elle doit à la société et ce qu'elle a le droit d'attendre d'elle »<sup>64</sup>. Les femmes de Besançon suggèrent également que les filles apprennent avant l'âge de douze ans les droits de l'homme ainsi que les principes de la liberté et de l'égalité<sup>65</sup>. Selon les auteures, les filles devraient réfléchir elles-mêmes sur la Déclaration des Droits de l'Homme, sur les textes constitutionnels ainsi que sur les lois qui en découlent. Comme le mentionne la citoyenne Valincourt, les fillettes devraient comprendre les éléments politiques qui régissent la société et qui se traduisent, en 1794, dans un langage flamboyant : « il faut que les enfants sachent ce que l'on entend par

---

<sup>61</sup> La citoyenne Laroche affirme que les femmes doivent connaître l'anglais, l'italien et l'allemand : Citoyenne Laroche, *Prospectus pour l'éducation...*, p. 520.

<sup>62</sup> L'éducation physique, la gymnastique et l'importance pour les filles de dépenser leur énergie à l'air frais sont des éléments mis en valeur dans les textes de Mme de Genlis et de la citoyenne Guérin-Albert : Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 39-40.; Citoyenne Guérin albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 19 et p. 30.

<sup>63</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 39.

<sup>64</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 14.

<sup>65</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 481.

l'unité et l'indivisibilité de la République, il faut qu'ils sachent qu'un citoyen républicain est celui qui seul ou avec sa famille a juré de vivre libre ou mourir (...) »<sup>66</sup>.

## b) Égalité et instruction

Hormis quelques variantes, les matières énoncées précédemment par les auteures devraient constituer la base de la scolarisation féminine, toutes les femmes devant par conséquent avoir accès aux mêmes enseignements, sans privilèges relevant de distinctions sociales<sup>67</sup>. À l'exception de Mme de Genlis, qui précise le besoin de prescrire des types d'enseignements différents selon « l'état de la personne »<sup>68</sup>, les auteures reprennent le concept d'égalité pour l'appliquer au droit à l'instruction : « L'éducation doit être la même pour l'indigent, comme pour le riche »<sup>69</sup>. Les citoyennes de Besançon formulent néanmoins la demande la plus explicite en réclamant que l'État et la nation prennent en charge les dépenses liées à l'établissement d'écoles primaires et secondaires et qu'ils obligent les filles à s'y inscrire :

Les filles de tous les citoyens doivent être indistinctement assises dans les écoles publiques et tenues d'y assister; une nation peut imposer cette obligation à ses propres enfants. (...) Nous désirerions qu'on abolit tous les pensionnats qui ne serviraient

---

<sup>66</sup> Citoyenne Valincourt, *Pétition renvoyée à...*, p. 489-490.

<sup>67</sup> Par exemple, Mme Mouret insiste sur la religion, le dessin et la musique, tout comme Mme de Genlis qui ajoute également l'apprentissage de connaissances médicales et de la mythologie. Mme Mouret, *Annales de l'éducation de sexe...*, p. 46. Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 59 et p. 64.

<sup>68</sup> Pour Mme de Genlis, il serait « absurde d'élever un paysan comme un prince », *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 25. L'argumentation de Mme de Genlis est parfois contradictoire, car elle réclame en même temps que l'éducation uniformise la culture. Voir : chapitre III, note 55.

<sup>69</sup> Citoyenne Lemaignan, *Plan d'éducation...*, p. 474.

qu'à entretenir cette ligne de démarcation tracée par les richesses et qui tueraient l'égalité<sup>70</sup>.

Toutes les auteures ne demandant pas l'obligation formelle et la gratuité scolaire, on envisage alors différents moyens afin de subvenir aux dépenses entraînées par l'ouverture et le fonctionnement des écoles. La citoyenne Acrin souhaite ainsi que la mise en place et l'ouverture de ses six écoles de couture soient subventionnées à court terme par le Trésor public. Selon elle, le fruit des travaux des élèves, vendu aux marchands de mode, permettrait de rembourser rapidement la somme empruntée. De cette façon, les écoles s'autofinanceraient, ce qui permettrait d'en ouvrir les portes à toutes les femmes, dès l'âge de neuf ans, incluant les étrangères.<sup>71</sup> Par contre, pour subvenir aux dépenses nécessaires à l'ouverture de leurs établissements, la plupart des auteures prévoient surtout un accès gratuit pour les plus pauvres et fixent un prix d'entrée pour les mieux nanties. Par exemple, le lycée civique de Mme Bastide, annexé à son école de typographie, serait ouvert gratuitement à toutes les femmes indigentes, alors que les plus riches paieraient trois louis par année<sup>72</sup>. Par ces ressources financières, elle ouvrirait une bibliothèque, accessible à toutes les femmes « à toute heure du jour »<sup>73</sup>. Pour la citoyenne Montgery, les jeunes filles démunies fréquenteraient l'école gratuitement tout en côtoyant « des citoyennes pouvant payer leur

---

<sup>70</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 481.

<sup>71</sup> Citoyenne Acrin, *École des métiers...*, p. 505.

<sup>72</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes...*, p. 91.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 91.

pension »<sup>74</sup>. La cotisation des plus riches permettrait de constituer un premier trousseau pour les jeunes filles sans fortune. Ce trousseau donnerait ainsi le temps à la directrice, en l'occurrence la citoyenne Montgery, « d'attendre que leur travail fournit à leur entretien »<sup>75</sup>. Par conséquent, les auteures proposent différents prix, en insistant néanmoins sur le fait que les filles auraient accès aux mêmes enseignements : « Dans ma maison d'éducation, il y aura différents prix pour les pensions (...), mais il n'y aura pas plusieurs tables; les alimens, les soins, les instructions, seront les mêmes pour toutes les pensionnaires sans distinction, ni préférences (...) »<sup>76</sup>. Les auteures développent ainsi une conception de l'égalité sociale basée sur l'accès des femmes à des apprentissages communs sans différence selon les statuts sociaux.

### **c) Éducation et travail : ou une autre façon de concevoir l'émancipation**

En établissant des corpus communs et accessibles à toutes, les auteures souhaitent lutter contre ce qu'elles voient comme une des conséquences les plus dévastatrices de l'éducation des femmes sous l'Ancien Régime : l'oisiveté. La femme utile à la nation en Révolution doit donc être éclairée, mais aussi occupée. Les travaux manuels font donc partie des enseignements pratiques qu'elles

---

<sup>74</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention...*, p. 3.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>76</sup> Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines...*, p. 42.

privilégient, avec à leur tête, les travaux d'aiguille<sup>77</sup>. En effet, les citoyennes de Besançon incluent dans leur programme le tricot, la couture et la broderie<sup>78</sup>. Mme de Genlis prévoit quant à elle l'enseignement du dessin, « borné aux fleurs »<sup>79</sup>, car elle estime cet art utile pour la broderie. Dans son école, Mme Mouret prévoit également consacrer le samedi matin pour l'apprentissage « de tous les petits ouvrages d'industries analogues aux occupations du sexe »<sup>80</sup>, occupations qui incluent la couture. L'école de la citoyenne Montgery intégrerait diverses fabriques de vêtements, car « les jeunes filles joueroit de bonne heure du plaisir d'être habillées des fruits de leur travail et prendroient sans effort le goût des préoccupations utiles »<sup>81</sup>. Les écoles des métiers pour femmes de la citoyenne Acrin seraient quant à elles essentiellement destinées à la broderie, la couture et la lingerie<sup>82</sup>. Finalement, la citoyenne Hardou considère la couture en perspective de son utilité pour la nation, puisqu'elle affirme que le produit final des travaux de ses élèves serait remis « aux enfants de nos frères morts pour la patrie »<sup>83</sup>.

---

<sup>77</sup> Seule Mme de Bastide envisage une formation en typographie : « La composition typographique nous semble être plutôt du ressort des femmes que des hommes, car les hommes ont bien de la peine à rester enfermés plusieurs heures, uniquement occupés d'un travail minutieux. La femme au contraire est naturellement sédentaire, adroite patiente, elle a plus d'élégance et de propreté dans ses travaux, sa conduite réglée et assidue promet une exécution plus prompte et en même temps moins fautive. » : Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes...*, p. 87-88.

<sup>78</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 481.

<sup>79</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 59.

<sup>80</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. III, p. 64.

<sup>81</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention...*, p. 7.

<sup>82</sup> Citoyenne Acrin, *Citoyenne Acrin, Écoles des métiers pour les femmes*, 25 avril 1792. Texte reproduit dans Hans-Christan et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 505.

<sup>83</sup> Citoyenne Hardou, non-titré, p. 517.

Aussi traditionnel l'apprentissage des travaux d'aiguille puisse-t-il sembler, il s'intègre néanmoins dans une vision globale qui souhaite émanciper la femme de sa subordination économique face à l'homme. Les textes sur l'éducation pendant la Révolution font donc grand cas de ces mères de famille, réduites à la déchéance en raison de l'irresponsabilité d'un mari qui dépenserait intempestivement toutes les ressources financières du ménage. Les femmes se révoltent du fait qu'elles sont à la merci à la fois d'un mari qui dépenserait la dot<sup>84</sup> et d'un père qui refuserait toujours à sa fille sa part d'héritage, car « pour la seule raison qu'elles naissent femmes, [les filles] sont dédaignées de leurs parents qui refusent de les établir pour réunir leur fortune sur la tête d'un fils »<sup>85</sup>. Si, pour les auteures, l'adoption de lois interdisant l'usage de la dot et le partage inégalitaire des héritages permettraient de cicatriser les plaies infligées par ces coutumes, c'est surtout l'accès au marché du travail qui constituerait le baume par excellence pour remédier à la dépendance économique des femmes envers les hommes.<sup>86</sup> En effet, les femmes accusent les hommes d'avoir volé leurs emplois. En résultat, celles ayant reçu un « commencement d'éducation plus libérale pour

---

<sup>84</sup> Anonyme, *Motions...*, p. 5.

<sup>85</sup> *Pétition des femmes...*, p. 5.; Mme B.B. s'insurge aussi contre le principe de primogéniture : « Réunissez-vous filles cauchoises et vous citoyennes des provinces régies par des coutumes aussi injustes et aussi ridicules (...). Réclamez, sollicitez l'abolition d'une loi qui vous réduit à la misère dès que vous venez au monde pour transporter à l'aîné de vos frères presque toute la fortune de vos pères. (...) La saine raison ne doit-elle pas être blessée d'une telle coutume, qui n'a sans doute, été inventée que pour peupler des provinces où des hommes orgueilleux et tyrans sont venus s'établir »? Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 53-54.

<sup>86</sup> La concurrence entre les hommes et les femmes au sein de métiers féminins était également dénoncée par les femmes sous l'Ancien Régime. Voir : Clare H. Crowston, *Fabricating Women: The Seamstresses of the Old Regime, 1675-1791*, Durham et Londres, Duke University Press, 2001, 508p.

être d'honnêtes citoyennes, il ne reste à la moitié d'entre elles de ressources que dans la fatigue de la servitude ou la dégradation ou la débauche »<sup>87</sup>.

Suivant un raisonnement selon lequel la société se doit à tous ses membres « non pour les faire vivre sans rien faire, mais pour les aider et les protéger, car nul ne peut dire je ne suis pas fait pour travailler puisque tous sont nés pour exister »<sup>88</sup>, les femmes réclament donc au gouvernement de leur faciliter l'accès au marché du travail. Elles demandent principalement des lois pour empêcher les hommes d'usurper leurs métiers, afin qu'ils ne puissent exercer sous « aucun prétexte les métiers qui sont l'apanage des femmes, soit couturière, brodeuse, marchande de modes, etc., etc.; que l'on nous laisse au moins l'aiguille et le fuseau, nous nous engageons à ne manier jamais ni le compas, ni l'équerre »<sup>89</sup>. Une telle loi ne « serait-elle pas juste »?, demande les *Motions*, puisqu'il existe des femmes :

dont l'intelligence et l'esprit pourroient les mettre en état de ne dépendre que d'elles-mêmes, s'il y en avoit quelques ressources suffisantes pour les femmes. Cette classe de femmes est très capable Messieurs, d'exercer une infinité de places lucratives occupées jusqu'à présent par des hommes; ne seroit-il pas juste d'abolir cet usage, et de réserver pour les femmes toutes espèces de bureaux de distribution, et tous les emplois quelconques, qui seroient à leur portée<sup>90</sup>?

L'assurance, pour conclure, de trouver un travail après une formation appropriée favoriserait alors l'autonomie des femmes, les rendrait utiles à la patrie et garantirait de meilleures mœurs. En effet, pour Mme de Bastide, l'ouverture

---

<sup>87</sup> Citoyenne Acrin, *École des métiers...*, p. 504.

<sup>88</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes...*, p. 88.

<sup>89</sup> *Pétition des femmes...*, p. 6.

<sup>90</sup> Anonyme, *Motions...*, p. 6.



d'une école destinée à l'apprentissage d'un métier procurerait « aux femmes une ressource aussi favorable aux mœurs qu'avantageuse pour l'industrie et pour l'État »<sup>91</sup>. Les *Motions* tiennent un raisonnement similaire en affirmant que les femmes qui prétendraient à être « placées un jour suivant leurs talens (...) sauront en acquérir; leur caractère, leur âme prendront un nouvel essor; les mœurs y gagneront »<sup>92</sup>.

## Conclusion

Entre 1789 et 1794, demander le droit à l'instruction s'inscrivait dans une vision émancipatrice de la condition féminine, car les auteures mettaient l'accent sur la liberté des femmes à utiliser leur raison afin de se soustraire à l'autorité masculine. Leurs requêtes étaient présentées conjointement à d'autres réclamations qui visaient l'affranchissement féminin, mais qui n'étaient pas considérées comme des obstacles les empêchant de remplir leurs fonctions domestiques en tant que mères et épouses : le droit au travail et l'abolition de la dot et de la primogéniture. En réclamant des moyens pour solidifier leurs qualités morales, les femmes argumentaient pour l'établissement de relations d'égalité et de réciprocité entre elles et les hommes, au sein du couple et de la famille. En insistant sur leurs responsabilités familiales, il semblerait que les femmes ne prévoyaient pas s'exclure de la politique puisque leur éducation visait la solidification du bonheur national par la diffusion de meilleures mœurs. Pendant

---

<sup>91</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes...*, p. 88.

<sup>92</sup> Anonyme, *Motions...*, p. 7.

la période révolutionnaire, cet argument est d'autant plus important puisqu'à cette époque, le gouvernement a placé la famille sous sa loupe puisqu'il la percevait comme la base de toute la cohésion sociale.

Dans le but d'achever la construction d'une nation vertueuse, les auteures souhaitaient que toutes les femmes, quel que soit leur statut social, soient instruites afin de développer leur jugement, leur coeur et leur esprit. Elles voulaient non seulement que les filles sachent lire, écrire, compter, mais aussi qu'elles parlent d'autres langues, qu'elles connaissent leur histoire, la géographie et surtout qu'elles assimilent les nouveaux fondements politiques et légaux de la société. On constate ainsi que contrairement à l'Ancien Régime, la finalité de l'instruction féminine ne visait plus la formation de bonnes chrétiennes, mais l'édification de patriotes utiles à la nation.<sup>93</sup> Le prochain chapitre tentera d'illustrer que cette nouvelle finalité de l'éducation a incité les auteures à discuter des compétences des religieuses qui enseignaient dans les couvents et à concevoir des projets pour l'implantation d'un réseau scolaire plus structuré que celui dirigé par l'Église.

---

<sup>93</sup>Martine Sonnet, *L'éducation des filles au temps des Lumières*, Paris, Éditions du Cerf, 1987, p. 234-240. Martine Sonnet affirme que jusqu'à la toute fin de l'Ancien Régime, l'instruction chrétienne est la seule finalité de l'éducation des filles, même à l'extérieur des couvents « Dans toutes les classes, y compris celles tenues par des maîtresses laïques, apprendre aux filles à connaître, aimer et servir Dieu constitue l'objectif prioritaire ». Martine Sonnet, « L'éducation des filles à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *Problèmes d'histoire de l'éducation*, Actes des séminaires de l'École française de Rome et de l'Università di Roma-La Sapienza, Paris, 1988, p. 62.

## Chapitre III

### L'école de la Révolution

À la veille de la Révolution, les enseignements réservés aux femmes prévoyaient généralement l'étude de la morale religieuse, les contenus laïcs étant limités aux rudiments de l'écriture, de la lecture, de l'arithmétique et de l'économie domestique<sup>1</sup>. Exclues des collèges et des universités, les filles recevaient ces enseignements de diverses façons selon leur statut social : d'une part au sein du domaine familial, par la mère de famille ou pour les plus riches, par une gouvernante ou plus rarement, un tuteur privé. D'autre part, elles avaient accès aux structures institutionnelles des couvents, petites écoles ou maisons charitables d'éducation réservées aux plus démunies. Désorganisé géographiquement et socialement inégal, ce réseau scolaire était principalement sous la protection des ordres religieux et autres communautés séculières féminines<sup>2</sup>. Le contrôle exercé par les autorités ecclésiastiques était si vaste qu'il

---

<sup>1</sup> Toutes les femmes n'avaient pas accès à ce minimum d'instruction, souvent pour des raisons économiques et géographiques. Les femmes de l'élite recevaient quant à elles une éducation beaucoup plus poussée. Voir : Linda Timmermans, *L'accès des femmes à la culture sous l'Ancien Régime*, Paris, Champion, 2005 [1993], p. 319-392.

<sup>2</sup> Roger Chartier, Marie-Madeleine Compère et Dominique Julia, *L'éducation en France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEDES, 1976, p. 231-247.; Depuis les stratégies du Concile de Trente pour freiner le prosélytisme protestant, les femmes étaient perçues par les milieux dévots comme des agents importants de la reconquête religieuse de la Contre-Réforme. C'est pourquoi l'Église déploya une importante partie de ses ressources financières en vue de prendre en charge l'éducation féminine, ce qui accentua l'importance presque exclusive de l'apprentissage de la foi catholique. Voir : Martine Sonnet, *L'éducation des filles au temps des Lumières*, Paris, Editions du Cerf, 1987, p. 15.; Elizabeth Rapley, *Les dévotes. Les femmes et l'Église en France au XVII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Bellarmin, 1995 [1990], p. 217-253.

s'exprimait jusque dans l'approbation des maîtresses laïques des petites écoles municipales par le curé de la paroisse et l'évêque du diocèse<sup>3</sup>.

Plusieurs ont critiqué l'encadrement scolaire des jeunes filles au cours des décennies qui ont précédé les événements révolutionnaires<sup>4</sup>. Parmi ces critiques, la dénonciation de l'instruction conventuelle fait figure de proue. En effet, l'accusant d'être insuffisante et corrompue, les philosophes et les pédagogues des Lumières ont remis en question l'éducation dispensée par des femmes ayant fait leurs vœux de clôture et s'adressant à des jeunes filles qui devaient quant à elles entrer dans le Monde<sup>5</sup>. La Révolution substitua néanmoins la pratique au discours philosophique en réduisant graduellement la mainmise de l'Église sur la société, affectant *ipso facto* une importante partie de l'encadrement scolaire des jeunes filles avec la fermeture des couvents, le 18 août 1792.

En tenant compte du fait que pendant la Révolution, et surtout lorsqu'elle se radicalisa, les femmes ont été le plus souvent identifiées comme porte-étendards du catholicisme, on aurait pu supposer que les textes concernant

---

<sup>3</sup> Olivier Devaux, *La pique et la plume. L'enseignement à Toulouse pendant la Révolution*, Toulouse, Eché, 1988, p. 21-33.; Bernard Gresperrin, *Les petites écoles sous l'Ancien Régime*, Rennes, Ouest-France, 1984, p. 123-142.

<sup>4</sup> De Poullain de la Barre à Riballier, en passant par Fénelon, Choderlos de Laclos, Rousseau, Fleury, Mme de Coicy, Mme de Miremont ou Mme Gacon-Dufour, plusieurs auteurs se sont prononcés sur les faiblesses de l'éducation féminine avant la Révolution. Voir : Paul Rousselot, *Histoire de l'éducation des femmes en France*, New York, Burt Franklin, 1883, tome II, p. 290-291.; Octave Gréard s'intéresse aux écrits de Mme de Maintenon, Mme d'Épinay, Mme Necker et Mme Roland. Voir : Octave Gréard, *L'éducation des femmes par les femmes, études et portraits*, Paris, Hachette, 1903 [1886], 360p.

<sup>5</sup> Léon Abensour, *La femme et le féminisme avant la Révolution*, Genève, Slatkine-Megariotis Reprints, 1977 [1923], p.380. Au XVII<sup>e</sup> siècle, l'éducation conventuelle des filles est peu critiquée, mais ce n'est plus le cas au XVIII<sup>e</sup> siècle. Voir : Wendy Gibson, *Women in Seventeenth-Century France*, Londres, MacMillan, 1989, p. 27-28.

leur instruction aient dénoncé la fermeture des couvents voués à l'enseignement<sup>6</sup>. Toutefois, le chapitre précédent a démontré qu'entre 1789 et 1794, la finalité de l'enseignement des femmes n'était plus de former de bonnes chrétiennes, mais plutôt des patriotes utiles à la nation. La Révolution nécessitant l'adaptation de l'éducation à cette nouvelle finalité, on ne peut donc pas détecter chez les auteures un mouvement général contre la condamnation de l'encadrement religieux qui disparaît quelques jours après la chute du Roi. Ce chapitre illustrera qu'en matière d'instruction, la mise à l'écart de l'autorité ecclésiastique a été accueillie positivement, car elle a permis aux auteures d'anticiper un réseau scolaire national supervisé par l'État et à la fois plus démocratique, structuré, homogène et transparent que celui contrôlé par l'Église d'Ancien Régime.

En distinguant les textes publiés avant et après la fermeture des couvents, la première partie du chapitre retracera l'évolution du discours féminin pour démontrer que les auteures ont mis en doute les capacités des religieuses à soutenir l'éducation des filles. Il sera possible de constater que contrairement aux pédagogues des Lumières, les femmes ont directement fait face à l'urgence de remplacer les autorités religieuses graduellement écartées du pouvoir d'instruire par les autorités révolutionnaires. La seconde partie illustrera que les auteures furent surtout préoccupées par la nécessité de déterminer qui pouvaient se

---

<sup>6</sup> Quelques ouvrages historiques témoignent des réticences des femmes à se départir du culte religieux sous la Révolution. Voir : Olwen Hufton, *Women and the Limits of Citizenship in the French Revolution*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, p. 91-130. ; Catherine Marand-Fouquet affirme que les femmes ont accru leurs pratiques religieuses pendant la Révolution. Selon elle, c'est ce qui expliquerait leur détachement progressif du domaine politique. Voir : Catherine-Marand-Fouquet, *La femme au temps de la Révolution*, Paris, Éditions Stock/Laurence Pernoud, 1989, p. 143-158 et p. 374-378.

qualifier pour être les institutrices les plus dignes de confiance. Elle exposera, ensuite, comment les auteures ont voulu outiller les nouvelles institutrices pour s'assurer qu'elles éduqueraient le plus loyalement possible les jeunes citoyennes de la monarchie constitutionnelle, puis de la République.

## **1) La réaction face à la diminution du contrôle de l'Église**

### **a) Le cheminement vers la fermeture des couvents**

Proposée officiellement pour la première fois à l'Assemblée nationale en décembre 1789 par le duc de La Rochefoucauld, l'idée de supprimer les couvents n'était pas, chez les députés, issue d'une volonté avouée de réformer l'instruction féminine. Ce fut plutôt le démantèlement des structures institutionnelles de l'Ancien Régime, entrepris en août 1789 avec l'abolition des privilèges, qui a rendu possible le cheminement vers la fermeture complète des couvents. Les solutions pratiques et idéologiques qui ont accompagnées le transfert de pouvoir politique ont alors écarté l'influence de l'Église jusque-là responsable de l'instruction des filles. Du côté idéologique, la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen statua sur les libertés individuelles et sur la liberté de culte, ce qui entraîna l'adoption d'un décret suspendant tout d'abord les vœux religieux en novembre 1789, puis les supprimant en février 1790.

Pourtant, jusqu'à la crise de la Constitution civile du clergé en 1790-1791, ce sont moins les préoccupations idéologiques que financières qui alimentèrent les décisions des députés. En effet, les problèmes entraînés par la crise fiscale et la dette nationale ont conduit les autorités politiques à adopter un décret pour la

confiscation par l'État des biens du clergé. Conséquemment, dès l'hiver 1790, plusieurs communautés de religieuses furent amputées d'une partie de leurs revenus et de leurs possessions, tout en étant touchées par l'impossibilité de regarnir leurs effectifs avec de jeunes novices<sup>7</sup>. Les femmes ayant choisi d'entrer en religion étaient par ailleurs libres de s'y soustraire si elles le désiraient<sup>8</sup>. Cette sécularisation à la fois des religieux et de leurs biens enclencha le processus des débats entourant la Constitution civile du clergé.

Avec la Constitution civile, adoptée le 12 juillet 1790 après de douloureux déchirements entre les Constituants, tous les membres de l'Église étaient dorénavant considérés comme des fonctionnaires publics qui, à partir de juin 1791, devaient prêter serment à la nation<sup>9</sup>. Rejetée par le Pape, la Constitution civile du clergé fit basculer les préoccupations financières vers des préoccupations principalement idéologiques en établissant un antagonisme entre les personnalités ecclésiastiques ayant prêté serment à la nation et celles ayant refusé de jurer. Un refus était désormais considéré comme un signe d'appartenance au mouvement contre-révolutionnaire<sup>10</sup>. Cet argument, combiné avec la volonté d'abolir toute forme de corporatisme s'immisçant entre la nation et le gouvernement, fit de la suppression des couvents un élément essentiel non

---

<sup>7</sup> En février 1790, les ordres religieux contemplatifs sont totalement supprimés.

<sup>8</sup> Pierre de La Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, Plon, 1912, Tome 1, p. 85-191. (515p.)

<sup>9</sup> Sur l'influence immédiate de la question religieuse dans la consolidation des appartenances des députés à différents regroupements politiques, voir : Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997 [1996], p. 228-277.

<sup>10</sup> Timothy Tackett, *La Révolution l'Église, la France. Le serment de 1791*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1986, [1985], p. 205-228.

seulement de la laïcisation de l'État, mais aussi de l'effacement de « toute trace visible d'une soumission à une autre forme idéologique que la Révolution »<sup>11</sup>.

Avec ces objectifs en tête, se sont enchaînés des décrets ayant mené directement à la fermeture des couvents. Ordre fut tout d'abord donné le 8 janvier 1792 de disperser les communautés séculières qui accueillaien et soutenaient des prêtres réfractaires. Alors que s'intensifia la lutte contre les non-jureurs, le costume religieux fut interdit en avril 1792. Le 18 août 1792, les couvents furent finalement vidés à la suite du décret supprimant tous les ordres, incluant cette fois les hospitalières et les enseignantes qui, jusque-là, avaient été passablement épargnées en raison des besoins sociaux qu'elles tentaient toujours de combler<sup>12</sup>. La hantise de spectres anti-révolutionnaires, accentuée par la chute du Roi le 10 août 1792, la guerre et la menace fédéraliste entraînèrent finalement la stigmatisation des religieux et la répression associée à l'entreprise de déchristianisation qui culmine sous la Terreur au cours des années 1793 et 1794<sup>13</sup>. Ce n'est qu'en 1798 que seront autorisées de nouveau les communautés d'hospitalières, suivies entre 1802 et 1808 des couvents d'enseignantes et finalement entre 1817 et 1827, des couvents de contemplatives<sup>14</sup>.

---

<sup>11</sup> Gwenaël Murphy, *Les religieuses dans la Révolution française*, Paris, Bayard, 2005, p. 57.

<sup>12</sup> Bernard Cousin, Monique Cubells et René Moulinas, *La pique et la croix. Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, Centurion, 1989, p. 98.

<sup>13</sup> Michel Vovelle, *La Révolution contre l'Église. De la raison à l'Être Suprême*, Éditions Complexe, 1988, p. 155-230.

<sup>14</sup> Gwenaël Murphy, *Les religieuses...*, p. 46.



## **b) Les femmes, l'éducation et la religion : avant la fermeture des couvents**

En général, les mesures qui ont mené à la fermeture des couvents furent bien accueillies par les auteures étudiées dans le cadre de ce mémoire. Toutefois, leur argumentation tenait beaucoup plus d'une volonté de réformer l'instruction féminine dès le début de la Révolution alors que pour les autorités politiques, la fermeture des couvents émergeait surtout d'un besoin de regarnir les coffres de l'État, de laïciser les institutions publiques et de soumettre l'ensemble des Français à l'idéologie révolutionnaire. Cela dit, sans former un chœur vibrant à l'unisson, les textes féminins sur l'éducation désapprouvèrent rarement les projets et les décisions prises en matière de religion par les Constituants, les Législateurs et les Conventionnels. Avant août 1792, alors que la censure terroriste n'opprimait pas encore tout à fait la liberté d'expression, on remarque une certaine diversité de l'opinion féminine.

En effet, la façon dont est abordé le problème religieux par les femmes qui revendiquent des améliorations de l'instruction féminine reproduit parfois les inquiétudes qui alimentent les discussions au sein de l'Assemblée nationale. Pour certaines, l'argumentation est structurée par des préoccupations financières qui vont de pair avec les soucis des députés. Ainsi, en 1789, Mme B.B., dans ses *Réclamations et doléances* demande à l'État de confisquer les biens usurpés illégalement par la noblesse et le clergé afin de régler le problème de la dette

nationale<sup>15</sup>. Cette dernière propose que soient dépouillées à cet effet les archives et les chartres des chapitres, des abbayes et autres communautés religieuses. Seraient ainsi identifiées les donations effectuées par les « ignorants pères de famille » qu'elle accuse d'une dévotion fanatique ayant été autrefois une source malicieuse de profit pour l'Église<sup>16</sup>. La critique de Mme B.B. n'atteint pourtant pas les communautés enseignantes dont elle respecte les mœurs et les services qu'elles rendent à la société. La redistribution des biens de l'Église permettrait de renflouer les coffres de ces communautés religieuses qui n'ont « pas assez pour vivre »<sup>17</sup> et dont le labeur atteint une valeur inestimable pour la population.

Pour d'autres, l'argument relié à la précarité économique s'articule moins autour des problèmes financiers de l'État que des problèmes concernant directement la condition féminine. C'est notamment le cas des femmes du tiers état, qui dans leur *Pétition des femmes du Tiers-État au Roi*, publiée le 1<sup>er</sup> janvier 1789, demandent que les emplois féminins, à savoir ceux de couturières, brodeuses et marchandes de mode soient réservés exclusivement aux femmes. L'argument est simple : les femmes du tiers naissent presque toutes sans fortune et reçoivent une éducation insatisfaisante. Par conséquent, le manque d'emploi et d'instruction les force à épouser de malheureux artisans ou à se jeter dans un

---

<sup>15</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances et réclamations des femmes*, 1789. Texte reproduit dans Paule-Marie Duhet, *Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes*, Paris, Des femmes 1981, p. 55.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 57.

cloître, car ceux-ci n'exigent « qu'une dot médiocre »<sup>18</sup>. La difficulté de subsister est ainsi associée à la décision de se retirer du Monde, ce qui alimente les préjugés qui perçoivent les religieuses comme d'ignorantes victimes enchaînées à leur établissement contre leur gré. Un tel point de vue révèle ainsi que prendre le voile n'est pas un choix, mais bien une obligation.

Reprise par d'autres textes publiés à l'époque où l'on discute des droits de l'homme, cette image des religieuses repose au coeur des multiples enjeux soulevés par l'établissement des libertés individuelles. Ainsi, ce n'est pas tant le couvent que l'obligation de la réclusion des personnes chargées de l'instruction qui est contestée. Larmes, désespoir, confrontation des passions et sacrifices involontaires, tels seraient les maux marquant le quotidien des recluses, décrits en 1789 par l'auteur anonyme des *Motions adressées à l'Assemblée nationale en faveur du sexe*<sup>19</sup> ; celle-ci parlant en connaissance de cause puisqu'elle mentionne avoir été enfermée dans un cloître jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans. Cependant, à la différence des autorités politiques, cette perspective situe le problème religieux moins au niveau de l'interférence entre l'Église, l'État et la Nation qu'à travers l'influence directe des religieuses dans l'éducation des filles. Comment supposer, en effet, que ces femmes puissent parvenir à instruire efficacement les élèves alors qu'elles agissent sous la contrainte et sont livrées à la pire des mélancolies?

C'est pourquoi les *Motions* demandent que soient libérées les religieuses de leurs

---

<sup>18</sup> *Pétition des femmes du Tiers-État au roi*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.186, 1789, p. 5.

<sup>19</sup> Anonyme, *Motions adressées à l'Assemblée nationale en faveur du sexe*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 6.2.768, Reproduction de l'édition de Paris, De l'imprimerie de la veuve Delaguerre, 1789, p. 7.

voeux, car « la faculté de rompre leurs chaînes sera un mérite de plus si elles les conservent »<sup>20</sup>. En estimant qu'elles pourraient être recluses, mais également libres de ne plus l'être, les *Motions* appuient ainsi les mesures prises par le gouvernement qui a suspendu les voeux, dont celui de clôture, en 1789 pour ensuite les supprimer définitivement en 1790.

Cependant, toutes n'embrassent pas cet aspect des idées issues de la critique des Lumières et transmises dans la pensée révolutionnaire au sujet des religieuses<sup>21</sup>. Le *Discours sur la suppression des couvens de religieuses et sur l'éducation publique des femmes*, publié en 1790 par Mme de Genlis, mentionne que celles-ci sont loin d'être complètement ignorantes puisqu'elles possèdent des bibliothèques où les Écritures saintes côtoient les ouvrages de Bossuet, Fénelon, Pascal, Nicole, Bourdalou, ou Massillon<sup>22</sup>. Élevée au couvent de Belle-Chasse, un monastère gouverné par une prieure triennale, Stéphanie-Félicité de Genlis reproche aux députés d'envisager la suppression de tous les couvents, alors qu'une telle décision ne devrait s'appliquer qu'aux abbayes<sup>23</sup>. Selon elle, les abbayes, dirigées par des abbesses qui agissent avec une souveraineté frôlant le despotisme, sont des lieux où se jouent des intrigues similaires à celles que l'on

---

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>21</sup> Les communautés enseignantes n'étaient pas les seules institutions religieuses soumises à la critique. Sur les soeurs hospitalières et la critique des Lumières contre les voeux de clôture, voir; Marie-Claude Dinot-Lecomte, « Du « bon usage » de la clôture et de l'enfermement dans les établissements charitables aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », *Histoire, Économie et Société*, 3 (2005), p. 355 à 371.

<sup>22</sup> Stéphanie Félicité de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens de religieuses et sur l'éducation publique des femmes*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 12.999, Reproduction de l'édition de Paris, Onfroy Libraire, 1790, p. 12-13.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 1-3.

peut observer à la Cour<sup>24</sup>. Les religieuses y useraient des mêmes astuces que les courtisans, en employant la séduction et non le mérite pour obtenir les grâces et les dignités dispensées par l'abbesse. Mme de Genlis estime alors que l'ambition, la flatterie, la vanité, la jalousie et l'envie qui ont libre cours dans les abbayes soutenues par les « classes » les plus riches de la société sont des vices totalement inconnus des couvents dirigés par des prieures triennales, car ces dernières sont élues à la pluralité des voix<sup>25</sup>.

Aux yeux de l'auteure, certains couvents méritent donc d'être conservés, moyennant le fait que les vœux ne puissent être prononcés avant l'âge de quarante ans et que les institutrices soient toujours libres de sortir des monastères<sup>26</sup>. On remarque ainsi que l'opinion des femmes varie selon les perspectives abordées, mais qu'elles se rejoignent aussi sensiblement. En général, leur argumentation retient les idées des Lumières sur les religieuses pour les intégrer aux valeurs révolutionnaires. Soutenant les principes des libertés individuelles, les femmes accueillent donc positivement les premières évolutions vers la fermeture des couvents, sans nécessairement revendiquer le retrait complet des religieuses du monde de l'enseignement. Pourtant, une fois ce retrait consolidé, aucune ne réclame leur retour ou ne pleure leur départ.

---

<sup>24</sup> Mme de Genlis partageait un point de vue répandu dans l'opinion publique des Lumières sur les abbesses, comme en témoigne le procès contre Mme de Lanthilac, abbesse de l'abbaye de Beaumont, étudiée par Mita Choudhury. Voir : Mita Choudhury, « Despotism Habits; The Critique of Power and Its Abuses in an Eighteenth-Century Convent », *French Historical Studies*, 23, 1 (2000), p. 33-65.

<sup>25</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvents...*, p. 3-4.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 4 et p. 23.

### **c) Les femmes, l'éducation et la religion : après la fermeture des couvents**

Avant la fermeture des couvents, alors que règne toujours une certaine liberté d'expression, seulement deux auteures proposent une longue réflexion sur la nécessité de ne pas évacuer la religion et les apprentissages cultivant la foi divine. Il s'agit premièrement de Mme de Genlis, qui invoque l'importance de conserver le catéchisme religieux dans le corpus scolaire féminin et ensuite du journal de Mme Mouret, *Les Annales de l'éducation du Sexe*, qui consacre trois numéros à discuter favorablement de la religion et de Dieu<sup>27</sup>. Sinon, les paragraphes précédents ont démontré que la question religieuse est habituellement abordée non pas par rapport à l'importance de préserver l'instruction catholique, mais plutôt par une remise en question des compétences des institutrices religieuses.

En règle générale cependant, ce n'est pas cette discussion sur l'enfermement, les religieuses et l'importance des couvents qui se démarque des textes publiés après août 1792. Cette problématique semble déjà chose du passé, et il ne convient pas d'y revenir. Ceci s'observe de deux façons. Tout d'abord, quelques auteures s'expriment brièvement, mais ouvertement sur les bienfaits de la suppression des couvents. C'est le cas de la citoyenne Laroche qui, dans son *Prospectus pour l'éducation des citoyennes*, avoue être pénétrée de la « salutare

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. iii-xxiv.; Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe ou Journal des demoiselles*, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.170, 12.1196. Reproduction de l'édition de Paris, chez l'auteur, 1790, vol.V, p. 99-116, vol.VI, p. 123-129, vol. VII, p. 147-160.

suppression des monastères »<sup>28</sup>. Les membres du club politique des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon célèbrent quant à elles la fin du contrôle des religieuses sur l'instruction en général. En effet, leur *Plan d'éducation pour les jeunes filles de la République proposé à la Convention*, envoyé à Paris en janvier 1793, accuse les religieuses d'ignorance et de superstition<sup>29</sup>. Les femmes considèrent donc la mise en échec de l'autorité du clergé enseignant comme un avantage pour la société.

Le non-dit semble néanmoins plus bavard que l'expression écrite des opinions. En effet, on remarque, en second lieu, qu'à partir d'août 1792, les textes ne se soucient plus d'évoquer la question des couvents et des religieuses; ni pour appuyer, ni pour dénoncer les effets des décisions prises à la Convention à leur sujet. Qui plus est, les auteures ne s'intéressent tout simplement pas à la religion. La citoyenne Montgery, profitant de l'abandon des couvents, demande dans sa pétition reçue le 27 janvier 1793 par le président de la Convention, Rabaut Saint-Étienne, que lui soit confié un ancien couvent de religieuses<sup>30</sup>. Elle affirme que cet établissement lui permettrait de se charger de l'instruction de jeunes filles issues de milieux défavorisés. Outre cette requête, l'auteure

---

<sup>28</sup> Citoyenne Laroche, *Prospectus pour l'éducation des citoyennes*, Non-daté. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988], p. 520.

<sup>29</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation pour les jeunes filles de la République, proposé à la Convention par la Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon*, 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 482.

<sup>30</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention nationale suivie de Pétition présentée à la Commune*, Paris, De l'imprimerie de la veuve Guyol, 1793, Tolbiac, BNF, Rez-de-jardin, MFICHE 8- FM- 3788., p. 2 et p. 5.

n'exprime pas explicitement son avis sur le rôle qu'auraient pu avoir les religieuses dans l'instruction des filles. Elle ne se questionne pas plus sur leurs compétences dans l'enseignement. On ne trouve aucune référence à ces questions dans le projet, non titré, des règlements d'une école par la citoyenne Hardou, adressé aux Conventionnels en 1793<sup>31</sup>. Règne le même mutisme dans trois autres textes : le *Plan d'éducation pour les jeunes personnes suivant celui de notre nouvelle Constitution*, rédigé par la citoyenne Lemaignan à Paris le 12 août 1793, l'*Avis aux mères républicaines ou mes réflexions sur l'éducation des jeunes citoyennes* de la citoyenne Guérin-Albert en 1793 et finalement, la *Pétition renvoyée à Bouquier et Villard* le 8 mai 1794 de la citoyenne Valincourt<sup>32</sup>.

Bien sûr, ces silences correspondent surtout à l'époque de la radicalisation de la Révolution. La fermeture des couvents suit une série de mesures adoptées dans le but de faciliter la répression des prêtres réfractaires et d'abolir l'interférence d'une idéologie autre que pro-révolutionnaire s'insérant entre le pouvoir et le peuple. La décision de supprimer tous les ordres et de fermer les couvents est prise presque en même temps que la chute du Roi et l'établissement de la République. La suite des événements mène à la Terreur où l'appui à la religion pouvait entraîner la persécution, l'exil, et dans le pire des cas, mener à la

---

<sup>31</sup> Citoyenne Hardou, non-titré, 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture, et Révolution...*, p. 516-519.

<sup>32</sup> Citoyenne Lemaignan, *Plan d'éducation pour les jeunes personnes suivant celui de notre nouvelle Constitution*, Paris, 12 août 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 473-477.; Citoyenne Guérin-Albert, *Avis aux mères républicaines ou mes réflexions sur l'éducation des jeunes citoyennes*, De l'Imprimerie de la citoyenne Fonrouge, Jardin de l'Égalité, non-daté. BNF Tolbiac, Rez-de-jardin 8-R-13625, 49p.; Citoyenne Valincourt, *Pétition renvoyée à Bouquier et Villard le 19 floréal*, 1794. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 485-490.



guillotine. Pourtant, si la peur de la répression a certainement existé celle-ci ne permet pas d'expliquer à elle seule les silences présents en matière de religion dans de nombreux textes publiés après la fermeture des couvents jusqu'à la chute des robespierristes en 1794.

En effet, deux autres textes publiés avant la radicalisation de la Révolution ne se préoccupent aucunement des structures religieuses encadrant l'instruction des filles. Il s'agit du plan des *Écoles des métiers pour les femmes*, rédigé le 25 mai 1792 par la citoyenne Acrin, ainsi que de la « Première lettre d'une femme sur l'éducation de son sexe », un article d'opinion rédigé par madame L., et publié le dimanche 24 avril 1791 dans *Le Courrier de l'hymen ou Journal des dames*<sup>33</sup>. De plus, sur les quinze auteures étudiées, toutes dates confondues, seules Mmes de Genlis et Mouret soulignent l'importance des connaissances de la foi chrétienne. Finalement, les deux premiers chapitres de ce mémoire ont tenté de démontrer que les femmes ont demandé le droit à l'éducation pour manifester leur appartenance à la nation et leur appui à la Révolution afin de justifier leur statut de citoyennes actives. Ce faisant, elles s'intéressaient moins à la nécessité de préserver les apprentissages religieux qu'à la façon de développer les enseignements moraux et intellectuels afin de s'extirper de la domination masculine et de démocratiser l'instruction dans le but de devenir des patriotes utiles à la nation et de construire une société vertueuse.

---

<sup>33</sup> Citoyenne Acrin, *Écoles des métiers pour les femmes*, 25 avril 1792. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution...*, p. 504-514.; Mme L., « Première lettre d'une femme sur l'éducation de son sexe », *Le Courrier de l'Hymen ou Journal des Dames*, no. 19, BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.176, Reproduction de l'édition de Paris, chez L.P. Couret, 1791, p. 73-74.

Avant même que ne se radicalise la Révolution, la question religieuse n'est donc pas le premier souci des auteurs. Tel que le souligne Mme de Bastide dès le 19 novembre 1790, les couvents apparaissent surtout aux auteures comme un symbole de conservation des inégalités sociales : « il faut remplacer avec avantage ces couvents de religieuses ou maison d'éducation, qui n'ont souvent d'autres bases que le prix de la pension des élèves »<sup>34</sup>. Il est donc possible d'affirmer qu'en général les auteures de textes sur l'éducation faisaient face à des préoccupations qu'elles jugèrent plus importantes que les enjeux entourant le rôle de l'Église dans l'encadrement scolaire des jeunes filles.

## **2) Les nouvelles institutrices**

### **a) Justification des compétences des auteurs : convaincre pour s'imposer**

La première partie a démontré que la plupart des femmes se montrent surtout critiques au sujet du rôle des religieuses dans l'instruction des filles. Cette seconde partie souhaite mettre en évidence le fait qu'entre 1789-1794, la discussion sur les couvents ne représente qu'une infime composante d'une réflexion beaucoup plus importante sur le choix des institutrices et les moyens proposés pour s'assurer que leurs enseignements seront conformes aux idéaux des nouveaux régimes politiques. Ceci laisse supposer que la nécessité de

---

<sup>34</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes. École gratuite de Typographie en faveur des femmes, sous la protection de la municipalité de la ville de Paris, proposée par la dame de Bastide, avec mémoire imprimé et manuscrit à l'appui*, 19 novembre 1790. Texte reproduit dans Paule-Marie Duhet, *Cahiers de doléances des femmes...*, p. 90.

remplacer le vide créé par la mise à l'écart du pouvoir religieux au sein du réseau scolaire fournit alors l'occasion idéale aux auteures pour s'imposer comme remplaçantes. En effet, ces dernières se considèrent en mesure de relever le défi d'instruire les filles de la Révolution. Il est donc intéressant de souligner tout d'abord les arguments qu'elles exposent pour justifier leurs compétences dans le domaine de l'éducation. Puisque leurs projets sont adressés aux autorités politiques comme des modèles à reproduire et à diffuser, les façons dont elles envisagent les procédés de recrutement de nouvelles institutrices en vue de restructurer l'instruction des femmes seront ensuite abordées. Il sera possible de constater que leurs idées tendent vers le même objectif : inspirer l'État pour qu'il prenne en charge et mette en place un plan défini et cohérent d'instruction féminine.

En effet, sur les 15 textes étudiés dans ce mémoire, onze présentent des projets pour améliorer l'éducation féminine. Alors que quatre auteures se prononcent sur le droit à l'éducation et à ses bienfaits pour la France<sup>35</sup>, toutes les autres ajoutent une demande formulée à l'intention de l'Assemblée nationale pour ouvrir des écoles<sup>36</sup>. Pour obtenir cet accord officiel, les femmes tentent donc de mettre en évidence les éléments qui les distinguent des autres enseignantes et ce, dans le but d'asseoir leur crédibilité et de convaincre les lecteurs de

---

<sup>35</sup> Ces textes sont : *La Pétition des Femmes du Tiers-État*, les *Doléances* de Mme B.B., les *Motions adressées à l'Assemblée nationale en faveur du sexe* et la lettre de Mme L. dans *Le Courrier de l'Hymen*.

<sup>36</sup> *L'Avis aux mères républicaines* de la citoyenne Guérin-Albert ne réclame pas aux autorités un lieu pour ouvrir une école. L'auteure offre plutôt des conseils adressés directement aux mères et aux institutrices.

l'honnêteté de leur démarche. Leur argumentation s'articule de quatre façons qui ne sont pas nécessairement exclusives.

Tout d'abord, la justification de leurs compétences dans l'enseignement est présentée par la mention de publications, passées ou à venir, de textes éducatifs ou de contes moraux. De ces témoignages d'un intérêt pour le sujet, citons *Adèle et Théodore* et le *Discours sur l'éducation de M. le Dauphin*, par Mme de Genlis, *La maman républicaine* par la citoyenne Valincourt ou l'ensemble du journal des *Annales de l'éducation de sexe*, parsemés de fables et de contes divers pondus par Mme Mouret<sup>37</sup>. D'autres, en deuxième lieu, préfèrent mettre en valeur leur expérience sur le marché du travail. C'est notamment le cas de la citoyenne Acrin qui signe son texte à titre d'ancienne brodeuse de la maison du Roi et du corps royal de la marine ainsi que de la citoyenne Montgery qui affirme avoir accumulé douze ans d'expérience dans le monde de l'éducation<sup>38</sup>.

Troisièmement, la qualité de mère et de femme permet également de faire preuve de capacités à enseigner. Plusieurs auteurs, dont Mme Mouret, Mme de Genlis, la citoyenne Guérin-Albert, et l'auteure anonyme des *Motions* mentionnent avoir élevé elles-mêmes leurs enfants, filles ou garçons, ce qui justifie la possession des prédispositions requises dans le domaine de

---

<sup>37</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. iii, et p. 1 et p. 36.; Citoyenne Valincourt, *Pétition renvoyée à...*, p. 489.; Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, Vols I à VIII.

<sup>38</sup> Citoyenne Acrin, *Écoles des métiers...*, p. 514.; Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention nationale...*, p. 2.

l'éducation<sup>39</sup>. Par ailleurs, si ce n'est pas le potentiel de l'expérience maternelle qui est mis de l'avant, la féminité peut justifier à elle seule le talent de l'institutrice. Par exemple, c'est parce qu'elle est femme que la citoyenne Laroche désire consacrer tous ses moments à « éclairer un sexe dont elle sait le génie »<sup>40</sup>. La même raison est invoquée par Mme de Bastide qui affirme avoir « à coeur le bonheur de mon sexe »<sup>41</sup>. La connaissance des besoins éducatifs des filles est ainsi fondée par le simple fait d'être du même sexe.

Au delà de ces trois éléments trône enfin l'argument principal, c'est-à-dire l'affirmation d'un soutien inconditionnel à la Constitution, puis à partir de 1792, à la République. La citoyenne Montgery souhaite ouvrir un établissement d'éducation pour filles parce qu'elle affirme être « brûlante d'amour pour le bien de la patrie et de ses semblables »<sup>42</sup>, une rhétorique que l'on retrouve dans tous les textes. En effet, les institutrices autoproclamées que sont Mme Mouret, les citoyennes Hardou, Valincourt ou celles de Besançon pour ne nommer que celles-ci, associent leur au zèle patriotique à l'amour de la nation et au désir d'être utiles à la patrie. Les textes suggèrent que les auteures considéraient l'enseignement comme un acte fondamentalement patriotique ne nécessitant pas

---

<sup>39</sup> Mme Mouret a élevé ses trois garçons. Aussi, pour donner des conseils sur l'éducation des hommes, elle mentionne la parution d'un journal dédié au Roi et présenté à l'Assemblée nationale par M. Le Roux : *Journal d'éducation publique*, ainsi que la critique élogieuse de ce journal dans les *Annales Universelles et Méthodiques*. Voir : Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. IV, p. 75-79.; Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 1.; Citoyenne Guérin Albert : « Si je n'ai point la sotte sévérité d'une religieuse, j'ai la prudence éclairée d'une mère », *Avis aux mères républicaines...*, p. 25.

<sup>40</sup> Citoyenne Laroche, *Prospectus pour l'éducation des citoyennes...*, p. 520.

<sup>41</sup> Mme de Bastide, *L'imprimerie des femmes...*, p. 92.

<sup>42</sup> Citoyenne Montgery, *Pétition présentée à la Convention nationale...*, p. 7-8.

toujours de compétences concrètes dans ce domaine. Ultimement, il suffisait aux auteurs de témoigner de leur attachement à la Révolution pour légitimer leurs demandes auprès des autorités.

Entre 1789 et 1794, une des plus importantes finalités de l'enseignement est, comme le souligne la militante Hardou, de faire « germer dans les coeurs de nos jeunes citoyennes l'amour de la liberté et de l'égalité »<sup>43</sup>. Comme il en a été discuté plus amplement dans le premier chapitre, ce type d'argumentaire correspond tout à fait à l'idéal de régénération qui nécessite la reconstruction complète du citoyen. Il faut ajouter maintenant que cette perspective peut rendre suspecte toute expérience accumulée dans l'enseignement sous l'Ancien Régime. Le fait que la majorité des auteures cherchent à imposer leur autorité en renouvelant leur déclaration d'appui aux régimes politiques et en soulignant leur désir d'en transmettre les principes laisse supposer que ces éléments sont jugés comme des qualités essentielles chez une institutrice. Ce raisonnement justifie non seulement un certain degré de qualification, mais aussi la demande pour l'établissement d'un système pointu de surveillance des institutrices, afin de s'assurer que celles-ci respectent leurs engagements patriotiques.

#### **b) Le choix des institutrices : surveiller, diffuser et structurer**

En effet, une fois l'autorité des auteures bien établie et les lecteurs convaincus de leurs compétences, il reste alors à diffuser les méthodes proposées,

---

<sup>43</sup> Citoyenne Hardou, non-titré..., p. 516.

et surtout, s'assurer que les institutrices s'y soumettent. Les diverses conceptualisations du processus de sélection et de surveillance des institutrices témoignent de l'ambition de structurer l'enseignement des filles plus largement et plus efficacement que sous l'Ancien Régime. À cet effet, les citoyennes de Besançon avancent même que les mères de famille, s'occupant de l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de six ans, devraient être surveillées par des « inspecteurs nommés par la nation dans chaque département. » Ces inspecteurs sillonneraient « tous les cantons pour examiner si les mères remplissent leurs devoirs, et leur donner les avis et les conseils qu'ils jugeraient convenables aux circonstances »<sup>44</sup>. Mme Mouret demande plutôt que soient choisies, dans les soixante districts de la capitale, soixante maîtresses d'éducation qui se seraient distinguées par leurs mœurs et leur zèle. Chaque maison d'éducation aurait une présidente d'éducation, à qui serait assignée une sous-présidente, une économe, une médiatrice et « autant de maîtresses de classe que la population l'exigera »<sup>45</sup>. Pour s'assurer du meilleur fonctionnement de ces écoles, celles-ci devraient être surveillées par les officiers municipaux dont le compte-rendu des visites serait rendu public<sup>46</sup>.

La publicité des comptes-rendus et des plans d'éducation est donc un élément essentiel du système de surveillance envisagé par les auteures. Par exemple, les six écoles parisiennes des métiers pour femmes de la citoyenne

---

<sup>44</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 480.

<sup>45</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. I, p. 5.

<sup>46</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 4-5.

Acrin seraient constituées de classes composées de trois professeurs. Les classes seraient surveillées par une inspectrice générale qui rendrait compte « de ses observations verbalement ou par écrit au département »<sup>47</sup>. Dans le même ordre d'idées, la citoyenne Valincourt se propose de former elle-même gratuitement les futures institutrices. Une fois ceci accompli, la transparence de leurs enseignements serait assurée par leur correspondance entre les départements, correspondance dont le contenu serait examiné par un rapporteur nommé par la Convention nationale<sup>48</sup>. Pour Mme de Genlis, les institutrices seraient choisies à Paris, selon leurs compétences<sup>49</sup>. Ces dernières s'engageraient à observer scrupuleusement le plan d'éducation en prêtant un serment civique<sup>50</sup>. La citoyenne Hardou recommande plutôt des leçons publiques afin que les parents puissent juger eux-mêmes « de l'instruction donnée »<sup>51</sup>. Si cette dernière ne prévoit aucune rétribution pour les services rendus par l'institutrice<sup>52</sup>, la plupart des autres prévoient, sinon un salaire, du moins des avantages sociaux, ou comme le mentionne Mme Mouret, « une retraite assurée après un certain nombre d'années d'exercice »<sup>53</sup>.

On remarque ainsi que les femmes insistent sur la transparence des structures scolaires afin de s'assurer que les enseignements soient conformes aux

---

<sup>47</sup> Citoyenne Acrin, *Écoles des métiers...*, p. 513.

<sup>48</sup> Citoyenne Valincourt, *Pétition renvoyée à...*, p. 488.

<sup>49</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 24.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>51</sup> Citoyenne Hardou, non-titré..., p. 517.

<sup>52</sup> « les parents ne consulteront (...) que leur patriotisme et les égards que méritent un dévouement aussi désintéressé que possible ». *Ibid.*, p. 519.

<sup>53</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. I., p. 4.



plans proposés. Pour atteindre ces objectifs de transparence et d'homogénéité, l'aide de l'État, représenté par des députés, des rapporteurs ou des officiers municipaux est indispensable. Ces femmes ont donc une vision qui n'exclut pas l'influence de l'État dans le monde scolaire féminin et, *vice versa*, qui n'exclut pas l'influence des femmes dans le monde politique par l'entremise du réseau scolaire féminin. En effet, en partageant leurs idées, les femmes estiment être une source d'inspiration pour les législateurs. Mme de Genlis, par exemple propose les grandes lignes des plans à adopter aux autorités politiques : « Un excellent plan d'éducation nationale ne peut être fait que par des Législateurs, parce qu'il faut nécessairement que les lois, bien loin de mettre obstacle à la bonté de ce plan, concourent à sa perfection »<sup>54</sup>. L'auteure expose une volonté d'homogénéisation de l'éducation féminine en insistant sur la nécessité d'imprimer et de diffuser un plan d'éducation nationale, afin qu'il y ait « pour un grand nombre d'élèves une culture uniforme et simple »<sup>55</sup>. Ainsi un réseau solide d'établissements scolaires féminin constitue un instrument important pour procéder au projet politique d'uniformisation des lois et des coutumes sur l'ensemble du territoire français : « Que la nation ne fasse plus qu'une même famille, régie par la même coutume, n'ayant qu'un même poids et une même mesure »<sup>56</sup>.

---

<sup>54</sup> Mme de Genlis, *Discours sur la suppression des couvens...*, p. 46.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 56-58.

<sup>56</sup> Mme B.B., *Cahier des doléances...*, p. 59.

Avant de conclure, il faut noter que deux textes prévoient un système d'élections contrôlé par des femmes pour choisir les institutrices. Les militantes regroupées au sein des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon en 1793 souhaitent effectivement que les candidatures des institutrices soient publiquement affichées dans chaque paroisse de chaque canton et dans le chef-lieu de chaque district. Ces dernières seraient élues par des femmes réunies en assemblée primaire dans le chef-lieu de leur canton. Pour être acceptée, l'institutrice devrait recevoir les deux tiers du suffrage, et une fois choisie, aurait un rang distingué dans toutes les cérémonies politiques et dans les fêtes nationales<sup>57</sup>. Ce principe électif n'est pourtant pas réservé au langage républicain puisque trois ans avant le club de Besançon, Mme Mouret propose déjà que le choix des institutrices soit effectué grâce à un concours présidé par un comité d'électeurs, comme la « Nation a fait pour le choix des électeurs et des députés de l'assemblée des États généraux »<sup>58</sup>. Certaines auteures s'inspirent ainsi des procédés politiques associés au développement de la démocratie afin d'atteindre leurs propres objectifs.

## Conclusion

Ce chapitre a tenté de démontrer que les auteures étudiées sollicitent une intervention du pouvoir politique pour améliorer l'instruction des femmes et que par le fait même, elles tentent d'imposer leurs projets d'éducation au monde

---

<sup>57</sup> Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon, *Plan d'éducation...*, p. 482.

<sup>58</sup> Mme Mouret, *Annales de l'éducation du sexe...*, vol. III, p. 54-56.

politique. En faisant part de leurs idées, elles soumettent des modèles visant à inspirer l'État. Ce dernier devrait ensuite appliquer, imprimer et diffuser les plans proposés, ce qui assurerait ainsi la transparence des structures scolaires, l'uniformisation des enseignements et finalement, la loyauté des institutrices aux exigences patriotiques grâce à une surveillance accrue. Alors que l'État démembrer le rôle social de l'Église, les femmes ont l'occasion d'insérer leur discours dans le vide créé par le recul des autorités ecclésiastiques dans l'enseignement. Les femmes sont donc directement intéressées par la réforme de leur instruction et elles envisagent très tôt les moyens à prendre pour y arriver.

Aucune intention d'insinuer que ces textes dégagent un profond rejet de la religion, de l'anticléricalisme ou tout autre tendance vers l'athéisme. Par contre, il est possible d'affirmer que les femmes voient les mesures contre l'encadrement religieux comme une occasion de développer un réseau scolaire féminin plus démocratique, plus uniforme, plus transparent, plus structuré et plus adapté aux besoins de la Révolution que le réseau autrefois sous l'égide des communautés de religieuses.

## Conclusion

Lorsqu'au matin du 21 janvier 1793, le bourreau Charles-Henri Sanson activa le couperet qui trancha la tête de Louis XVI, ce n'étaient plus que les derniers souvenirs d'un ancien système de déférence qui suivirent la dépouille royale au cimetière Madeleine. En effet, presque quatre ans avant la mort du Roi, les Français s'étaient déjà affranchis de l'absolutisme et des structures de sujétion sociale entretenue par les ordres, les privilèges, l'Église et les corporations. Les révolutionnaires concentrèrent ainsi leurs énergies pour mettre en place un régime socio-politique transparent, dans lequel tous les individus-citoyens seraient libres et égaux entre eux et devant la loi. De 1789 à 1794, on tenta de faire table rase du passé pour faire naître une nouvelle société sur les cendres d'un Ancien Régime qu'on désirait oublier à tout prix. Dans ce nouveau système politique, le pouvoir de la Cour fut alors supplanté par une entité politique caractérisée par une assemblée élective et représentative « dont le recrutement était exclusivement masculin »<sup>1</sup>.

Malgré l'universalisme des droits des citoyens, on tenta d'éloigner les femmes du domaine politique en les privant des droits associés à l'exercice constitutionnel de la citoyenneté, c'est-à-dire le vote en assemblée primaire, le droit de siéger à l'Assemblée nationale et l'accès aux forces armées. Selon une forte majorité de révolutionnaires masculins, l'influence des femmes devait être contenue dans les limites de leur foyer. Ce mémoire a cependant tenté de

---

<sup>1</sup> Sarah Maza, *Vies privées, affaires publiques. Les causes célèbres de la France pré-révolutionnaire*, Paris, Fayard, 1997 [1993], p. 297.

démontrer que la Révolution française représente une période historique où la moralité, la vertu et le dévouement de chacun à la cause publique au détriment des intérêts particuliers, étaient des déterminants primordiaux pour être reconnu comme citoyen. Ainsi, malgré le fait qu'on ait voulu restreindre l'influence politique des femmes en les classant dans la citoyenneté passive, plusieurs d'entre elles se sont appuyées sur l'expression culturelle de la citoyenneté, l'éducation et les mœurs, pour renforcer l'importance du rôle politique féminin dans la construction d'une nouvelle société émancipée.

Jusqu'à la chute de l'Incorruptible en juillet 1794, la Révolution entraîna un certain optimisme qui, bien qu'ébranlé par les déceptions entraînées par l'échec de la monarchie constitutionnelle, resta plus ou moins intact jusqu'aux grandes désillusions qui suivirent la période terroriste de 1793-1794. Avec Thermidor, s'écroula graduellement le grand rêve pédagogique qui devait conditionner tous les Français et toutes les Françaises à s'oublier eux-mêmes pour se transformer en membres dévoués d'une nation dont le bonheur et la liberté n'avaient d'égal que dans la représentation utopique que l'on avait des sociétés anciennes, grecques et romaines. Pourtant, jusqu'en 1794, des femmes ont partagé ce rêve. En mettant l'accent sur leurs responsabilités dans ce projet de régénération et d'uniformisation que seule l'éducation pouvait mener à terme, les auteures étudiées dans ce mémoire ont ainsi établi le poids de leur influence dans le domaine politique.

Les femmes ont cru que la Révolution allait enfin leur permettre de jouir de la liberté caractérisant la nouvelle société en édification. En analysant leurs propos, des contemporains du XXI<sup>e</sup> siècle pourraient se désoler d'un tel discours et regretter que les auteures aient demandé le droit à l'éducation principalement en valorisant leur rôle domestique. En effet, après de longues luttes, du moins dans les sociétés occidentales, on sait aujourd'hui que les femmes peuvent se définir de la même façon que les hommes : elles ont le droit d'exercer leurs droits politiques, de gérer leurs propres ressources financières et intellectuelles, d'accéder aux hautes sphères du savoir et d'occuper avec brio la plupart des emplois qu'elles désirent.

Toutefois, pendant la Révolution, le droit à l'éducation était toujours conçu en lien avec le rôle maternel des femmes, et même Condorcet a insisté sur la distinction des pouvoirs entre les sexes<sup>2</sup>. Malgré tout, les études historiques féministes ont qualifié ce philosophe comme étant l'un des plus grands défenseurs des droits féminins puisqu'il a réclamé explicitement le droit de cité pour les femmes, ce qu'on a retenu comme étant une demande moins traditionnelle et beaucoup plus radicale que le droit à l'éducation. À la lueur de

---

<sup>2</sup> Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marquis de Condorcet, 1743-1794 ; *Sur l'admission des femmes au droit de cité*. Tiré à part du "Journal de la société de 1789" daté du 3 juillet 1790, no. 5. BNF de l'édition de [S.l.] : Micro graphix, cop. 1992. 1 microfiche. Les archives de la Révolution française, 9.4.207. Reproduction de l'édition de Paris, 1790, p. 10-11. Condorcet affirmait que les hommes avaient violé l'égalité en excluant les femmes du droit de cité : « (...) Aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes; et celui qui vote contre le droit d'un autre quelque soit sa religion, sa couleur ou son sexe a dès lors abjuré les siens ». Selon lui, les femmes siégeant à l'Assemblée nationale n'abandonneraient pas leurs enfants, leur ménage et leurs aiguilles. Au contraire, elles « n'en seroient que plus propres à élever leurs enfants, à former des hommes ».

cette constatation, il est alors nécessaire de penser les débats du XVIII<sup>e</sup> siècle en fonction de leur apport à la réflexion féministe des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles. Ces débats mettent en évidence le fait que le combat contre l'inégalité des sexes n'est pas uniquement une question d'égalité au niveau de la politique constitutionnelle.

En effet, les femmes ont mené une bataille de longue haleine pour obtenir le droit de vote, le droit de siéger au gouvernement et le droit de joindre les forces militaires. Les succès qu'elles ont remportés au XX<sup>e</sup> siècle sont des victoires fondamentales dans le processus cherchant à rééquilibrer les pouvoirs entre les hommes et les femmes. Pourtant, ces gains politiques, aussi importants soient-ils, n'ont pas éliminé les inégalités entre les sexes<sup>3</sup>. En effet, les femmes se sont ensuite tournées vers une autre lutte qui n'est toujours pas gagnée aujourd'hui : celle pour le contrôle de leur corps. Ainsi, la pilule contraceptive, le droit au plaisir sexuel, et surtout, à l'avortement, sont des revendications tout à fait absentes des textes féminins sous la Révolution puisqu'elles sont issues de la libération sexuelle de la fin des années 1960-1970<sup>4</sup>. Contrairement à plusieurs féministes des années 1970, les femmes de 1789 ne percevaient pas leur corps reproductif comme un obstacle à leur liberté<sup>5</sup>. Pourtant, il est possible de tisser un lien entre ces femmes que plus de deux siècles séparent, puisqu'elles ont reconnu l'importance politique de la maternité. Sous la Révolution cependant, cette

---

<sup>3</sup> Geneviève Fraisse, *Muse de la raison. Démocratie et exclusion des femmes en France*, Paris, Gallimard, 1995 [1989], p. 321-322.

<sup>4</sup> Yvonne Knibiehler, *La révolution maternelle depuis 1945. Femmes, maternité, citoyenneté*, Paris, Perrin, 1997, 370p. Yvonne Knibiehler souligne qu'il est toujours plus difficile pour les femmes aujourd'hui de concilier liberté et maternité, surtout dans le monde du travail.

<sup>5</sup> Ce n'est pas le cas de certaines militantes en 1975. Voir le plaidoyer pour l'avortement : Les chimères, *Maternité esclave*, Paris, Union générale d'éditions, 1975, 319p.

importance était représentée dans le cadre de l'unité familiale et non pas par rapport au contrôle personnel du corps.

Pour les femmes citées dans ce mémoire, demander le droit à l'éducation pour être de meilleures mères et de meilleures épouses signifiait alors concevoir des réformes tangibles qui devaient concrètement transformer le quotidien des Françaises. Contrairement à Condorcet, ces auteures cherchaient à clarifier les termes d'une participation politique plus pragmatique, et peut-être même plus accessible, que celle définie par les droits constitutionnels, toujours réservés à une poignée d'hommes<sup>6</sup>. Elles ont demandé des réformes de l'éducation pour affirmer leur responsabilité dans la régénération de la patrie, mais aussi pour se dégager de leur dépendance aux hommes afin d'égaliser les relations de couple. Dans leurs plaidoyers, elles ont revendiqué qu'on leur facilite l'accès au marché du travail et qu'on démocratise l'instruction en la rendant accessible à toutes les femmes, quel que fut leur statut social. Elles souhaitaient, conjointement avec l'aide de l'État, uniformiser les enseignements au sein d'un réseau scolaire plus structuré que celui contrôlé par l'Église de l'époque moderne. Pour ces femmes, les droits constitutionnels n'étaient donc pas la seule façon d'envisager l'action politique. Ceci permettrait d'expliquer pourquoi elles visaient à émanciper les femmes, bien qu'elles n'aient pas remis en question leur rôle domestique.

En rendant publiques leurs idées, elles ne se sont pas considérées comme de simples spectatrices dont l'influence n'avait d'impact que dans l'espace

---

<sup>6</sup> Le suffrage universel masculin n'est adopté en France qu'en 1848.



contenu entre les murs de leur foyer. Elles se sont plutôt vues comme des actrices indispensables pour permettre d'achever le processus révolutionnaire. Grâce à l'écriture de façon anonyme ou non, ces femmes ont voulu attirer l'attention, interpeller leurs lecteurs en s'adressant le plus souvent au coeur même du pouvoir politique incarné par les députés de l'Assemblée nationale et de la Convention. En voulant ouvrir des écoles pour améliorer l'éducation féminine ou en conseillant les mères et les institutrices, elles ont renouvelé leur appui aux régimes politiques et aux idéaux révolutionnaires pour rappeler qu'elles appartenaient au corps souverain de la nation et qu'elles avaient aussi des droits.

À ce titre, la citoyenneté des femmes, caractérisée par leur rôle en tant que mère et épouse et leur importance dans la transmission des mœurs, n'était pas considérée comme étant apolitique, puisque leur influence devait rayonner pour le bien national. Les auteures ont donc construit leur statut de citoyenne en s'appuyant principalement sur des attributs moraux et culturels puisqu'elles ont réclamé le droit à l'instruction pour bâtir une société française moralement irréprochable et plus vertueuse que la société d'Ancien Régime. Selon elles, l'ordre public avait ainsi tout à gagner de l'éducation féminine, car elles ne menacèrent pas de renverser le pouvoir masculin pour se l'approprier. La Révolution offrit un cadre idéal pour les convaincre d'écrire pour conseiller leurs pairs, dénoncer les maux qui les accablaient, critiquer les vices de l'ancienne société, remettre en question l'autorité des religieuses dans l'enseignement, accuser les hommes d'être responsables de leur asservissement en les empêchant

de développer leur jugement moral et leur raison et proposer des solutions pour les libérer.

Le fait que ces auteures n'aient pas demandé explicitement d'avoir accès au droit de cité rend compte d'une conception nuancée de ce qui était, à leur avis, politique. Ceci permet de remettre en question l'idée que le discours de libération de la femme serait devenu plus sérieux par la réclamation du droit de vote sous la Révolution. Au contraire, les requêtes étudiées ici mettent en lumière une réflexion complexe qui permet de constater la présence d'un lien entre 1789 jusqu'à aujourd'hui : une reconnaissance de la citoyenneté et de l'égalité politique entre les sexes qui ne peut s'entendre uniquement en termes constitutionnels.

## Bibliographie

### Sources primaires

Anonyme. *Motions adressées à l'Assemblée nationale en faveur du sexe*. BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 6.2.768. Reproduction de l'édition de Paris, De l'imprimerie de la veuve Delaguet, 1789. 10 pages.

Acrin, citoyenne. *Écoles des métiers pour les femmes*. 25 avril 1792. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988]. 7 pages.

B.B., Mme. *Cahier des doléances et réclamations des femmes*. 1789. Texte reproduit dans Paule-Marie Duhet, *Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes*, Paris, Des femmes, 1981. 13 pages.

Bastide, Mme de. *L'imprimerie des femmes. École gratuite de Typographie en faveur des femmes, sous la protection de la municipalité de la ville de Paris, proposée par la dame de Bastide, avec mémoire imprimé et manuscrit à l'appui*. 19 novembre 1790. Texte reproduit dans Paule-Marie Duhet, *Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes*, Paris, Des femmes, 1981. 7 pages.

Genlis, Stéphanie Félicité de. (Mme de Brulart de Sillery). *Discours sur la suppression des couvens de religieuses et sur l'éducation publique des femmes*. BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 12.999. Reproduction de l'édition de Paris, Onfroy Libraire, 1790. XXIV-84 pages.

Guérin-Albert, citoyenne. *Avis aux mères républicaines ou mes réflexions sur l'éducation des jeunes citoyennes*. De l'Imprimerie de la citoyenne Fonrouge, Jardin de l'Égalité, non-daté. BNF Tolbiac, Rez-de-jardin 8-R-13625. 49 pages.

Hardou, Citoyenne. Non-titré, 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988]. 4 pages.

L., Mme. « Première lettre d'une femme sur l'éducation de son sexe ». *Le Courrier de l'Hymen ou Journal des Dames*. BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.176, Reproduction de l'édition de Paris, chez L.P. Couret, 19 (1791). 2 pages.

Laroche, citoyenne. *Prospectus pour l'éducation des citoyennes*. Non daté. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988]. 2 pages.

Les chimères. *Maternité esclave*. Paris, Union générale d'éditions, 1975. 319 pages.

Lemaignan, citoyenne. *Plan d'éducation pour les jeunes personnes suivant celui de notre nouvelle Constitution*. Paris, 12 août 1793. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988].

Montgery, citoyenne. *Pétition présentée à la Convention nationale suivie de Pétition présentée à la Commune*. Paris, De l'imprimerie de la veuve Guyot, 1793. Tolbiac, BNF, Rez-de-jardin, MFICHE 8- FM- 3788. 8 pages.

Mouret, Mme. *Annales de l'éducation du sexe ou Journal des demoiselles*. BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.170, 12.1196, Reproduction de l'édition de Paris, chez l'auteur, 1790. 8 numéros, 176 pages.

*Pétition des femmes du Tiers-État au roi*. BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 9.4.186, 1789. 8 pages

Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon. *Plan d'éducation pour les jeunes filles de la République, proposé à la Convention par la Société des Amies de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Besançon*. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Des femmes Antoinette Fouque, 1989 [1988]. 5 pages.

Valincourt, citoyenne. *Pétition renvoyée à Bouquier et Villard le 19 floréal*. Texte reproduit dans Hans-Christian et Elke Harten, *Femmes, culture, Révolution*, Paris, Des femmes, 1989 [1988]. 8 pages

## Sources primaires citées<sup>1</sup>

Condorcet, Marie Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de. *Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique présentés à l'Assemblée nationale, les 20 et 21 avril 1792 au nom du Comité d'instruction publique*. BNF microfiches, Les archives de la Révolution française, 12.942. Reproduction de l'édition de Paris, Imprimerie nationale, 1792. 94 pages.

Condorcet, Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marquis de. *Sur l'admission des femmes au droit de cité*. Tiré à part du "Journal de la société de 1789" daté du 3 juillet 1790, no. 5. BNF de l'édition de [S.l.] : Micro graphix, cop. 1992. 1

---

<sup>1</sup> Ces textes ont été cités, mais n'ont pas fait l'objet d'une étude détaillée dans ce mémoire.

microfiche. Les archives de la Révolution française, 9.4.207. Reproduction de l'édition de Paris, 1790. 13 pages.

Daunou, Pierre-Claude François. Dans James Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instruction...*, tome VI, p.337. Citation reproduite dans Julia, Dominique. *Les trois couleurs du tableau noir. La Révolution*. Paris, Éditions Belin, 1981. 394 pages.

Gouges, Olympe de. « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne », 1791, dans Geneviève Fraisse, dir. *Opinions de femmes. De la veille au lendemain de la Révolution française*, Paris, Côté-femmes, 1989. 16 pages.

Mably, Gabriel Bonnot. *Des droits et des devoirs du citoyen*, 1789. Citation reproduite dans Gauthier, Florence. *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution, 1789-1795-1802*. Paris, PUF, 1992. 310 pages.

Masuyer, Claude-Louis. *Discours sur l'organisation de l'instruction publique et de l'éducation nationale en France. Examen et réfutation du système proposé successivement par les citoyens Condorcet et G.Romme*. Paris, 1793, dans James Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention*, Paris, 1889, tome I, p. 147. 6 volumes. Citation reproduite dans Julia, Dominique. *Les trois couleurs du tableau noir. La Révolution*. Paris, Éditions Belin, 1981. 394 pages.

Méricourt Théroigne de, Anne-Josèphe. *Discours prononcé à la Société fraternelle des minimes, le 25 mars 1792, l'an quatrième de la liberté, par Mlle Théroigne, en présentant un drapeau aux citoyennes du faubourg S. Antoine*. BNF microfiche, Les archives de la Révolution française, 9.4.50. Reproduction de l'éditeur de Paris, de l'imprimerie de Demonville, 1791. 8 pages.

Rabaut Saint-Étienne, Jean-François de. « Projet d'éducation nationale, présenté le 21 décembre 1792 », dans James Guillaume. *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention nationale*, Paris, 1891-1894, vol. I, p.231-235. Citation reproduite dans Baczko, Bronislaw. *Lumières de l'utopie*. Paris, Payot, 1978. 416 pages.

Rousseau, Jean-Jacques. *Émile ou de l'éducation*. dir. Michel Launay, Paris, GF Flammarion, 1966 [1762]. 629 pages.

## Encyclopédie

Guilhaumou, Jacques et Martine Lapied. « L'action politique des femmes pendant la Révolution française » dans Christine Fauré, dir. *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF, 1997. P. 139-168.

Schochet, Gordon. « De l'idée de sujétion naturelle à l'indifférenciation par convention. Les femmes dans la pensée politique de Sir Robert Filmer, Thomas Hobbes et John Locke » dans Christine Fauré, dir. *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF, 1997. P.73-93.

## Études

Abensour, Léon. *La femme et le féminisme avant la Révolution*. Genève, Slatkine-Megariotis Reprints, 1977 [1923]. 474 pages.

Archives Nationales de France. *La France de 1789 d'après les cahiers de doléances*. Paris, 1978. 53 pages

Arnaud-Duc, Nicole. « Les contradictions du droit » dans Geneviève Fraisse et Michelle Perrot, dir. *Histoire des femmes en Occident*, vol 4 *Le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1991. P. 87-116.

Baker, Keith Michael. *Au tribunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Bibliothèque Historique Payot, 1993. 319 pages.

Baker, Keith Michael. « The Idea of a Declaration of Rights » dans Gary Kates, dir. *The French Revolution: Recent Debates and New Controversies*, Londres et New York, Routledge, 1998. P. 91-140.

Broglie, Gabriel de. *Madame de Genlis*. Paris, Perrin, 1985. 525 pages.

Calhoun, Craig. « Introduction: Habermas and the Public Sphere » dans Craig Calhoun, dir. *Habermas and the Public sphere*, Cambridge Massachusetts, The MIT Press, 1992. P. 1-48.

Caine, Barbara. *English Féminism 1780-1980*. Oxford, Oxford University Press, 1997. 336 pages.

- Chartier, Roger. *et al. L'éducation en France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Sedes. 304 pages.
- Chevallier, Pierre. *et al. L'enseignement français de la Révolution à nos jours*. Paris, Éditions Mouton, 1968. 244 pages.
- Colley, Linda. *Britons: Forging the Nation 1707-1837*. New Haven, Yale University Press, 1992. 429 pages.
- Cousin, Bernard. *et al. La pique et la croix. Histoire religieuse de la Révolution française*. Paris, Centurion, 1989. 317 pages.
- Crowston, Clare H. *Fabricating Women: The Seamstresses of the Old Regime, 1675-1791*. Durham et Londres, Duke University Press, 2001. 508 pages.
- Dalton, Susan. *Engendering the Republic of Letters: Reconnecting Public and Private Spheres in Eighteenth-Century Europe*, Montréal, McGill Queen's UP, 2003. 206 pages.
- Desan, Suzanne. *The Family on Trial in Revolutionary France*. Berkeley, University of California Press, 2004. 455 pages.
- Devaux, Olivier. *La pique et la plume. L'enseignement à Toulouse pendant la Révolution*. Toulouse, Eché, 1988. 181 pages.
- Doyle, William. *Origins of the French Revolution*. Oxford, Oxford University Press, 1980. 247 pages.
- Duhet, Paule-Marie. *Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes*. Paris, Des femmes, 1981. 230 pages.
- Duhet, Paule-Marie. *Les femmes et la Révolution, 1789-1794*. Paris, Julliard, 1971. 237 pages.
- Fauré, Christine. *La démocratie sans les femmes. Essai sur le libéralisme en France*. Paris, PUF, 1985. 263 pages.
- Fauré, Christine. « L'exclusion des femmes du droit de vote pendant la Révolution française et ses conséquences durables » dans Evelyne Morin-Ratureau, dir. *1789-1799 : Combats de femmes. La Révolution exclut les citoyennes*, Paris, Autrement, 2003, P.163-177.
- Furet, François. *Penser la Révolution française*. Paris, Gallimard, 1978. 315 pages.

- Furet, François et Jacques Ozouf. *Lire et écrire. L'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*. Paris, Les Éditions de Minuit, 1977. 380 pages.
- Furet, François et Ran Halévi. *La monarchie républicaine*. Fayard, 1996. 605 pages.
- Fraisse, Geneviève. *Muse de la raison. Démocratie et exclusion des femmes en France*. Paris, Gallimard, 1995 [1989]. 379 pages.
- Garreau, Lydie. *L'école de la religion et la politique de Condorcet à Ferry*. Paris, L'Harmattan, 2006. 280 pages.
- Gauchet, Marcel. *La Révolution des pouvoirs. La souveraineté, le peuple et la représentation*. Paris, Gallimard, 1995. 288 pages.
- Gauthier, Florence. *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution, 1789-1795-1802*. Paris, PUF, 1992. 310 pages.
- Gibson, Wendy. *Women in Seventeenth-Century France*. Londres, MacMillan, 1989. 439 pages.
- Gleadle, Kathryn et Sarah Richardson, dir. *Women in British Politics, 1760-1860: The Power of the Petticoat*. Londres, Macmillan Press LTD, 2000. 179 pages.
- Godineau, Dominique. *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*. Aix-en-Provence, Alinea, 1988. 417 pages.
- Godineau, Dominique. *Les femmes dans la société française XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, A. Colin, 2003. 253 pages.
- Goubert, Pierre et Michel Denis. 1789. *Les Français ont la parole. Cahiers des États généraux présentés par Pierre Goubert et Michel Denis, suivis d'un glossaire pratique de la langue de quatre-vingt-neuf*. Paris, Julliard, 1964. 267 pages.
- Grateau, Philippe. *Les cahiers de doléances, une relecture culturelle*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001. 384 pages.
- Gréard, Octave. *L'éducation des femmes par les femmes, études et portraits*. Paris, Hachette, 1903 [1886]. 360 pages.
- Grell, Chantal « France et Angleterre, L'héritage d'un grand siècle » dans Chantal Grell et Arnaud Ramière de Fortanier, dir. *L'éducation des jeunes filles nobles en Europe, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2004. 218 pages.



Grosperin, Bernard. *Les petites écoles sous l'Ancien Régime*. Rennes, Ouest-France, 1984. 175 pages.

Gueniffey, Patrice. *Le nombre et la raison. La Révolution française et les élections*. Paris, Éditions de l'EHESS, 1993. 709 pages.

Gutwirth, Madelyn. *The Twilight of the Goddesses: Women and Representation in the French Revolutionary Era*. New Brunswick/New Jersey, Rutgers University Press, 1992. 440 pages.

Habermas, Jürgen. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot, 1992 [1962]. 324 pages.

Harten, Hans-Christan et Elke. *Femmes, culture et Révolution*. Paris, Des Femmes, 1989. 589 pages.

Hesse, Carla. *The Other Enlightenment: How French Women Became Modern*. Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2003 [2001]. 233 pages.

Heuer, Jennifer H. *The Family and the Nation: Gender, Citizenship in Revolutionary France, 1789-1830*. Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2005. 256 pages.

Hufton, Olwen. *Women and the Limits of Citizenship in the French Revolution*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, p.91-130. (201p.)

Hunt, Lynn. *Le roman familial de la Révolution française*. Paris, Albin Michel, 1995 [1992]. 262 pages.

Hunt, Lynn. « L'histoire des femmes. Accomplissements et ouvertures » dans Martine Lapied et Christine Peyrard, dir. *La Révolution française au carrefour des recherches*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2003. P.281-292.

Hunt, Lynn. « Male Virtue and Republican Motherhood » dans Keith M. Baker dir. *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*. Vol. 4, *The Terror*, Oxford, Pergamon Press, 1994. P. 195-208.

Hunt, Lynn. *Politics, Culture and Class in the French Revolution*. Berkeley, University of California Press, 2004 [1984]. 251 pages.

Hunt, Lynn. « Révolution française et vie privée » dans Philippe Ariès et Georges Duby, dir. *Histoire de la vie privée*. Tome 4, *De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Éditions du Seuil, 1999 [1987]. P. 20-46.

Julia, Dominique. *Les trois couleurs du tableau noir. La Révolution*. Paris, Éditions Belin, 1981. 394 pages.

Kale, Steven D. *French Salons: High Society and Political Sociability from the Old Regime to the Revolution of 1848*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2004. 320 pages.

Kennedy, Emmet. *A Cultural History of the French Revolution*. New Haven et Londres, Yale University Press, 1989. 463 pages.

King, Margaret L. *Women of the Renaissance*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1991. 333 pages.

Knibiehler, Yvonne. *La révolution maternelle depuis 1945. Femmes, maternité, citoyenneté*. Paris, Perrin, 1997. 370 pages.

La Gorce, Pierre de. *Histoire religieuse de la Révolution française*. Paris, Plon, 1912. 5 volumes.

Landes, Joan. *Women and the Public Sphere in the Age of Revolution*. Ithaca, Cornell University Press, 1988. 276 pages.

Lazard, Madeleine. *Les avenues de fémynie. Les femmes et la Renaissance*. Paris, Librairie Arthème Fayard, 2001. 437 pages.

Lelièvre, Françoise et Claude. *Histoire de la scolarisation des filles*. Paris, Éditions Nathan, 1991. 272 pages.

Levy, Darlene Gay. *et al. Women in Revolutionary Paris, 1789-1795*. Urbana, University of Illinois Press, 1979. 325 pages.

Lilti, Antoine. *Le monde des salons. Sociabilité et mondanité à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Fayard, 2005. 568 pages.

Marand-Fouquet, Catherine. *La femme au temps de la Révolution*. Paris, Éditions Stock/Laurence Pernoud, 1989. 417 pages.

Mayeur, Françoise. *L'éducation des filles en France au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Hachette, 1979. 205 pages.

Mayeur, Françoise. *L'enseignement et l'éducation en France. Tome III. De la Révolution à l'école républicaine 1789-1930*, Paris G-V Labat, 1981. 683 pages.

McMillan, James F. *France and Women 1789-1914: Gender, Society and Politics*. Londres et New York, Routledge, 2000. 286 pages.

Mellor, Anne K. *Mothers of the Nation: Women's Political Writing in England, 1780-1830*. Bloomington, Indiana University Press, 2000. 172 pages.

Melzer Sara E. et Leslie W. Rabine. dir. *Rebel Daughters: Women and the French Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 1991. 296 pages.

Morin-Ratureau, Evelyne. « Avant-propos. Les femmes entrent en politique » dans Evelyne Morin-Ratureau, dir. *1789-1799 : Combats de femmes. La Révolution exclut les citoyennes*, Paris, Autrement, 2003. P. 5-12.

Murphy, Gwenaél. *Les religieuses dans la Révolution française*. Paris, Bayard, 2005. 328 pages.

Ozouf, Mona. *La fête révolutionnaire 1789-1799*. Paris, Gallimard, 1976. 340 pages.

Ozouf, Mona. *L'homme régénéré. Essais sur la Révolution française*. Paris, Gallimard, 1989. p.117. (239p.);

Ozouf, Mona. « L'opinion publique » dans Keith Michael Baker, dir. *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*. Vol. 1. *The Political Culture of the Old Regime*, Oxford, Pergamon Press, 1987. P. 419-434.

Palmer, Robert. R. *The Improvement of Humanity: Education and the French Revolution*. Princeton, Princeton UP, 1985. 347 pages.

Pateman, Carole. *The Sexual Contract*. Cambridge, Polity Press, 1988. 264 pages.

Ponteil, Félix. *Histoire de l'enseignement. Les grandes étapes 1789-1965*. Paris, Sirey, 1966. 454 pages.

Proctor, Candice E. *Women, Equality and the French Revolution*. New York, Greenwood Press, 1990. 210 pages.

Rendall, Jane. *The Origins of Modern Feminism: Women in Britain, France and the United States 1780-1860*. London, Macmillan, 1985. 382 pages

Rizzo, Tracey. *A Certain Emancipation of Women*. Selinsgrove, Susquehanna University Press, 2004. 132 pages.

Ronsin, Francis. *Le contrat sentimental. Débat sur l'amour, le mariage, le divorce de l'Ancien Régime à la Restauration*. Paris, Aubier, 1990. 299 pages.

Rosanvallon, Pierre. *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*. Paris, Gallimard, 1992. 490 pages.

Sewell, William H. Jr. « Activity, Passivity, and the Revolutionary Concept of Citizenship » dans Colin Lucas, dir., *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*. Vol 2. *The Political Culture of the French Revolution*, Oxford, Pergamon Press, 1988. P. 105-123.

Shoemaker, Robert B. *Gender in English Society 1650-1850: The Emergence of Separate Spheres?*. London, Longman, 1998. 334 pages.

Sonnet, Martine. « L'éducation des filles à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle » dans *Problèmes d'histoire de l'éducation*, Actes des séminaires de l'École française de Rome et de l'Università di Roma-La Sapienza, Paris, 1988. P.53-90.

Sonnet, Martine. *L'éducation des filles au temps des Lumières*. Paris, Éditions du Cerf, 1987. 354 pages.

Sonnet, Martine. « Le privilège éducatif des Parisiennes à la fin de l'Ancien Régime » dans Guyonne Leduc, dir. *L'éducation des femmes en Europe et en Amérique du Nord de la Renaissance à 1848. Réalités et représentations*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1997. P. 317-328.

Spencer, Samia I. « Women and Education » dans Samia I. Spencer dir. *French Women and the Age of Enlightenment*. Bloomington, Indiana University Press, 1984. 429 pages.

Sullerot, Evelyne. *Histoire de la presse féminine en France, des origines à 1848*. Paris, Colin, 1966. 225 pages.

Rapley, Elizabeth. *Les dévotes. Les femmes et l'Église en France au XVII<sup>e</sup> siècle*. Montréal, Bellarmin, 1995 [1990]. 342 pages.

Roessler, Shirley E. *Out of the Shadows: Women and Politics in the French Revolution, 1789-1795*, New York, P.Lang, 1998. 275 pages.

Rousselot, Paul. *Histoire de l'éducation des femmes en France*. New York, Burt Franklin, 1883, tome II. 466 pages.

Sledziewski, Élisabeth G. « Révolution française. Le tournant. » dans Geneviève Fraisse et Michelle Perrot, dir. *Histoire des femmes en Occident*. vol 4 *Le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1991. P. 43-556.

Scott, Joan W. *La citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*. Paris, Albin Michel, 1998 [1996]. 286 pages.

Tackett, Timothy. *La Révolution l'Église, la France. Le serment de 1791*. Paris, Les Éditions du Cerf, 1986 [1985]. 485 pages.

Tackett, Timothy. *Par la volonté du peuple. Comment les députés 1789 sont devenus révolutionnaires*. Paris, Albin Michel, 1997 [1996]. 360 pages.

Timmermans, Linda. *L'accès des femmes à la culture sous l'Ancien Régime*. Paris, Champion, 2005 [1993]. 967 pages.

Trouille, Marie Seidman. *Sexual Politics in the Enlightenment: Women Writers read Rousseau*. New York, State University of New York Press, 1997. 411 pages.

Verjus, Anne. *Le cens de la famille. Les femmes et le vote, 1789-1848*. Paris, Belin, 2002. 255 pages.

Vickery, Amanda. *The Gentleman's daughter: Women's lives in Georgian England*. New Haven, Yale University Press, 1998. 436 pages.

Villiers du Terrage, Marc de. *Histoire des clubs de femmes et des légions d'amazones 1793-1848-1871*. Paris, Plon, 1910. 422 pages.

Vovelle, Michel. *La chute de la monarchie, 1787-1792*. Paris, Éditions du Seuil, 1999 [1972]. 312 pages.

Vovelle, Michel. *La Révolution contre l'Église. De la raison à l'Être Suprême*. Éditions Complexe, 1988. 311 pages.

#### Articles de périodiques

Aberdam, Serge. « Deux occasions de participation féminine en 1793 : Le vote sur la constitution et le partage des biens communaux ». *Annales historiques de la Révolution française*, 1 (2005), p. 17-34.

Abrey, Jane. « Feminism and the French Revolution ». *The American Historical Review*, 80, 1 (février 1975), p. 43-62.

Bell, David. « Le caractère national et l'imaginaire républicain au XVIII<sup>e</sup> siècle ». *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 4 (juillet-août 2002), p. 867-888.

Blackman, Robert H. « Representation without Revolution: Political Representation as Defined in the *Cahiers de doléances* of 1789 ». *French History*, 15, 2 (2001), p. 159-185.

Choudhury, Mita. « Despotic Habits; The Critique of Power and Its Abuses in an Eighteenth-Century Convent ». *French Historical Studies*, 23, 1 (2000), p. 33-65.

Davidson, Denise Z. « Women at Napoleonic Festivals: Gender and the Public Sphere during the First Empire », *French History*, vol 16, 3 (2002), p. 299-322.

Dinet-Lecomte, Marie-Claude. « Du « bon usage » de la clôture et de l'enfermement dans les établissements charitables aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ». *Histoire, Économie et Société*, 3 (2005), p. 355-371.

Fauré, Christine. « Doléances, déclarations et pétitions, trois formes de parole publique des femmes sous la Révolution ». *Annales historiques de la Révolution française*, 2 (2006), p. 5-25.

Godineau, Dominique. « De la guerrière à la citoyenne. Porter les armes pendant l'Ancien Régime et la Révolution française ». *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, 20 (2004), p. 43-69.

Godineau, Dominique. « Femmes en citoyenneté : pratique et politique ». *Annales historiques de la Révolution française*, 2 (1995), p. 197-207.

Goodman, Dena. « Public Sphere and Private Life: Toward a synthesis of current historiographical approaches to the Old Regime ». *History and Theory*, 31 (1992), p. 18-19.

Heuer, Jennifer N. et Anne Verjus. « L'invention de la sphère domestique au sortir de la Révolution ». *Annales historiques de la Révolution française*, 1 (2002), p. 1-28.

Jones, Jennifer M. « Personals and Politics: Courting la « citoyenne » in « Le Courrier de l'hymen » », *Yale French Studies*, 101 (2001) p. 171-181

Perrin, Henriette. « Le club de femmes de Besançon », *Annales révolutionnaires*, 9-10 (1917-1918), 9 : p. 629-653. 10 : p. 37-63, p. 505-532, p. 645-672.